

On trouvera ci-joint le premier projet de Rapport du Groupe de travail de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC. Ce document reflète l'état actuel des travaux et son contenu évoluera nécessairement selon leur suite. Pour plus de commodité, le texte comporte un certain nombre de paragraphes où figurent les demandes, formulées par des membres du Groupe de travail, de renseignements spécifiques ou d'éclaircissements qui seraient nécessaires pour des révisions ultérieures. Les paragraphes entre crochets renvoient aux engagements que les membres ont demandé à la Russie de prendre dans le cadre du processus d'accession.



# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/RUS/25

28 mars 2002

(02-1656)

---

**Groupe de travail de  
l'accession de la Fédération de Russie**

## **PROJET DE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE**

### **Introduction**

1. En juin 1993, le gouvernement de la Fédération de Russie a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947). À sa réunion du 8 juillet 1993, le Conseil des représentants du GATT a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande présentée par le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'accéder au GATT au titre de l'article XXXIII de l'Accord général. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995, et en application de la décision adoptée par le Conseil général de l'OMC le 31 janvier 1995, le Groupe de travail du GATT de 1947 a été transformé en Groupe de travail de l'accession à l'OMC au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

2. Le Groupe de travail s'est réuni du 17 au 19 juillet 1995, du 4 au 6 décembre 1995, les 30 et 31 mai 1996, le 15 octobre 1996, le 15 avril 1997, les 22 et 23 juillet 1997, du 9 au 11 décembre 1997, le 29 juillet 1998, les 16 et 17 décembre 1998 et le 25 mai 2000 sous la présidence de S.E. M. W. Rossier (Suisse), et le 18 décembre 2000, les 26 et 27 juin 2001, les 23 et 24 janvier 2002 et [...] sous la présidence de S.E. M. K. Bryn (Norvège).

### **Documentation fournie**

3. Le Groupe de travail disposait, comme base de discussion, de l'Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie (L/7410), des questions posées par les membres du Groupe de travail sur le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie et des réponses et autres renseignements fournis par les autorités russes, repris dans le document WT/ACC/RUS/11/Rev[...], ainsi que des textes législatifs et autres documents repris dans l'Annexe 1.

### **Déclarations liminaires**

4. Dans sa déclaration liminaire, le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que son gouvernement était observateur auprès du GATT de 1947 depuis janvier 1992, lorsque la Russie avait

repris le statut d'observateur de l'ancienne URSS. À ce titre, la Fédération de Russie avait assisté à l'heureuse conclusion du Cycle d'Uruguay, dont elle suivait la mise en œuvre des accords. Depuis sa demande d'accession à l'OMC, et dans le cadre de la réforme de son régime de commerce extérieur, la Fédération de Russie avait adopté progressivement des lois et réglementations compatibles avec les règles et disciplines multilatérales de l'OMC. Suite aux efforts résolus du gouvernement russe pour encourager le libre jeu des forces du marché et l'esprit d'entreprise et pour faciliter les investissements étrangers, l'économie de la Fédération de Russie s'orientait vers une stabilité et une croissance économiques accrues. Le gouvernement russe faisait également d'importants efforts pour combattre l'inflation et contrôler la situation budgétaire du pays. C'est pourquoi la participation à l'Organisation mondiale du commerce était un élément manquant important de la politique commerciale de la Fédération de Russie et l'une des priorités du programme gouvernemental de réformes économiques.

5. Le Groupe de travail s'est félicité de la demande d'accession de la Fédération de Russie et a souligné l'importance d'une conclusion rapide du processus d'accession dans des conditions viables sur le plan commercial et avantageuses tant pour la Russie et que pour les Membres de l'OMC. À cette fin, le Groupe de travail estimait que l'adoption d'une législation pertinente conforme aux prescriptions de l'OMC, et de ses dispositions de mise en œuvre, était essentielle à l'établissement des conditions d'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.

6. Le Groupe de travail a examiné les politiques économiques et le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie, ainsi que les dispositions à inclure dans un projet de Protocole d'accession à l'OMC. Les vues exprimées par les membres du Groupe de travail sur les divers aspects du régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie et sur les modalités et conditions de l'accession de celle-ci à l'OMC sont résumées ci-après dans les paragraphes [...] à [...].

## **ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR**

### **Politiques économiques**

#### **- Politiques monétaire et budgétaire**

7. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que les politiques économiques actuelles visaient à la stabilité budgétaire et monétaire du pays. Le déficit budgétaire avait été réduit et finalement éliminé grâce à une réduction des dépenses et à une augmentation des recettes. Du côté des recettes, un système renouvelé de base d'imposition, ainsi que des instruments de recouvrement de l'impôt plus efficaces, avaient été introduits en vertu d'un nouveau Code fiscal – Partie 1 n° 146-FZ du 31 juillet 1998 (modifiée les 30 mars, 9 juillet 1999, 2 janvier, 5 août 2000 et 24 mars 2001) et Partie 2, n° 117-FZ du 5 août 2000 (modifiée les 29 décembre 2000, 30 mai, 6, 7 et 8 août 2001). La

Fédération de Russie estimait que cet instrument législatif mettait le système fiscal russe en conformité avec les prescriptions de l'OMC dans ce domaine.

8. Notant la déclaration de la Fédération de Russie selon laquelle le régime de fiscalité indirecte était désormais compatible avec les prescriptions de l'OMC, y compris celles au titre de l'article III du GATT de 1994, de nombreux membres ont demandé si cela signifiait que tout traitement préférentiel en faveur des importations des pays de la CEI et des exportations destinées à ces pays avait été éliminé. Ces membres ont également laissé entendre que des renseignements supplémentaires étaient nécessaires concernant le mécanisme utilisé pour que les impôts perçus à l'échelon infranational soient appliquées d'une manière identique et conforme aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC, notamment celles relatives au traitement national. Certains membres ont en outre demandé des éclaircissements pour savoir si la Fédération de Russie continuait de prélever la TVA sur des produits exportés.

9. Passant à la politique monétaire, le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que la politique actuelle de son pays visait à atteindre le degré de stabilité monétaire et de stabilité des prix nécessaire à la création des conditions d'une croissance économique durable. La Russie s'efforçait d'atteindre cet objectif en contrôlant la masse monétaire, en maintenant le taux de change flottant de la monnaie nationale et en consolidant les actifs de réserve en or et en devises. Cette politique s'accompagnait de mesures de libéralisation de la réglementation des changes. Les principaux instruments de la politique monétaire, placée sous la compétence de la Banque centrale de Russie (BCR) incluaient le refinancement des banques commerciales, les opérations d'open market, les opérations de dépôt, la politique de réserves obligatoires et la politique des taux d'intérêt.

10. Tout en reconnaissant les efforts de libéralisation entrepris par la Russie dans ce domaine, certains membres estimaient qu'il leur serait utile de pouvoir examiner aussi la teneur du nouvel ensemble de lois sur le système bancaire et d'être informés sur la politique de réforme bancaire récemment adoptée par les autorités russes.

**- Régime des changes et des paiements**

11. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que son pays, en tant que membre du Fonds monétaire international (FMI) depuis 1992, suivait des règles monétaires internationalement acceptées. La monnaie nationale – le rouble (qui équivaut à 100 kopecks) – est convertible en devises sur la base des taux courants du marché. Conformément aux engagements souscrits par la Fédération de Russie au titre de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international, les paiements courants, notamment pour ce qui est des transferts vers l'extérieur de recettes et autres produits d'investissements étrangers, étaient généralement effectués sans restriction. Six mesures de

restrictions de change, d'importance économique mineure, et soumises à approbation en vertu de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international, étaient encore en vigueur.

12. Certains membres craignaient que les prescriptions actuelles en matière d'acquisition et de non-rétrocession des devises n'entravent les échanges. Ils ont donc demandé des renseignements supplémentaires sur la situation et le fonctionnement des mesures en vigueur en matière de contrôle et de réglementation des changes, y compris les restrictions concernant la non-rétrocession de devises, les restrictions concernant la possibilité d'obtenir ou de conserver des devises à des fins de commerce ou de paiement, les restrictions concernant le droit des résidents d'acquérir et de détenir des devises et de posséder des comptes dans des banques étrangères, les prescriptions de prépaiement pour les importations, et la taxe de 1 pour cent appliquée sur l'achat des devises.

13. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a confirmé qu'il n'existait pas de subvention aux achats et ventes de devises. La taxe à l'achat des devises au comptant était de 1 pour cent pour les avances à plus de 90 jours uniquement. En ce qui concerne l'obligation faite aux exportateurs russes de revendre sur le marché des changes intérieur une certaine part des devises provenant de leurs recettes d'exportation, cette part a été réduite de 75 à 50 pour cent. Les résidents étaient libres d'acheter des devises sur le marché des changes intérieur pour honorer leurs obligations financières dans le cadre de leurs transactions courantes. Les devises servant à payer les opérations en capital pouvaient aussi être obtenues librement sur le marché intérieur à condition que la prescription établie par la BCR soit respectée. Selon cette prescription, en cas de paiement anticipé au titre d'un contrat d'importation, les résidents sont tenus de déposer un montant en roubles égal à 100 pour cent de la somme utilisée pour acheter les devises aux fins du paiement anticipé auprès d'une banque autorisée. Cette prescription était considérée par les autorités russes comme un moyen d'éviter la fuite des capitaux, le gouvernement russe effectuant d'importants versements au titre du service de sa dette extérieure et ayant besoin de mesures adéquates de contrôle des changes pour enrayer les sorties non autorisées de capitaux. La prescription ne s'appliquait pas aux achats, par des résidents, de devises servant à payer des importations de marchandises déjà livrées sur le territoire national.

14. Notant cette déclaration, certains membres ont estimé qu'un complément d'information était encore nécessaire pour savoir si la revente obligatoire des devises à hauteur de 50 pour cent des recettes d'exportation concernait les services au même titre que les marchandises et si la prescription de la BCR imposant d'obtenir des devises pour honorer les transactions en capital concernait également la prescription du dépôt destiné au paiement anticipé des importations. Certains membres ont ajouté que la prescription en question était particulièrement contraignante pour les petits importateurs et risquait, par conséquent, d'entraver sérieusement les échanges. Ils ont demandé instamment à la Fédération de Russie à étudier l'emploi d'autres moyens pour combattre la fuite des

capitaux. Ces membres ont également demandé à être informés sur le fondement législatif des restrictions et prescriptions appliquées par la Russie en matière de change et de paiements.

15. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que la politique monétaire et le régime des changes et des paiements avaient une grande importance dans les relations entre la Russie et le FMI. Les progrès accomplis par la Fédération de Russie dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques claires et rationnelles dans ces domaines ont été possibles, dans une large mesure, grâce au mécanisme de consultation, aux programmes conjoints et au soutien direct du FMI. Toutes les mesures pertinentes ont été prises en coordination avec le FMI, en particulier celles relevant des dispositions de l'article XV du GATT de 1994 et des articles VI et XI de l'AGCS.

16. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que, dans le cadre des politiques visant à lutter contre le transfert illégal de capitaux et à maintenir l'intégrité du système financier du pays, les autorités russes mettaient en œuvre, sur une base non discriminatoire, des mesures de réglementation et de contrôle des changes, qui ne constituaient pas une restriction du commerce des biens et services. Les procédures liées à la mise en œuvre de ces mesures n'avaient pas pour but de soustraire la Fédération de Russie à ses futurs engagements dans le cadre des Accords de l'OMC. Du point de vue de la Fédération de Russie, ces mesures étaient conformes à ses engagements au titre des articles pertinents des Statuts du FMI. Le représentant de la Fédération de Russie a également indiqué que les opérations en capital étaient soumises aux procédures réglementaires de la BCR. Ces opérations pouvaient être soumises à l'autorisation de la BCR, faire l'objet de notifications à la BCR, ou être effectuées librement. Les autorisations et les notifications ne constituaient pas des obstacles inutiles au commerce. Les procédures étaient transparentes et mises à la connaissance du public en vertu d'actes normatifs publiés par la BCR. Le nombre des opérations en capital soumises à l'autorisation de la BCR ne cessait de diminuer en faveur de celles soumises à une simple procédure de notification ou pouvant être exécutées librement.

17. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué ensuite que les personnes morales et résidents russes étaient libres de contracter et de rembourser des crédits et des prêts en devises auprès de non-résidents pour une durée supérieure à 180 jours sur simple notification à la BCR. La libéralisation des opérations en devises par des résidents portaient aussi sur l'achat de titres commerciaux libellés en devises auprès des banques autorisées à effectuer ces opérations. Les recettes d'exportation faisaient l'objet de prescriptions de rapatriement. La Loi fédérale n° 72 du 31 mai 2001 sur les adjonctions et les modifications de la Loi sur la réglementation et le contrôle des changes simplifiait les prescriptions dans ce domaine, notamment en prolongeant les délais pour un certain nombre d'opérations de capital pouvant être effectuées librement sans autorisation de la BCR. Cette loi permettait aux résidents russes de reporter, pendant trois ans au maximum, les paiements

concernant certains équipements et machines exportés et, pendant cinq ans au maximum, les paiements concernant les travaux de construction et en sous-traitance effectués à l'étranger ainsi que les paiements concernant l'assurance et la réassurance contractées pour ces activités. Pour la grande majorité des exportations, les prescriptions de rapatriement étaient de trois à six mois.

18. Tout en notant qu'il était possible que la Fédération de Russie n'avait peut-être pas l'intention d'entraver les échanges par les mesures de réglementation des changes décrites ci-dessus, certains membres estimaient que ces mesures avaient néanmoins un effet restrictif sur le commerce. Ces membres ont relevé, à titre d'exemple, que le règlement de la Banque centrale exigeant l'expédition des marchandises dans les 90 jours à compter du paiement de la facture avait, en pratique, causé des interruptions dans les échanges, en particulier au détriment des pays exportateurs géographiquement éloignés de la Fédération de Russie. De plus, étant donné la situation actuellement favorable de la balance des paiements de la Russie, ces membres ont demandé des renseignements sur les projets de la Fédération de Russie concernant l'élimination de toutes les pratiques restantes de restrictions de change et de taux de change multiples.

- **Régime des investissements**

19. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que les dispositions de base concernant les activités des investisseurs étrangers figuraient dans la Constitution de la Fédération de Russie adoptée le 12 décembre 1993, dans la Partie 1, n° 51-FZ du Code civil du 30 novembre 1994 (modifiée le 20 février et le 12 août 1996, le 8 juillet 1999, le 16 avril et le 15 mai 2001), dans la Partie 2, n° 14-FZ du 26 janvier 1996 (modifiée le 12 août 1996, le 24 octobre 1997 et le 17 décembre 1999) et dans un certain nombre d'autres actes législatifs tels que la Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie, la Loi fédérale n° 37-FZ du 25 février 1999 sur les activités d'investissement dans la Fédération de Russie sous forme de dépenses d'équipement (modifiée le 2 janvier 2000), la Loi fédérale n° 3615-1 du 9 octobre 1992 sur la réglementation et le contrôle des changes (modifiée le 29 décembre 1998, le 5 juillet 1999 et le 8 août 2001) et la Loi fédérale n° 225-FZ du 30 décembre 1997 sur les accords de partage de la production (modifiée le 7 janvier 1999 et le 18 juin 2001). L'adoption du Code foncier de la Fédération de Russie, d'un certain nombre d'actes législatifs concernant la "débureaucratization" (Loi fédérale n° 128-FZ du 8 août 2001 sur l'octroi de licences pour certains types d'activités, Loi fédérale n° 134-FZ du 8 août 2001 sur la protection des droits des personnes morales et des entrepreneurs individuels en cas d'exercice du contrôle de l'État (supervision)), et du Code fiscal de la Fédération de Russie, contribuaient largement à la création de conditions favorables à l'investissement et facilitaient les activités des entreprises russes et étrangères sur le marché national.

20. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que son gouvernement avait confié au Ministère du développement économique et du commerce un grand nombre de responsabilités dans le domaine de l'investissement étranger, telles que la coordination des activités correspondantes des organismes fédéraux et régionaux, l'organisation des appels d'offres, les accords de concession, les accords de partage de la production et les accords bilatéraux en matière d'investissement. La politique actuelle du gouvernement avait pour but d'encourager les investissements en Russie. La politique d'investissement visait en particulier à créer des conditions favorables à l'essor des investissements nationaux et étrangers, ainsi qu'à établir des règles transparentes et stables pour régir les activités économiques. Les textes législatifs russes mentionnés au paragraphe précédent prévoyaient des garanties appropriées pour la protection des droits et des intérêts des investisseurs étrangers ainsi que des conditions avantageuses pour les investisseurs et entreprises étrangers ayant l'intention d'investir en Russie, conformément à la législation nationale en matière d'investissement et aux traités internationaux pertinents signés par la Fédération de Russie. Selon la Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie, les investisseurs étrangers en Russie bénéficiaient d'un traitement non moins favorable que les investisseurs russes, sauf quelques exceptions prévues par la même Loi fédérale.

21. Les Membres ont demandé une description succincte des dispositions figurant dans les projets de Loi sur l'investissement et de Loi sur le tourisme, et souhaitent connaître l'état d'avancement de ces textes au regard du processus législatif de la Fédération de Russie ainsi que leurs perspectives d'adoption. Notant que la Russie avait déclaré son intention d'éliminer progressivement toutes les mesures non conformes aux Accords de l'OMC sur les MIC et sur les subventions avant d'accéder à l'OMC, les Membres ont demandé en outre une description de tous les projets que le gouvernement de la Fédération de Russie avait lancés pour réformer les mesures appliquées dans ces domaines. Ils ont aussi souhaité qu'on les tienne informés des projets législatifs et des délais prévus. Certains membres ont évoqué en particulier la nécessité de modifier la Loi fédérale n° 171-FZ du 22 novembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique et de boissons alcooliques, laquelle interdisait l'investissement étranger dans les activités d'importation, de mise en bouteille et de distribution de boissons titrant plus de 12 degrés d'alcool et empêche les sociétés étrangères d'investir dans l'industrie nationale de spiritueux distillés.

- **Biens de l'État et privatisation**

22. En réponse aux questions des membres concernant la politique de privatisation de la Fédération de Russie, le représentant de celle-ci a déclaré que, dans un souci de transparence, ses autorités étaient prêtes à communiquer des renseignements sur cette politique et sur sa mise en œuvre en Russie.

23. Il a déclaré que la privatisation en Russie était fondée sur les principes suivants: l'intérêt de l'État à long terme et à court terme; la nécessité d'utiliser des méthodes de privatisation différentes selon les entreprises, en fonction de leur liquidité; la nécessité d'étendre la privatisation autant que possible; enfin la nécessité de surveiller de près tous les aspects du processus de privatisation.

24. Il a ajouté que la privatisation des entreprises d'État s'effectuait en application des lois suivantes:

- Loi fédérale n° 123-FZ du 21 juillet 1997 sur la privatisation des biens de l'État et les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie (modifiée le 23 juin 1999 et le 5 août 2000);
- Programme national de privatisation des entreprises publiques et municipales de la Fédération de Russie (approuvé par le Décret présidentiel n° 2284 du 24 décembre 1993) (modifié le 14 mars 1996, le 6 octobre 1997, le 15 juillet 1998, le 25 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2000).
- Dispositions fondamentales du Programme national de privatisation des entreprises publiques et municipales de la Fédération de Russie après le 1<sup>er</sup> juillet 1994 (approuvé par le Décret présidentiel n° 1535 du 22 juillet 1994) (modifié le 16 avril 1998 et le 25 janvier 1999); et
- Principes de gestion des biens de l'État et de la privatisation en Fédération de Russie (approuvés par la Décision du gouvernement de la Fédération de Russie n° 1024 du 9 août 1999, modifiée le 29 novembre 2000).

25. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté qu'au titre d'un contrôle permanent le gouvernement soumettait à la Douma chaque année, dans le cadre de la procédure d'approbation du budget fédéral, un projet de loi fédérale sur l'introduction de modifications et d'adjonctions au Programme de privatisation. Chaque année, avant le 1<sup>er</sup> avril, le gouvernement était tenu de présenter un rapport détaillé sur le programme de privatisation de l'année précédente à l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. Ce rapport donnait des renseignements tels que l'origine des investissements (nationale ou étrangère), l'incidence de la privatisation sur les collectivités territoriales de la Fédération de Russie, la méthode d'évaluation des entreprises privatisées et la mise en œuvre de leur privatisation, et la répartition des recettes issues de cette privatisation. Des renseignements complets sur les biens d'État à privatiser étaient publiés longtemps à l'avance. Des renseignements sur les privatisations déjà effectuées étaient publiés dans un registre spécial en vertu de la Décision du gouvernement de la Fédération de Russie n° 696 du 3 juillet 1998 sur l'organisation de la comptabilité des biens fédéraux et la tenue du Registre des biens fédéraux. En outre, le Fonds russe des biens fédéraux publiait un bulletin officiel spécial d'information et d'analyse, intitulé "Réforme".

26. Concernant les biens d'État pouvant faire l'objet d'une privatisation, le représentant de la Fédération de Russie a dit que les biens fédéraux, publics et municipaux se répartissaient selon les catégories suivantes: infrastructures et entreprises fédérales qui ne peuvent être privatisées; infrastructures et entreprises fédérales dont la privatisation est soumise à l'approbation du gouvernement de la Fédération de Russie ou de l'organe exécutif fédéral compétent; infrastructures et entreprises municipales dont la privatisation est soumise à l'approbation des autorités municipales; infrastructures et entreprises fédérales et municipales destinées à une privatisation obligatoire; enfin, certaines infrastructures et entreprises dont la procédure de privatisation exclut explicitement les investissements effectués par des personnes physiques ou morales étrangères.

27. Concernant les infrastructures et entreprises qui ne peuvent être privatisées, le représentant de la Fédération de Russie a dit que celles-ci incluaient, entre autres, les infrastructures servant à la défense nationale, les infrastructures de transport aérien et de transport par eau, et les entreprises liées aux intérêts stratégiques de la Fédération de Russie. Ces interdictions de privatisation étaient établies principalement par les textes législatifs suivants: Programme national de privatisation des entreprises publiques et municipales de la Fédération de Russie, et Décision du gouvernement de la Fédération de Russie n° 1348 du 6 décembre 1999 sur les groupements d'entreprises de l'État fédéral sur la base du droit de contrôle économique; Décision du gouvernement de la Fédération de Russie n° 784 du 17 juillet 1998 établissant la liste des sociétés par actions qui produisent des produits (marchandises, services) d'importance stratégique pour la sécurité nationale et ne peuvent vendre avant terme leurs actions détenues par la Fédération (modifiée les 7 août, 14 août, 31 octobre, 14 novembre, 18 décembre 1998, 27 février, 30 août, 3 septembre, 9 septembre, 16 octobre, 31 décembre 1999, 16 mars 2000). Le représentant de la Fédération de Russie a également indiqué que les articles 100 et 101 de la Loi fédérale n° 150-FZ du 27 décembre 2000 sur le budget fédéral 2001 (modifiée les 24 mars et 8 août 2001) interdisaient la privatisation de certaines sociétés par actions. La liste des biens non privatisables était à la disposition de toutes les parties intéressées.

28. Certains membres ont demandé un complément d'information sur les critères pris en compte par les "pouvoirs publics locaux" pour décider d'autoriser la participation étrangère à certaines privatisations et, le cas échéant, pour fixer les conditions de participation. À cet égard, des éclaircissements ont été demandés sur la nature des liens entre les cadres réglementaires local et national. Ces membres ont également demandé des renseignements supplémentaires sur la portée et l'avenir des projets de la Russie en matière de privatisation et sur les entreprises qui ne seraient pas privatisées.

29. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a dit qu'en vertu de la législation en vigueur le principe du traitement national était appliqué. Les investisseurs étrangers pouvaient

prendre part aux enchères et aux appels d'offres, mais leur participation à la privatisation des infrastructures et entreprises actives dans le commerce, dans la restauration collective et dans les services destinés aux consommateurs, et à la privatisation des petites entreprises industrielles, de construction et de transport routier, était soumise, dans tous les cas, à l'approbation des pouvoirs publics locaux. Les autorisations étaient accordées par les organismes chargés de la gestion des biens municipaux des régions et des autorités locales de Russie. Des critères non discriminatoires régissaient les décisions d'autoriser ou non la participation des investisseurs étrangers à la privatisation de ces infrastructures et entreprises. La participation des investisseurs étrangers à la privatisation de biens appartenant à des autorités locales était soumise à des critères relatifs à la sécurité (proximité du bien privatisé d'une installation militaire, réputation et diligence de l'investisseur étranger, solvabilité), et exigeait un plan d'entreprise et un enregistrement conformément à la législation russe.

30. Les décisions concernant l'éventuelle participation des investisseurs étrangers dans la privatisation d'infrastructures et entreprises des secteurs de la défense, de l'industrie pétrolière et gazière, de l'exploitation et du traitement de minerai stratégique, des pierres précieuses et semi-précieuses, des métaux précieux, des minerais radioactifs et de terre rare, et des transports et communications, sont prises conjointement par le gouvernement de la Fédération de Russie et par l'autorité compétente de l'État. D'autres restrictions à l'investissement étranger étaient établies par la Loi fédérale n° 74-FZ du 7 mai 1998 sur les limitations concernant la diffusion des actions de la Société anonyme russe d'ingénierie et d'approvisionnement énergétique et des actions des autres sociétés anonymes d'ingénierie et d'approvisionnement énergétique appartenant à la Fédération, par le Décret présidentiel n° 529 du 28 mai 1997 sur la procédure de rotation des actions de la Société anonyme russe Gazprom et par la Loi fédérale n° 69-FZ du 31 mars 1999 sur la fourniture de gaz aux usagers dans la Fédération de Russie.

31. En réponse aux demandes de renseignements des membres concernant les progrès actuels de la privatisation, le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'au 1<sup>er</sup> janvier 2001 le nombre des entreprises privatisées (depuis 1992) s'élevait à 130 180.

Tableau 1. Progression de la privatisation des entreprises d'État de 1993 à 2000

Année	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Nombre d'entreprises d'État et d'entreprises municipales privatisées	42 924	21 905	10 152	4 997	3 353	2 694	677	301
Ventilation selon l'entité propriétaire								
Municipalités	...	11 108	6 960	3 354	1 462	1 251	453	200
Collectivités territoriales de la Fédération de Russie	...	5 112	1 317	715	340	503	44	74
Fédération	...	5 685	1 875	928	1 651	940	180	27

32. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la baisse graduelle du nombre des privatisations était due au fait que la privatisation des entreprises les plus attrayantes, par exemple celles des secteurs du pétrole, de la métallurgie, du transport maritime et fluvial, avait déjà été achevée. Concernant la privatisation selon les secteurs, il a communiqué les renseignements suivants:

Tableau 2. Progression de la privatisation des entreprises d'État et des entreprises municipales, par branche d'activité, jusqu'à la première moitié de l'année 2000

Branche d'activité	De 1993 à mi-2000
Industrie	21 703
- énergie électrique	182
Agriculture	1 813
Transports	3 196
- chemins de fer	57
- routes	2 506
- oléoducs	5
- transport maritime	41
- transport fluvial intérieur	95
- transport aérien	65
- services de chargement, déchargement et expédition	84
Communications	189
Construction	8 066
Commerce de gros	1 574
Commerce de détail	24 973
Restauration collective	5 084
Logement et services connexes	2 660
Services destinés à la population	1 870
Soins médicaux et autres types de services sociaux	314
Enseignement public	242
Culture et arts	292
Science	639
Autres activités économiques	14 690
Total	87 305

33. En réponse aux demandes de renseignements complémentaires, le représentant de la Fédération de Russie a indiqué qu'il existait en Russie, pour l'heure, 22 135 groupements d'entreprises administrées par l'État, dont 11 128 par la Fédération. On dénombre 3 524 sociétés commerciales dans lesquelles l'État fédéral détient des parts de capital. Selon l'importance de cette participation, leur répartition est la suivante: 100 pour cent du capital social: 61 sociétés par action; de 50 à 100 pour cent du capital social: 506 sociétés par actions; de 25 pour cent à 50 pour cent du capital social: 1 211 sociétés par actions; moins de 25 pour cent du capital social: 1 746 sociétés par actions.

34. La Loi fédérale n° 123-FZ du 21 juillet 1997 sur la privatisation des biens de l'État et les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie établissait le mode de privatisation des biens de l'État et des biens municipaux. La cession des biens pouvait se faire par vente aux enchères, par appel d'offres, par transformation en société par actions ou vente d'actions, ou par transfert de propriété en faveur d'une entreprise. Les ventes aux enchères et les appels d'offres ont été les principaux modes utilisés pour les privatisations. Par exemple, en 2000, 56 pour cent des biens des collectivités territoriales de la Fédération de Russie ont été vendus aux enchères.

Tableau 3: Chiffres concernant les modes de privatisation des biens fédéraux en 2000

Ventes de paquets d'actions d'entreprises appartenant à la Fédération	320
Aux enchères	248
Aux enchères particularisées	13
Par appel d'offres	32
Par d'autres modes	27

35. Les entreprises appartenant entièrement ou en majorité à l'État ont réalisé 14 pour cent de la production totale des biens et services. Le monopole de l'État demeure total dans le secteur des transports ferroviaires. Dans le domaine de la recherche scientifique, la part des entreprises du secteur public est de 63,3 pour cent. L'effectif du personnel des entreprises du secteur public était de 11,4 millions en 2000, soit 22,6 pour cent de la population active. En 2000, les investissements étrangers dans les entreprises du secteur public dépassaient 16 millions de dollars EU et le volume global des investissements étrangers dans l'économie russe s'élevait à 11 milliards de dollars EU.

Tableau 4: Production de biens et services par des entreprises d'État, par domaine d'activité, en 2000

	2000
	Part des entreprises d'État dans la production totale (biens et services) du domaine d'activité économique considéré, en pourcentage
Industrie	10,1
Agriculture	13,6
Communications	14,9
Construction	10,6
Commerce de détail	2,3
Restauration	10,0
Services destinés à la population	16,0
Dont:	
Services de transport de voyageurs	40,4
Communications	7,7
Services destinés aux consommateurs	2,4
Services culturels	1,7
Services de santé	4,1
Services d'éducation	13,6

Tableau 5: Production industrielle des entreprises d'État, par branche, en 2000

	2000
	Part des entreprises d'État dans la production totale de la branche considérée, en pourcentage
Industrie	10,1
Dont:	
Énergie électrique	9,3
Carburant	3,9
Métallurgie des métaux ferreux	2,6
Métallurgie des métaux non ferreux	15,6
Chimie et pétrochimie	8,0
Machines et travail des métaux	20,9
Bois d'œuvre, travail du bois, pâte et papier	5,2
Matériaux de construction	4,3
Verre	1,7
Industrie légère	4,9
Industrie alimentaire	6,6
Microbiologie	40,1
Farines et céréales d'usinage	12,3
Produits médicaux	15,8
Imprimerie	52,5

Tableau 6: Principales productions agricoles des entreprises d'État, par branche, en 2000

Produits	Part des entreprises d'État dans la production totale de la branche considérée, en pourcentage
Céréales	6,9
Betterave à sucre (d'usine)	4,1
Cultures oléagineuses	4,2
Dont tournesols	3,6
Pommes de terre	11,8
Légumes	13,6

36. Les membres ont remercié la Fédération de Russie pour les renseignements communiqués. Certains membres ont invité la Fédération de Russie à s'engager à les tenir informés de l'évolution de son programme de privatisation aussi longtemps que ce programme serait en vigueur, ainsi que de toutes autres questions liées aux réformes économiques en cours selon ses obligations au titre des Accords de l'OMC.

37. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci était prête à assurer la transparence de son programme de privatisation en cours et à tenir les Membres de l'OMC informés de la progression de la réforme de son régime économique et commercial. Il a déclaré que son gouvernement communiquerait aux Membres de l'OMC des rapports annuels (sur le modèle de ceux communiqués au Groupe de travail) sur l'évolution de son programme de privatisation aussi longtemps que celui-ci serait en vigueur. Il a également déclaré que son gouvernement communiquerait des rapports annuels concernant d'autres questions liées aux réformes économiques selon ses obligations au titre des Accords de l'OMC, aussi longtemps que la Fédération de Russie serait engagée dans le processus de réforme de son économie.]

#### - Politiques des prix

38. Les membres ont souligné que le Rapport du Groupe de travail devrait faire en sorte que le fonctionnement des mesures de contrôle des prix (produits et services visés, définition de la notion de "monopole naturel", fondement législatif, mécanismes de réglementation, y compris au niveau régional et local) soit transparent.

39. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que le principal objectif de la politique économique poursuivie par les autorités était d'introduire le principe de la libre formation des prix du marché sur la base de l'offre et de la demande. C'est pourquoi les prix, dans la grande majorité des secteurs de l'économie russe, étaient déterminés par le libre jeu des forces du marché.

40. Il a indiqué que, dans les secteurs où il existe un monopole naturel (transport de pétrole et de dérivés du pétrole par les principaux oléoducs; transport de gaz par les principaux oléoducs; transfert d'énergie thermique et électrique; transport ferroviaire; services des terminaux de transport, ports maritimes et fluviaux, aéroports; services de communication électronique et postale accessibles au grand public) et dans le cas des produits achetés exclusivement ou principalement par l'État, par exemple ceux destinés à la défense, les prix sont fondés sur les coûts de production et établis de façon à éviter tout risque d'abus de position monopolistique par le producteur et/ou le fournisseur. Les procédures et les principes de la détermination des prix des biens et services réglementés par l'État différaient selon le type du bien ou service considéré: pour certains produits, on fixait un niveau des prix minimum était fixé (par exemple pour les boissons alcooliques titrant plus de 28°) et pour d'autres, un niveau des prix maximum (par exemple pour le transport ferroviaire). Par ailleurs, dans le cas des services de transport aérien, routier et fluvial où des groupes de transporteurs sont en concurrence, ces derniers étaient libres de fixer eux-mêmes leurs prix dans les limites de marges bénéficiaires préétablies.

41. Concernant le contrôle des prix exercé au niveau fédéral, les membres ont demandé des éclaircissements sur la manière dont les prix contrôlés par l'État étaient déterminés et sur leur lien avec les prix internationaux. Tout en relevant qu'il n'existait aucune entente au sein de l'OMC sur ce qui pouvait constituer un "monopole naturel", d'où leurs réserves quant à l'usage de cette expression, certains membres ont demandé des éclaircissements supplémentaires pour savoir dans quelle mesure les prix facturés par les fournisseurs de biens et services dits "en monopole naturel" différaient selon qu'ils étaient vendus à un acheteur national ou à un acheteur étranger ou – dans le cas des services associés à la vente de marchandises – selon qu'ils concernaient des marchandises destinées à l'exportation ou à la consommation intérieure. Les membres ont aussi demandé davantage de renseignements sur le projet annoncé par la Russie en vue d'unifier ses tarifs intérieurs et extérieur pour les transports par chemin de fer, ainsi qu'un rapport sur l'état d'avancement de ce projet. Un membre a demandé des éclaircissements supplémentaires sur les raisons de la fixation du prix minimum de la vodka, des liqueurs et des autres boissons alcooliques titrant plus de 28°. Ce membre a également demandé à la Fédération de Russie d'expliquer comment cette pratique pouvait être en conformité avec l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

42. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que la détermination des prix des produits et services produits par les monopoles naturels se faisait en prenant en considération les éléments suivants: coût-efficacité de la production, y compris les dépenses de production (commercialisation) des biens et services; taxes et autres paiements; coût des moyens de production fixes; prescription d'investissement à des fins de reproduction; frais d'amortissement; bénéfices escomptés; éloignement des différents groupes de consommateurs du lieu de production des biens et

services; adéquation de la qualité des biens et services produits et commercialisés à la demande des consommateurs.

43. S'agissant du contrôle des prix appliqué au niveau infrafédéral, certains membres ont souhaité savoir quel en était le fondement juridique et quel pouvoir les autorités avaient à ce niveau pour contrôler les prix, et si ces mesures étaient effectivement surveillées par les autorités fédérales.

44. Le représentant de la Fédération de Russie a répondu que les autorités régionales réglementaient les prix des produits et des services classés comme monopoles naturels locaux. Ceux-ci comprenaient le gaz et les combustibles solides vendus à la population, le transport des voyageurs et des bagages par tous les moyens de transport publics sur les réseaux de transport municipaux, les services communaux aux ménages, la distribution de l'eau et les égouts. Au niveau des autorités régionales, les prix de l'énergie électrique fournie par les centrales électriques étaient également réglementés, ainsi que les prix de tous les moyens de transport de banlieue (sauf les chemins de fer), des services communaux destinés à la population (y compris les loyers) et des infrastructures publiques. Les décisions prises en matière de prix au niveau fédéral par les organes habilités à réglementer l'activité des monopoles naturels avaient force obligatoire pour les organes exécutifs régionaux et les autorités exécutives locales. La réglementation par l'État des prix des biens et services fournis par des monopoles naturels locaux était appliquée par les organes exécutifs régionaux de manière indépendante, dans les limites prévues par les dispositions réglementaires en vigueur et compte tenu des prix recommandés approuvés par les organes exécutifs fédéraux.

45. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté que le prix contractuel des biens et services soumis à la réglementation des prix par l'État et fournis sur le territoire de la Fédération de Russie était fixé par les entreprises de manière indépendante, selon les conditions du marché et conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, indépendamment du fait que leurs acheteurs soient russes ou étrangers. Le prix contractuel des biens et services soumis à la réglementation des prix par l'État et exportés du territoire de la Fédération de Russie était également fixé par les entreprises, selon les conditions du marché.

46. En réponse aux questions de certains membres, le représentant de la Russie a confirmé que l'Ordonnance de la Commission fédérale de l'énergie n° 12/1 du 24 mars 1999, sur l'octroi en 1999 d'une réduction de 50 pour cent du prix du gaz aux entreprises qui produisent des engrais chimiques, des produits chimiques phytosanitaires et des matières premières destinées à la fabrication de ces produits, avait été abrogée en 1999 et que, depuis, aucune autre mesure législative n'avait été prise prévoyant une semblable réduction de prix à l'intention des entreprises. Depuis le 1<sup>er</sup> août 2001, les

exportations et importations transitant par les ports russes étaient transportées sur le territoire de la Fédération de Russie selon les tarifs intérieurs.

47. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que le Décret présidentiel n° 221 du 28 février 1995 sur les mesures visant à simplifier la réglementation des prix (tarifs) par l'État (modifié le 8 juillet 1995) et la Résolution gouvernementale n° 239 du 7 mars 1995 sur les mesures visant à simplifier la réglementation des prix (tarifs) par l'État (modifiée les 8 février, 15 avril et 31 juillet 1996, le 30 juin 1997, les 30 juillet et 28 décembre 1998, les 6 février, 7 mai, 16 juin et 20 août 2001) définissaient les grands principes de la réglementation des prix (tarifs) sur le marché intérieur, appliquée par le gouvernement de la Fédération de Russie, par les autorités fédérales et par les organes exécutifs infrafédéraux pour les marchandises et les services dont les tableaux 7 à 9 donnent la liste complète. Il a ajouté que les actes juridiques réglementaires des organes exécutifs fédéraux concernant la réglementation des prix des biens et services faisaient l'objet d'une publication officielle obligatoire. Toutes les décisions du gouvernement fédéral concernant la réglementation des prix et des tarifs, y compris ceux des services fournis par les monopoles naturels, étaient publiées au Journal officiel "Rossiiskaya Gazeta".

Tableau 7: Liste des marchandises et des services de consommation intérieure dont les prix sont réglementés par le gouvernement de la Fédération de Russie et les organes exécutifs fédéraux

Code du SH CPC	Désignation des marchandises et services	Organe chargé de la réglementation
271121	Gaz naturel (excepté celui vendu à la population)	Commission fédérale de l'énergie
271111 271129	hydrocarbures et gaz sec rectifié associés <sup>1</sup> , gaz issu des têtes de tubage (vendu à des usines de traitement du gaz pour retraitement), gaz liquéfié à usage domestique (excepté celui vendu à la population)	Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie, avec l'accord du Ministère de l'énergie et du Ministère des finances de la Fédération de Russie
2844	Produits du cycle du combustible nucléaire	Ministère de l'énergie nucléaire de la Fédération de Russie
271600	Énergie électrique et thermique	Commission fédérale de l'énergie
9301-9307 871000	Produits destinés à la défense	Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie
7101- 7103	Diamants bruts et pierres précieuses	Ministère des finances de la Fédération de Russie, avec l'accord du Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie

<sup>1</sup> à l'exception du gaz vendu par les producteurs de gaz non affiliés à la Société russe par actions Gazprom et les sociétés par actions Yakutgazprom, Norilskgazprom et Rosneft-Sakhalinmorneftegaz ainsi que du gaz vendu à la population et aux coopératives de construction de logements.

Code du SH CPC	Désignation des marchandises et services	Organe chargé de la réglementation
9021	appareils de prothèses et appareils orthopédiques	Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie, sur proposition du Ministère du travail et du développement social et du Ministère des finances de la Fédération de Russie
2208	Vodka, liqueurs et autres boissons alcooliques titrant plus de 28°, produites sur le territoire de la Fédération de Russie ou importées sur le territoire douanier de la Fédération de Russie	Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie, sur proposition du Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie
7131	Transport du pétrole brut et des dérivés du pétrole par les principaux oléoducs	Commission fédérale de l'énergie
7112 741	Transport de marchandises, opérations de chargement et de déchargement ferroviaire	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
71111 7112	transport de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier par chemin de fer (à l'exception du trafic en zones urbaines)	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
741	opérations de chargement et de déchargement dans les ports, droits portuaires	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie, sur proposition du Ministère des transports de la Fédération de Russie
745	Droits de passage sur les eaux navigables intérieures par des navires battant pavillon étranger	Ministère des transports de la Fédération de Russie, avec l'accord sur Ministère des finances de la Fédération de Russie
74610 74110 74190	Services aériens, services-voyageurs et services de fret dans les aéroports	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
74590	services de traversiers brise-glace	Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie, sur proposition du Ministère des transports de la Fédération de Russie et avec l'accord du Ministère des finances de la Fédération de Russie
74620	Services de navigation aérienne sur aéronef	Ministère des transports de la Fédération de Russie (Service fédéral de l'aviation)
7511 752 7524	Certains services de communication postale et électronique, services de communication relatifs à la diffusion d'émissions télévisuelles et radiophoniques d'organisations publiques russes	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
75111 75112	Objets de correspondance intérieure: lettres, cartes postales, colis (pour les Postes de l'État uniquement)	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
7522 75232	Télégrammes intérieurs (pour les Postes de l'État uniquement)	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
75212	Prestation d'une liaison téléphonique interurbaine (connection) par le biais de standards à commande automatique ou manuelle, quel que soit le type d'appareil utilisé par les abonnés	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
7541	Prestation de voies de communication télégraphique et téléphonique à des organisations financées par des budgets correspondants	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie

Code du SH CPC	Désignation des marchandises et services	Organe chargé de la réglementation
7524	Distribution et diffusion d'émissions de télévision et de radio sur l'ensemble du territoire russe	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
7521	Prestation d'un accès à un réseau téléphonique, quel que soit le type de lignes utilisées par les abonnés (lignes à fil ou sans fil)	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie
75211	Prestation d'une liaison téléphonique locale (connection)	Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise de la Fédération de Russie

Tableau 8: Liste des marchandises et des services de consommation intérieure dont les prix sont réglementés par le gouvernement de la Fédération de Russie et les organes exécutifs infrafédéraux

Code du SH CPC	Désignation des marchandises et services	Organe chargé de la réglementation
271112	Gaz naturel distribué à la population et aux coopératives de construction	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
271111	Gaz liquéfié vendu à la population pour les besoins domestiques (à l'exception du gaz utilisé comme carburant pour les automobiles)	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
271600	Énergie électrique et thermique	Commissions régionales de l'énergie, avec l'accord de la Commission fédérale de l'énergie
2701 2704	Combustibles solides, pétrole ménager et kérosène vendus à la population	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
3001- 3006	Marges commerciales sur le prix des médicaments et des produits médicaux	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
931 933	Services sociaux fournis à la population de la Fédération de Russie	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
931 933	Services sociaux garantis par l'État fournis aux personnes âgées ou handicapées en Fédération de Russie	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
71211	Tous modes de transports publics de passagers et de bagages y compris en zones urbaines, par le métro et en banlieue (à l'exclusion du transport ferroviaire)	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
9703	Services funéraires	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
9401 18000	Approvisionnement en eau et traitement des eaux usées	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
82101 82201	Paiement des services publics par la population	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie

Tableau 9: Liste des services de consommation intérieure pour lesquels  
les organes exécutifs infrafédéraux ont le droit de réglementer  
au niveau régional les prix (tarifs) et les marges

CPC	Désignation des marchandises et services	Organe chargé de la réglementation
622	Marges commerciales pour les produits et marchandises vendus dans les régions du Grand Nord et les territoires ayant un statut équivalent, dans les cas où les marchandises doivent être livrées rapidement	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
6310 642	Taux de marque pour les produits (marchandises) vendus dans les établissements de restauration publics affiliés à des écoles secondaires, des écoles professionnelles, des lycées professionnels et des établissements d'enseignement supérieur	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
6222	Marges commerciales pour les aliments pour nourrissons (y compris les concentrés alimentaires)	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
71112	Transport de passagers et de bagages sur les lignes de chemin de fer des banlieues (sur accord du Ministère des chemins de fer de la Fédération de Russie) à condition que les pertes résultant de la réglementation des tarifs soient remboursées sur les budgets correspondants des collectivités territoriales de la Fédération de Russie	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie, sur accord du Ministère des chemins de fer de la Fédération de Russie
71213 71221	Transport automobile de passagers et de bagages, intrarégional et inter-régional (liaisons entre républiques de la Fédération de Russie), y compris par taxi	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
731 7221	Transport local de passagers et de bagages par des compagnies aériennes et de navigation fluviale locales	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
7211 7212 7221 7222 731 732	Transport de marchandises, de passagers et de bagages par voies maritime, fluviale et aérienne dans les régions du Grand Nord et les territoires ayant un statut équivalent	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie
7113 741	Services fournis par les entreprises de transport ferroviaire industriel sur les voies d'évitement	Organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie

48. Rappelant que la Fédération de Russie avait indiqué que la pratique des prix discriminatoires pour les transports ferroviaires serait éliminée au 1<sup>er</sup> mars 2002, certains membres ont demandé à la Russie si cette mesure avait été mise en œuvre comme prévu. Les membres attendaient de la Fédération de Russie qu'elle traite toutes les importations et exportations de marchandises sur la même base que les marchandises de production nationale, conformément aux prescriptions de l'article III concernant le traitement national, et qu'elle prenne en ce sens un engagement qui serait inscrit dans le rapport du Groupe de travail.

49. Certains membres ont exprimé de sérieuses préoccupations concernant les distorsions des échanges dues au contrôle exercé par l'État sur l'établissement des prix de l'énergie destinée à la

consommation intérieure (qu'il s'agisse de gaz, de pétrole ou d'électricité). Ce contrôle avait pour effet de réduire les prix payés par les utilisateurs industriels nationaux et de créer un différentiel très important entre ces prix et ceux payés par les clients étrangers ainsi que ceux du marché mondial. Ce différentiel de prix était de l'ordre de 1 à 6 pour le gaz, de 1 à 5 pour l'électricité et de 1 à 4 pour le pétrole. Ce système de double prix contribuait à ce que les producteurs industriels russes soient indirectement subventionnés, car ils n'avaient pas à payer le prix fort du marché pour leurs intrants énergétiques. Cette situation se répercutait sur la compétitivité des marchandises importées sur le marché russe et les produits des pays Membres risquaient, de ce fait, d'être évincés des marchés des pays tiers. De plus, l'établissement du prix de ces intrants autrement que par le marché rendait problématiques les comparaisons de prix effectuées dans le cadre des enquêtes antidumping et des enquêtes en matière de subventions. De même, à cause de l'établissement du prix de ces intrants autrement que par le marché, les exportations russes de produits finis ou semi-finis "en aval", en particulier ceux dont la production requiert une importante consommation d'énergie, tels les engrais et les métaux, pouvaient se faire à des prix inférieurs à leur valeur normale, et risquaient, en conséquence, de faire l'objet de mesures antidumping ou compensatoires sur les marchés d'exportation. C'est pourquoi, tout en reconnaissant qu'il s'agissait d'un domaine où la Fédération de Russie venait d'entamer un processus de réforme de sa réglementation, qui ne pouvait se faire d'un jour à l'autre, et tout en comprenant que la Fédération de Russie pouvait souhaiter maintenir un contrôle sur le prix de l'énergie destinée à la consommation intérieure des ménages, un membre estimait que l'occasion offerte par l'accession à l'OMC devrait être saisie pour s'attaquer aux incidences négatives du système de double prix favorisant l'industrie manufacturière en amont. Ce membre estimait que l'élimination progressive de ces subventions – conjointement avec l'élimination des droits d'exportation appliqués sur les produits associés et avec une vaste réforme de la réglementation du secteur de l'énergie – serait également bénéfique à l'ensemble de l'économie russe en permettant une affectation plus rationnelle des ressources et en stimulant l'investissement et la compétitivité.

50. Les membres ont invité la Fédération de Russie à s'engager à appliquer les mesures de contrôle de prix d'une manière conforme aux règles de l'OMC et à prendre en considération, dans l'application de ces mesures, l'intérêt des pays exportateurs Membres de l'OMC, comme prévu à l'article III:5 du GATT de 1994. Il a également été demandé à la Fédération de Russie de s'engager à notifier publiquement les marchandises et les services qui soumis au contrôle des prix par l'État, et à continuer de le faire après son accession.

51. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci appliquerait les mesures de contrôle des prix concernant les produits et les services énoncés dans les tableaux [...], ainsi que toute mesure similaire qui serait introduite ou réintroduite à l'avenir, d'une manière conforme aux

règles de l'OMC, et qu'elle prendrait en considération l'intérêt des pays exportateurs Membres comme prévu à l'article III:9 du GATT de 1994. À compter de la date de son accession, la Fédération de Russie publiera dans son Journal officiel les listes des marchandises et des services soumis au contrôle des prix par l'État, y compris la liste figurant dans les tableaux [...], ainsi que toute modification de cette liste.]

- **Politique de la concurrence**

52. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que son gouvernement attachait une grande importance à la politique de la concurrence. Constatant que celle-ci n'était pas totalement couverte par les dispositions actuelles de l'OMC, la Russie suivait de près les travaux du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC. L'objectif fondamental de la politique de la concurrence de la Fédération de Russie était de promouvoir et de maintenir, lorsque cela était viable, la concurrence loyale des agents économiques sur le marché.

53. Le représentant de la Fédération de Russie a relevé que l'application de la législation antimonopole permettait de s'attaquer aux structures de marché anticoncurrentielles et aux pratiques commerciales déloyales qui entravent la concurrence. À cet effet législation antimonopole avait été adoptée, qui comprenait la Loi fédérale n° 948-1 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base (modifiée le 24 juin 1992, le 25 mai 1995 et le 2 janvier 2000), la Loi fédérale n° 2-FZ du 9 janvier 1996 modifiant et complétant la Loi fédérale sur la protection des droits des consommateurs, le Code de la RSFSR sur les infractions administratives (modifié le 17 décembre 1999) et la Loi fédérale n° 117-FZ du 23 juin 1999 sur la protection de la concurrence sur le marché des services financiers. La législation russe en vigueur contenait donc tous les éléments de base relatifs à la surveillance et au contrôle, par l'État, des accords (ententes) des agents économiques qui entravent la concurrence, de l'abus de position dominante de la part des agents économiques, et de la concentration économique.

54. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté qu'un autre élément important de la législation antimonopole russe concernait la prévention, la limitation et l'élimination de la concurrence déloyale. Aux termes de l'article 3.1 de la Loi fédérale n° 948 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base (modifiée le 24 juin 1992, le 25 mai 1995 et le 2 janvier 2000), le Ministère de la politique antimonopole de la Fédération de Russie (MAP) avait pour rôle d'aider au développement des marchés des produits de base et de la concurrence, ainsi que d'éviter, de limiter et de combattre la constitution de monopoles et la concurrence déloyale.

55. Les membres ont demandé des précisions sur le rôle du MAP et sur son interaction avec d'autres organismes fédéraux ou infrafédéraux compétents dans le domaine de la concurrence. Des éclaircissements ont été demandés sur l'accès du public à l'information, sur le rôle et les responsabilités de ce Ministère vis-à-vis des sociétés russes et étrangères, sur les mesures spécifiques prises par ce Ministère, par exemple des enquêtes, et sur la nature des mesures correctives prises dans les cas avérés de pratiques anticoncurrentielles.

56. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que les principales fonctions du MAP étaient de prendre des initiatives législatives dans le domaine de l'action antimonopole, d'élaborer et de mettre en oeuvre des mesures de démantèlement des monopoles de production et de distribution, de contrôler le respect des prescriptions antimonopole dans les entreprises, de réorganiser et de liquider des entreprises commerciales. Le Ministère effectuait un examen et une vérification préliminaires concernant l'établissement et les fusions, l'affiliation d'organisations commerciales ou leur association, les opérations d'acquisition de droits ou de parts de capital d'organisations commerciales, ainsi que le transfert entre personnes (ou groupes de personnes) de la propriété d'actifs fixes et d'avoirs incorporels. Ces fonctions étaient exercées après approbation ou notification des organismes antimonopole. Il a ajouté que, selon l'article 71 g) de la Constitution de la Fédération de Russie, la politique de la concurrence ne relevait pas de la compétence des autorités régionales.

57. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué ensuite que le MAP réglementait le marché des valeurs et les marchés de la banque et des assurances conformément à la Loi fédérale n° 117-FZ du 23 juin 1999 sur la protection de la concurrence sur le marché des services financiers, en coordination avec d'autres autorités exécutives fédérales. En 2000, le MAP avait constaté 7 570 infractions à la Loi fédérale n° 948-1 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base. Sur ce total, 6 510 poursuites ont été engagées à l'encontre des infractions constatées. Plus de 2 700 arrêts ont été rendus pour mettre fin à des infractions. Dans leur plus grand nombre, les infractions constatées relevaient de l'abus de position dominante sur le marché par des sociétés commerciales (11 pour cent de l'ensemble des poursuites engagées). Les cas d'abus de position dominante sur le marché par des sociétés commerciales ont été constatés principalement chez des entreprises disposant d'un monopole naturel, dans les branches suivantes: chauffage et ingénierie énergétique (35 pour cent du total des infractions), communications (15 pour cent), transport (10 pour cent, surtout transport ferroviaire), et logement et infrastructures.

58. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé qu'il était rendu compte des activités du MAP et de ses divisions territoriales dans le "Bulletin du Ministère de la politique antimonopole", sur

le site Web du Ministère ([www.maprus.ru](http://www.maprus.ru)) et, une fois par mois, par des conférences de presse ou des tables rondes.

## **CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES**

### **Pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire de l'État**

#### **- Pouvoirs de l'État, structure fédérale et délimitation des compétences entre les autorités fédérales et infrafédérales**

59. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué qu'aux termes de la Constitution, les pouvoirs de l'État étaient exercés par le Président de la Fédération de Russie, par l'Assemblée fédérale (le Conseil fédéral et la Douma), par le gouvernement de la Fédération de Russie et par les tribunaux de la Fédération de Russie.

60. Le Président de la Fédération de Russie est le chef de l'État. C'est lui qui détermine les grandes orientations de la politique intérieure et extérieure de l'État. Dans l'attente du règlement d'une question par le tribunal compétent, le Président a le droit de suspendre l'application des actes des organes exécutifs des "collectivités territoriales"<sup>2</sup> de la Fédération de Russie s'ils ne sont pas conformes à la Constitution, aux lois fédérales et aux engagements internationaux de la Fédération de Russie.

61. Le pouvoir exécutif en Fédération de Russie est exercé par le gouvernement de la Fédération de Russie. Le gouvernement est chargé de la mise en œuvre d'une politique unique en matière commerciale, financière, monétaire et de crédit, ce qui comprend l'établissement du tarif douanier, la mise en œuvre de la politique étrangère et l'application des mesures requises pour assurer la prééminence du droit.

62. L'Assemblée fédérale (le Parlement de la Fédération de Russie) représente l'autorité législative de la Fédération. Elle se compose de deux chambres: le Conseil fédéral et la Douma. Le Conseil fédéral comprend deux représentants de chaque collectivité territoriale de la Fédération, l'un appartenant à l'organe législatif et l'autre à l'organe exécutif de l'État. La composition du Conseil fédéral est également déterminée par la Loi fédérale n° 113-FZ du 5 août 2000 sur l'ordre de formation du Conseil fédéral de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. La Douma se compose de 450 députés élus pour quatre ans. La composition de la Douma est déterminée par la Loi

---

<sup>2</sup> Selon l'article 5 1) de la Constitution de la Fédération de Russie, le terme "collectivités territoriales de la Fédération de Russie" comprend les républiques, les régions, les oblasts, les villes d'importance fédérale, les régions autonomes et les zones autonomes. L'article 65 de la Constitution contient la liste exhaustive des "collectivités territoriales".

fédérale n° 121-FZ du 24 juin 1999 sur l'élection des députés à la Douma de la Fédération de Russie (modifiée le 12 avril et le 10 juillet 2001). Les deux chambres interviennent, entre autres, dans l'adoption des lois fédérales concernant le budget fédéral, les redevances et impôts fédéraux, les questions relatives aux finances, aux devises, au crédit, à la réglementation douanière et à la monnaie, ainsi que dans la ratification et la dénonciation des traités et des accords internationaux signés par la Fédération de Russie.

63. Le droit d'initiative en matière législative est exercé par le Président de la Fédération de Russie, par les membres du Conseil fédéral, par les députés à la Douma, par le gouvernement de la Fédération de Russie et par les organes législatifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie. Ce droit est aussi dévolu à la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie, à la Cour suprême de la Fédération de Russie et au Tribunal suprême d'arbitrage de la Fédération de Russie pour les questions relevant de leur compétence.

64. Le système judiciaire de la Fédération de Russie a été institué par la Constitution de la Fédération de Russie et par les Lois constitutionnelles fédérales n° 1-FKZ du 31 décembre 1996 sur le système judiciaire de la Fédération de Russie, n° 1-FKZ du 21 février 1994 sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie (modifiée le 8 février 2001) et n° 1-FKZ du 28 avril 1995 sur les tribunaux d'arbitrage de la Fédération de Russie. Le pouvoir judiciaire est exercé au moyen de procédures judiciaires, constitutionnelles, civiles, administratives et pénales. Outre les règles de procédure civile appliquées par les tribunaux fédéraux de compétence générale, établies par le Code de procédure civile de la RSFSR du 18 décembre 1965, la procédure de règlement des différends par les tribunaux d'arbitrage a été définie par le Code de procédure d'arbitrage de la Fédération de Russie n° 70-FZ du 5 mai 1995. Les tarifs des redevances de l'État pour les réclamations et autres demandes ou plaintes présentées aux tribunaux de compétence générale ou aux tribunaux d'arbitrage ont été établis par la Loi de la Fédération de Russie n° 2005-1 du 9 décembre 1991 sur les redevances de l'État. L'administration de la justice en Fédération de Russie relève des seuls tribunaux. Le pouvoir judiciaire est séparé et agit indépendamment des pouvoirs législatif et exécutif.

65. Les membres ont demandé confirmation concernant l'application uniforme des prescriptions de l'OMC sur tout le territoire de la Fédération de Russie et concernant le pouvoir des autorités centrales pour assurer le respect des prescriptions des Accords de l'OMC par les entités infranationales. Ils ont également demandé plus de précisions sur la hiérarchie des textes législatifs en Russie ainsi qu'une déclaration explicite sur le statut des accords internationaux, notamment les Accords de l'OMC, dans la législation russe. Les Membres ont en outre souhaité savoir comment, en termes juridiques, le Protocole serait ratifié et comment les règles et engagements découlant de l'OMC seraient mis en œuvre en Russie. Ils ont demandé s'il existait des domaines liés aux questions régies

par l'OMC dans lesquels des entités infrafédérales pouvaient avoir une compétence exclusive. Il convenait donc de préciser si les autorités de la Fédération de Russie seraient tenues de soumettre le Protocole approuvé aux entités infrafédérales aux fins de son approbation dans le cadre du processus de ratification.

66. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que les Républiques de la Fédération de Russie avaient leur propre constitution et leur propre législation. Les territoires, les régions, les villes d'importance fédérale, les régions autonomes et les zones autonomes avaient leur charte et leur législation. Selon la Constitution de la Fédération de Russie, la législation des collectivités territoriales de la Fédération ne devait pas être en contradiction avec la législation fédérale adoptée dans les domaines de compétence de la Fédération et dans les domaines de compétence conjointe de celle-ci et de ses collectivités territoriales. En cas de conflit entre une loi fédérale et tout autre acte édicté en Russie dans le domaine de compétence conjointe de la Fédération et de ses collectivités territoriales, c'est la loi fédérale qui s'applique.

67. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la Loi fédérale n° 184-FZ du 6 octobre 1999 sur les principes généraux de l'organisation des organes législatifs (représentatifs) et exécutifs du pouvoir d'État des collectivités territoriales de la Fédération de Russie (modifiée le 29 juillet 2000 et le 8 février 2001) établissait un mécanisme visant à assurer la conformité des constitutions, des lois et des autres actes juridiques des collectivités territoriales avec la Constitution fédérale et les lois fédérales. Le Président avait le droit de faire des recommandations visant à assurer la conformité de la législation des collectivités territoriales, ou d'autres actes juridiques normatifs des organes législatifs de ces collectivités, avec la Constitution fédérale, les lois constitutionnelles fédérales et les lois fédérales.

68. Comme il a été indiqué, le Président a le droit de suspendre l'application des actes des organes exécutifs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie s'ils ne sont pas conformes à la Constitution, aux lois fédérales ou aux engagements internationaux de la Fédération de Russie.

69. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté que la Constitution délimitait clairement la compétence de la Fédération et la compétence conjointe de celle-ci et de ses collectivités territoriales. La compétence de la Fédération incluait l'établissement des principes de la politique fédérale et des programmes fédéraux dans les domaines économique, écologique, social, culturel et du développement national de la Fédération de Russie; l'établissement des principes juridiques d'un marché unique ainsi que les questions relatives aux finances, aux devises, au crédit, à la réglementation douanière et à la monnaie, les principes de la politique des prix; les services économiques fédéraux, y compris les banques fédérales, le budget fédéral, les redevances et impôts

fédéraux, les fonds fédéraux de développement régional, la politique extérieure et les relations internationales; les traités et accords internationaux, l'entrée en guerre et la conclusion de la paix, les relations économiques extérieures; l'infrastructure énergétique fédérale, y compris l'ingénierie nucléaire et les matières fissiles; les transports fédéraux, les chemins de fer, l'information et les communications, les activités spatiales. La compétence conjointe de la Fédération de Russie et de ses collectivités territoriales comprenait la propriété, l'utilisation et l'élimination des ressources foncières et minérales, des ressources en eau et autres ressources naturelles, la délimitation de la propriété de l'État, l'établissement de principes généraux régissant la fiscalité et le prélèvement de droits résultant de l'application des traités internationaux conclus par la Fédération de Russie.

70. Le représentant a dit que les principes et les règles généralement reconnus du droit international et des traités internationaux auxquels la Fédération de Russie était partie faisaient partie intégrante de son système juridique. Selon l'article 15 de la Constitution de la Fédération de Russie, si un traité international auquel la Fédération est partie prévoit d'autres règles que celles énoncées par la législation intérieure de la Fédération, les règles du traité international s'appliqueraient.

71. Selon l'article 3 de la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation des activités de commerce extérieur (modifiée les 8 juillet 1997 et 10 février 1999), les activités de commerce extérieur sont régies par la Constitution, par les lois fédérales et autres instruments juridiques de la Fédération de Russie, ainsi que par les traités internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie. L'article 6 de cette loi prévoyait, entre autres, la compétence de la Fédération pour élaborer les principes et la stratégie de développement des relations de commerce extérieur et les principes de base de la politique en la matière; pour assurer la sécurité économique et la protection de la souveraineté économique et des intérêts économiques de la Fédération, ainsi que les intérêts économiques des collectivités territoriales de la Fédération de Russie et des ressortissants russes; enfin, pour conclure des traités internationaux dans le domaine des relations économiques extérieures.

72. La Loi fédérale n° 4-FZ du 2 janvier 1999 sur la coordination des liens économiques internationaux et extérieurs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie donnait à ces dernières, entre autres choses, le droit de négocier et de conclure des accords avec leurs partenaires en matière de relations économiques internationales et extérieures. Ces accords ne pouvaient pas être en contradiction avec la législation fédérale et les engagements internationaux de la Fédération de Russie. Cette loi faisait obligation aux collectivités territoriales d'aviser les autorités fédérales compétentes avant d'entamer des négociations et établissait une procédure d'approbation préalable du projet de texte d'accord par les autorités fédérales compétentes. Les accords conclus par les collectivités territoriales de la Fédération de Russie n'étaient pas considérés comme des traités internationaux.

73. Comme il a été indiqué ci-dessus, le droit de conclure des traités internationaux relevait de la compétence de la Fédération. Toutefois, si un traité international conclu par la Fédération de Russie portait sur des questions relevant de la compétence des collectivités territoriales de la Fédération, ce traité devait être conclu en coordination avec les organes compétents des collectivités territoriales concernées. Cette règle figurait dans la Loi fédérale n° 101-FZ du 15 juillet 1995 sur les traités internationaux conclus par la Fédération de Russie. S'agissant des traités internationaux portant sur des questions relevant de la compétence conjointe de la Fédération et de ses collectivités territoriales, cette loi précisait que les organismes exécutifs fédéraux doivent communiquer les principales dispositions ou le projet du futur traité aux organes des pouvoirs publics de la collectivité territoriale concernée. Les propositions reçues des collectivités territoriales étaient prises en considération pendant l'élaboration du projet de traité international.

74. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté que, selon la législation russe, on entendait par traité international un accord international conclu par écrit entre la Fédération de Russie et un ou plusieurs États étrangers ou une organisation internationale, accord régi par le droit international, pouvant consister aussi bien en un seul document qu'en plusieurs documents liés entre eux, et quel que soit le nom précis qui lui est donné. Le Protocole d'accession à l'OMC aurait le statut de traité international et, à ce titre, ferait partie intégrante du système juridique de la Fédération de Russie. Le Protocole d'accession à l'OMC serait soumis à ratification. La ratification des traités internationaux conclus par la Fédération de Russie prenait effet sous la forme d'une loi fédérale.

75. Il a ajouté que la Constitution de la Fédération de Russie donnait la primauté à la Constitution elle-même et aux lois fédérales sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie. Les organes des pouvoirs publics, les organes des collectivités locales autonomes, les personnes privées et leurs associations devaient respecter la Constitution et la législation de la Fédération de Russie. En outre, selon la Loi fédérale n° 101-FZ du 15 juillet 1995 sur les traités internationaux conclus par la Fédération de Russie, les traités internationaux conclus par la Russie faisaient l'objet d'une exécution consciencieuse conformément aux conditions établies par ces traités eux-mêmes, aux normes du droit international, à la Constitution de la Fédération de Russie, à la loi mentionnée ici et à tout autre acte législatif de la Fédération de Russie. Cette loi contenait également des règles régissant l'exécution des traités internationaux conclus par la Fédération de Russie par le Président et par le gouvernement fédéral, par les organes exécutifs fédéraux et par les organes des pouvoirs publics des collectivités territoriales compétentes de la Fédération de Russie.

76. Toute décision administrative sur des questions couvertes par l'Accord instituant l'OMC pouvait faire l'objet d'un appel. Selon la question considérée, les recours pouvaient avoir lieu auprès du gouvernement ou de son organe chargé de contrôler l'activité de l'organisme ayant édicté la

décision, ou bien auprès du tribunal compétent. En particulier, les procédures de recours administratif étaient décrites dans le Code fiscal et dans le Code douanier de la Fédération de Russie.

77. Les membres estimaient qu'une description plus explicite était nécessaire concernant le droit de recours administratif, en particulier le droit de faire appel devant un tribunal indépendant ou de former un recours judiciaire, et concernant les procédures appliquées (par exemple les frais engagés, les calendriers, etc.). Les membres ont également demandé des renseignements supplémentaires sur la manière dont le gouvernement de la Fédération de Russie travaillait avec le Comité d'experts de la Douma pour faire en sorte qu'en cas d'incompatibilité avec les règles de l'OMC, les projets de loi ne soient pas adoptés et que les lois déjà en vigueur soient progressivement supprimées. Ils ont également estimé qu'il convenait de préciser, dans les termes habituellement employés pour exprimer un engagement vis-à-vis des protocoles, que le gouvernement fédéral avait le droit et la volonté de rejeter de sa propre initiative toute mesure incompatible avec l'OMC, et au besoin d'accorder le droit de faire appel devant un tribunal indépendant ou de former un recours judiciaire.

78. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que les dispositions de l'Accord sur l'OMC seraient appliquées de manière uniforme sur tout le territoire douanier de la Fédération de Russie et dans les autres territoires sous contrôle de la Fédération de Russie, y compris dans les régions de commerce ou de trafic frontalier, les zones économiques spéciales et les autres zones où le tarif douanier, la fiscalité et la réglementation faisaient l'objet d'un régime spécial. Il a ajouté que, dès qu'elles seraient informées d'une situation où les dispositions des Accords de l'OMC seraient inappliquées ou ne seraient pas appliquées d'une manière uniforme, les autorités centrales agiraient pour faire appliquer les dispositions des Accords de l'OMC sans que les parties intéressées soient tenues d'introduire une demande auprès tribunaux.]

79. [Le représentant de la Fédération de Russie a également confirmé que dans les questions touchant au commerce international qui font l'objet des dispositions des Accords de l'OMC, les autorités russes garantiraient le droit de faire appel devant un tribunal indépendant ou de former un recours judiciaire, conformément aux obligations au titre des Accords de l'OMC, y compris l'article X:3 b) du GATT de 1994.]

## **MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES**

### **Droits de commercialisation (droit d'importer et d'exporter)**

80. Certains membres ont relevé que les lois et réglementations concernant le droit de faire commerce de marchandises (également désignés par "prescriptions en matière d'enregistrement" ou "licences d'activité") ne devraient pas restreindre les importations de marchandises, en violation de la

prohibition générale des restrictions quantitatives énoncée à l'article XI:1 du GATT de 1994, et qu'ils ne devraient pas non plus établir de discrimination à l'encontre des marchandises importées, en violation des dispositions concernant la non-discrimination figurant à l'article III:4 du GATT de 1994. De plus, les redevances et impositions perçues sur le droit d'importer devraient être limitées au coût des services rendus, conformément à l'article VIII:1 a) du GATT de 1994, et les taxes et impositions perçues sur le droit de faire commerce de marchandises importées ne devrait pas entraîner de discrimination en faveur des produits nationaux similaires, conformément à l'article III:2 du GATT de 1994.

81. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que celle-ci ne restreignait pas le droit des personnes physiques ou morales à importer ou exporter. Il a rappelé que la suppression du monopole d'État sur le commerce extérieur avait été proclamée par le Décret présidentiel n° 213 du 15 novembre 1991 sur la libéralisation des activités économiques extérieures sur le territoire de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (modifié le 27 octobre 1992), en vertu duquel toutes les entreprises avaient reçu le droit de mener des activités économiques avec l'étranger, quel que soit leur mode de propriété. Ce principe avait été ultérieurement inscrit dans le Code civil et la Constitution de la Fédération de Russie.

82. Le représentant de la Russie a ajouté que les droits de faire du commerce extérieur sur le territoire russe avaient été décrits plus précisément dans la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur. L'article 2 de cette loi stipulait que les activités de commerce extérieur pouvaient être menées aussi bien par des participants russes que par des participants étrangers. Les participants étrangers aux activités de commerce extérieur étaient des personnes physiques ou morales reconnues comme telles par le droit des États étrangers. Si des entreprises ou des personnes physiques étrangères mènent une activité de commerce extérieur (exportation ou importation) en tant que participants étrangers à une activité de commerce extérieur, il n'était pas nécessaire qu'elles soient enregistrées ou qu'elles aient effectué des investissements en Russie. Les participants russes aux activités de commerce extérieur étaient des personnes physiques ou morales qui avaient obtenu leur enregistrement en tant que personnes morales ou entrepreneurs individuels conformément à la législation russe.

83. L'enregistrement des personnes physiques et morales en tant qu'entrepreneurs individuels obéissait à l'article 51 du Code civil et au Décret présidentiel n° 1482 du 8 juillet 1994 sur la simplification de l'enregistrement des entreprises et des entrepreneurs sur le territoire de la Fédération de Russie. L'enregistrement d'une personne morale requiert la présentation d'une demande, des statuts de la personne morale concernée approuvés par ses fondateurs, de documents confirmant le versement d'au moins 50 pour cent du capital social de la société, et le certificat de paiement du droit perçu par

l'État, d'un montant de 252 roubles. L'enregistrement d'une personne physique en tant qu'entrepreneur individuel requiert une demande de la part de cette personne et un document confirmant le paiement des frais d'enregistrement, d'un montant de 100 roubles. Il est possible de faire recours par voie judiciaire contre un refus d'enregistrement. L'acte d'enregistrement permet à l'entreprise ou à l'entrepreneur individuel d'entreprendre une activité économique, y compris une activité de commerce extérieur.

84. Les mêmes principes étaient établis dans la Loi fédérale n° 129-FZ du 8 août 2001 sur l'enregistrement des personnes morales, qui régit l'enregistrement des personnes morales au moment de leur fondation, de leur réorganisation et de leur liquidation, et l'introduction de modifications à leurs statuts, ainsi que la tenue du Registre des personnes morales. Cette loi établit la procédure d'enregistrement des personnes morales et ne contient aucune restriction ou discrimination à l'encontre des fondateurs étrangers de personnes morales. L'enregistrement est de la compétence exclusive des organes fédéraux. La liste des documents nécessaires à l'enregistrement d'une nouvelle personne morale et à l'enregistrement d'une entité en cours de réorganisation est donnée à l'article 5 de cette loi (demande d'enregistrement, descriptif de l'organisation, adresse, copie des statuts, capital social). Cette liste est exhaustive. Selon l'alinéa 4 de l'article 9, l'organe d'enregistrement ne peut exiger d'autres documents que ceux mentionnés dans cette loi. La Loi fédérale n° 129-FZ du 8 août 2001 sur l'enregistrement des personnes morales entrerait en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Les collectivités territoriales de la Fédération de Russie ne sont pas habilitées à imposer aux personnes physiques ou morales des exigences risquant de limiter leur droit d'exercer une activité d'importation ou d'exportation de marchandises.

85. L'article 10 de la Loi n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur prévoyait que tous les participants russes à des activités de commerce extérieur étaient autorisés à entreprendre une activité de commerce extérieur, quelle que soit la forme de propriété et sans aucune autorisation spéciale ou licence d'activité supplémentaire. Il existe trois exceptions à cette règle. La première exception concerne l'importation et l'exportation de boissons alcooliques. En vertu de la Loi fédérale n° 173-FZ du 22 novembre 1995 "sur la réglementation par l'État de la production et des ventes d'alcool éthylique, de produits alcooliques et de produits contenant de l'alcool" (modifiée le 7 janvier 1999), les personnes physiques et morales souhaitant exercer une activité dans ces domaines sont tenues d'obtenir une licence professionnelle auprès des organismes du Ministère des finances après leur enregistrement. Les conditions et prescriptions à respecter par les entreprises et les entrepreneurs sont stipulées par les articles 18 à 21 de cette loi. Les droits de licence prévus par la Loi fédérale n° 5-FZ du 8 janvier 1998 sur les redevances pour la délivrance de licences régissant la production et les ventes d'éthanol et de produits alcooliques sont indiqués ci-dessous:

Tableau 10: Structure des droits de licences pour la fabrication, le stockage,  
la vente en gros, l'exportation et l'importation de boissons alcooliques

Type d'activité	Droits de licence (en multiples du salaire minimum)	Équivalent en roubles
Fabrication et vente en gros de boissons alcooliques	500	50 000
Exportation de boissons alcooliques	100 ou 500 <sup>3</sup>	10 000 ou 50 000 <sup>3</sup>
Importation, stockage et vente en gros de boissons alcooliques	1 000 ou 15 000 <sup>3</sup>	10 000 ou 1 500 000 <sup>3</sup>

86. La deuxième exception concernait les exportations de métaux précieux et de pierres précieuses de la Fédération de Russie conformément au Décret présidentiel n° 742 du 21 juillet 2001 sur l'exportation de métaux précieux et de pierres précieuses de la Fédération de Russie. La troisième exception concernait les importations et exportations de produits pharmaceutiques (médicaments). Selon la Loi fédérale n° 86-FZ du 22 juin 1998 sur les médicaments, le droit d'exporter et d'importer des produits pharmaceutiques est accordé aux participants russes aux activités économiques extérieures, qui disposent de la licence de production ou de commerce de gros de ces marchandises. Dans chacun des trois cas mentionnés ci-dessus, dès qu'une entreprise obtient une telle licence d'activité, elle a le droit d'acquérir une licence d'importation ou d'exportation chaque fois qu'elle le souhaite pour importer ou exporter des marchandises soumises à licence.

87. La prescription en matière d'enregistrement des contrats à l'exportation avait été introduite, à l'origine, par la Résolution gouvernementale n° 758 du 1<sup>er</sup> juillet 1994, et était désormais abrogée par la Résolution gouvernementale n° 300 du 21 mars 1996. L'enregistrement des contrats d'importation n'a jamais été mis en pratique en Russie. La Fédération de Russie ne tient donc aucun registre spécial des contrats d'importation ou d'exportation. Il n'existe aucun projet visant à rétablir cette prescription d'enregistrement sous quelque forme que ce soit.

88. Les membres ont noté que la Fédération de Russie avait confirmé l'élimination du monopole commercial détenu par l'État et avait décrit la nature des conditions imposées aux personnes physiques et morales souhaitant effectuer des importations ou des exportations. Néanmoins, ils souhaitaient plus de précisions sur les lois concernant l'enregistrement des entreprises et la réglementation des activités commerciales, actuellement en projet. Ils voulaient savoir en particulier

---

<sup>3</sup> Les droits les moins élevés correspondent aux licences uniques, les plus élevés aux licences générales. Les licences uniques d'exportation ou d'importation sont délivrées pour les opérations de livraison de produits alcooliques d'une valeur en douane allant jusqu'à 10 000 fois le salaire minimum (ce qui équivaut à environ 32 000 dollars EU) ou d'un volume d'alcool pur allant jusqu'à 2 000 décilitres, et pour une durée n'excédant pas deux mois. La licence générale est délivrée pour les exportations et importations de produits alcooliques pour une durée d'un an à compter de sa date de délivrance.

comment ces lois allaient garantir que les prescriptions d'enregistrement pour l'importation et l'exportation soient transparentes et non discriminatoires. Ils voulaient également savoir si l'obligation d'enregistrer les contrats d'importation et d'exportation serait rétablie. Ils ont également demandé plus de précisions sur les conditions qui étaient imposées par les collectivités territoriales de la Fédération de Russie aux personnes morales ou physiques et qui risquaient d'avoir une incidence sur leur droit d'importer ou d'exporter des marchandises.

89. Certains membres se sont inquiété des effets restrictifs du système de licence en vigueur pour la vente de boissons alcooliques. Il a été demandé si la Fédération de Russie entendait introduire une nouvelle législation dans ce domaine. Notant que les taxes à acquitter pour avoir le droit d'importer des boissons alcooliques étaient considérablement supérieures à celles qui étaient appliquées à la distribution intérieure ou à l'exportation de ces produits, ces membres ont demandé plus de détails sur ces taxes ainsi que sur toutes les autres taxes afférentes aux licences relatives aux activités d'importation.

90. Certains membres ont aussi demandé des éclaircissements pour savoir si la Fédération de Russie maintenait, en ce qui concerne l'importation de pierres et de métaux précieux, d'éventuelles restrictions ou prescriptions autres que des droit de douane, notamment si les importations de ces produits étaient également limitées par l'imposition d'une licence, ou s'il était nécessaire de les importer par des postes de douane particuliers, comme c'était le cas pour les exportations de diamants. Certains membres ont demandé en outre des renseignements sur les conditions d'octroi et la structure des licences d'activité pour les médicaments, en particulier concernant les éventuelles différences entre les prescriptions relatives aux importations et celles appliquées à la production nationale. Ces membres ont également demandé à la Fédération de Russie de confirmer si la capacité de demander une licence d'activité pour le commerce des médicaments était réservée aux entreprises de la Fédération de Russie et d'expliquer ce que cela impliquait en pratique pour les entreprises sous contrôle étranger en Russie, pour les entreprises exportatrices étrangères non établies en Russie, et pour les praticiens individuels nationaux et étrangers souhaitant exporter des médicaments vers la Russie.

91. Certains membres ont ajouté que, d'une manière générale, dans un processus d'accession, le candidat prenait l'engagement de faire en sorte que les lois et réglementations concernant le droit de faire commerce de marchandises ainsi que tous les frais, taxes et autres prélèvements appliqués au titre de ce droit seraient pleinement conformes aux obligations découlant de l'OMC pour ce candidat, et notamment aux obligations résultant des articles VIII:1 a), XI:1, et III:2 et 4 du GATT de 1994. Le candidat s'engageait aussi à garantir que les lois et réglementations pertinentes seraient appliquées de manière entièrement conforme à ces obligations. S'agissant des exonérations éventuellement

accordées sur certains prélèvements aux importations originaires de certains pays, ces membres ont également relevé que des mesures de ce type constitueraient une violation de l'article premier du GATT de 1994 et devraient être éliminées.

92. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que l'ancien monopole d'État sur le commerce extérieur avait été aboli et qu'il n'existait pas de restrictions au droit des personnes physiques et morales russes et étrangères immatriculées en Fédération de Russie d'importer et d'exporter des biens sur le territoire douanier de la Fédération de Russie, sauf dans les cas prévus dans les Accords de l'OMC. Il a confirmé que les particuliers et les entreprises pouvaient importer et exporter sans restrictions dans le secteur d'activité pour lequel ils étaient enregistrés et que les critères d'enregistrement étaient d'application générale et publiés au Journal officiel.]

93. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci ferait en sorte que ses lois et réglementations relatives au droit de faire commerce de marchandises et toutes redevances, impositions ou taxes perçues pour obtenir ce droit soient pleinement conformes à ses obligations au titre des Accords de l'OMC, notamment à celles énoncées aux articles VIII:1 a), XI:1, et III:2 et 4 du GATT de 1994, et qu'elle appliquerait aussi ces lois et réglementations en pleine conformité avec ces obligations.]

### **Réglementation des importations**

#### **- Réglementations douanières et tarif douanier**

94. Le représentant de la Fédération de Russie a rappelé que celle-ci avait été un membre actif de l'Organisation mondiale des douanes avant même d'en devenir membre à part entière le 8 juillet 1993. La Fédération de Russie avait adhéré à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises le 1<sup>er</sup> janvier 1997. La Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le tarif douanier et le Code douanier constituaient le cadre juridique du régime douanier de la Russie. Le droit de recours contre des décisions des services douaniers était prévu, entre autres, par les articles 17 et 404 à 419 du Code douanier. Le Code douanier était appliqué, avec des changements mineurs, depuis 1993. Le nouveau projet de Code douanier et le projet de chapitre 27 du Code fiscal contiennent des dispositions sur les procédures douanières et sur le système d'administration douanière qui sont pleinement conformes à l'Accord de l'OMC pertinent.

#### **- Droits de douane ordinaires**

95. Le représentant de la Fédération de Russie a expliqué que la structure du tarif douanier était régie par la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le tarif douanier (modifiée les 7 août,

25 novembre et 27 décembre 1995, 5 février 1997, 10 février et 4 mai 1999, 27 mai 2000). Les taux de droits de douane pouvaient être modifiés par décision du gouvernement sur la base de propositions de la Commission gouvernementale de la politique douanière et tarifaire et des mesures correctives commerciales, compte tenu également des engagements internationaux de la Russie.

96. Il a déclaré que son gouvernement prévoyait de remplacer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2003, la Loi sur le Tarif par le chapitre 27 du Code fiscal, intitulé "Droit de douane et redevances douanières", lequel serait en pleine conformité avec les dispositions du GATT de 1994 et les Accords de l'OMC. Ce chapitre contenait également une description complète de la procédure d'évaluation en douane d'une manière entièrement conforme à l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

97. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la Résolution gouvernementale n° 1560 du 27 décembre 1996 avait introduit un système de désignation et de classification des marchandises fondé sur le SH96, qui remplaçait à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 le SH92 utilisé précédemment. Un nouveau système de désignation et de classification des marchandises est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002, sur la base du SH2002. Le tarif douanier comprend 11 032 lignes tarifaires. La grande majorité des positions tarifaires est soumise à des droits *ad valorem*; 1 515 d'entre elles font l'objet de droits composites (mixtes) (*ad valorem* et droits spécifiques) et 76 sont soumises à des taux spécifiques (pommes, chocolat, bière et boissons alcooliques fortes). Les droits *ad valorem* et les équivalents *ad valorem* des taux combinés et spécifiques sont des vont de zéro à 30 pour cent, sauf en ce qui concerne l'alcool éthylique et la bière.

Tableau 11: Structure tarifaire

Taux de droit (pour cent)	Nombre de positions tarifaires
0	46
5	3 989
10	1 890
15	3 120
20	1 824
25	108
30	5
Plus de 30	50

Tableau 12: Taux de droits moyens pondérés en fonction des échanges

Année	Pourcentage
1995	16,0
1996	17,7
1997	13,3
1998	12,8
1999	11,7
2000	11,4
2001(estimation)	10,7

98. Les taux de droits sont établis suivant les critères de base suivants: i) les droits sont le principal instrument de politique commerciale appliqué pour protéger la production industrielle et agricole intérieure; ii) les droits sont considérés comme des instruments de politique commerciale et comme des instruments de politique budgétaire; iii) ils sont fonction du développement économique et, en particulier, de la restructuration technologique de l'économie. La version la plus récente du Tarif douanier de la Fédération de Russie a été introduite par la Résolution gouvernementale n° 148 du 22 février 2000 (modifiée le 27 novembre 2000) qui contient les taux NPF des droits d'importation pour l'ensemble des 11 032 lignes tarifaires. Les taux de droits applicables aux produits originaires de pays auxquels la Russie n'applique pas le traitement NPF représentent le double du taux NPF. Les droits d'importation applicables aux produits originaires des pays bénéficiant du SGP russe et qui constituent leurs exportations traditionnelles sont fixés à 75 pour cent des taux NPF (sauf en ce qui concerne le sucre brut, qui fait l'objet d'un mécanisme de contingents tarifaires).

99. La Résolution gouvernementale n° 886 du 27 novembre 2000 a révisé fortement à la baisse et nivelé les droits de douane (pour environ 3 500 positions tarifaires sur 11 032). Suite à cette mesure d'unification, les droits ont été regroupés, pour presque toutes les catégories de marchandises, sous des rubriques plus générales (matières premières, produits semi-finis, produits finis, denrées alimentaires) avec des niveaux de droits de 5, 10, 15 et 20 pour cent respectivement. Ces changements, qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001, visaient à libéraliser l'importation en Russie de technologies et d'équipements modernes, à combattre les pratiques douanières illégales et à améliorer l'efficacité du recouvrement des droits de douane.

100. Constatant que la Loi sur le tarif douanier était en cours de modification et que d'autres lois pertinentes étaient en projet, certains membres estimaient que le Groupe de travail devrait examiner les dispositions de ces nouvelles lois, en particulier dans la mesure où elles concernent des obligations au titre de l'OMC. Ces membres ont également demandé des renseignements sur l'application des droits de douane, notamment sur l'établissement de la base d'imposition pour évaluer les droits et les taxes d'importation, et sur la situation concernant toute autre taxe ou imposition, par exemple pour

savoir si l'évaluation en douane était fondée sur la valeur f.a.b. ou c.a.f., et sur quelle base la TVA ou le droit d'accise étaient appliqués, etc. Ils ont demandé en outre s'il existait des équivalents *ad valorem* de plus de 30 pour cent sur des produits non agricoles et, si tel était le cas, de donner la liste des lignes tarifaires du SH correspondant à ces produits. Un membre a demandé également si, à l'avenir, le SGP continuerait de prévoir 75 pour cent du taux NPF.

- **Contingents tarifaires, exemptions de droits**

101. Certains membres ont demandé une description des textes juridiques actuels et futurs régissant l'adjudication de licences et de contingents en Russie. À cet égard, ces membres ont estimé que toute méthode d'attribution de contingents ou de licences devrait être compatible avec les dispositions des Accords de l'OMC, notamment avec les articles II, XI et XIII du GATT de 1994, avec l'Accord sur les procédures de licences d'importation et avec l'article 4 de l'Accord sur l'agriculture. Dans tous les cas, les mesures d'administration des contingents tarifaires devraient être communiquées en détail aux Membres afin qu'ils puissent évaluer leur conformité avec l'OMC.

102. Le représentant de la Fédération de Russie a répondu que la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le tarif douanier fournissait le cadre légal nécessaire à l'établissement des contingents tarifaires dans le cadre des accords de libre-échange et du SGP. Ces contingents tarifaires peuvent être appliqués aux produits agricoles et industriels. En général, les contingents tarifaires permettent des importations en franchise de droits (ou avec des droits réduits). Les seuls contingents tarifaires actuellement en place (sur le sucre brut originaire des pays participant au SGP de la Russie) ont été ouverts par les résolutions gouvernementales n° 572 (27 juillet 2000) et n° 622 (23 août 2001). Les contingents tarifaires sur le sucre brut ont été attribués selon un mécanisme d'enchères auquel participent les entreprises. Les enchères sont ouvertes à tous les participants russes à des activités économiques extérieures. Ce mode de répartition des contingents tarifaires était transparent, fondé sur des principes de marché et conforme aux articles II, XI et XIII du GATT de 1994, ainsi qu'avec l'article 4 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, car le versement effectué par l'adjudicataire n'est ni une taxe, ni un droit, ni une imposition, mais une redevance pour le service que constitue l'organisation des enchères.

103. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté que des exemptions de paiement des droits de douane ne pouvaient être accordées que conformément aux dispositions de la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le tarif douanier. L'article 35 de cette loi établissait la liste des marchandises qui n'étaient pas soumises à des droits: marchandises en transit, imprimés ou enregistrements relevant de la culture, de la science ou de l'éducation; éléments importés par les représentations diplomatiques et consulaires en Fédération de Russie conformément à leurs besoins et

exigences à des fins officielles; articles à usage personnel pour les voyages à l'étranger; marchandises destinées aux secours en cas de catastrophes et à des fins humanitaires; équipements industriels et autres liés à l'investissement étranger, etc. Des exemptions pouvaient aussi être accordées en vertu des articles 34, 36 et 37 de cette loi ("Engagements au titre d'accords internationaux") sur la base de contingents tarifaires, de préférences tarifaires, d'un accord de libre-échange et du SGP. Les exemptions tarifaires autres que celles prévues dans le cadre d'un accord de libre-échange ou du SGP étaient appliquées sur une base NPF.

104. Certains membres ont demandé à la Fédération de Russie de confirmer si elle avait aussi l'intention de prévoir un cadre juridique d'utilisation des contingents tarifaires pour réglementer les importations en général ou si cela serait limité aux importations faisant l'objet du SGP. Ces membres demandaient des renseignements plus précis sur les modes d'attribution et sur les autres aspects du système que la Fédération de Russie avait l'intention d'adopter dans ce domaine.

105. Certains membres ont en outre demandé des éclaircissements pour savoir si les "participants russes à des activités économiques extérieures" qui seuls pouvaient prendre part aux enchères d'attribution des contingents tarifaires incluaient les entreprises sous contrôle étranger établies en tant que personnes morales russes. Ces membres ont également demandé une confirmation du fait qu'il n'existait, pour participer aux enchères d'attribution de contingents tarifaires, aucune condition favorisant la production locale, telle que l'obligation de souscrire des contrats d'achat de produits nationaux ou de fournir des intrants aux producteurs nationaux.

**- Autres droits et impositions**

106. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que celle-ci, pour l'heure, n'appliquait aux importations aucun droit ou imposition autre que les droits ordinaires et les impositions pour services rendus.

107. Notant cette déclaration, certains membres ont demandé à la Fédération de Russie de s'engager, à partir de la date de son accession, à réviser sa législation et sa réglementation intérieures dans ce domaine pour éliminer et consolider à zéro dans sa liste tout prélèvement qui ne serait pas un droit de douane, une taxe intérieure appliquée aux importations ou une taxe afférente aux services fournis.

108. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci n'appliquerait pas, à l'importation, de droits et impositions autres que les droits de douane ordinaires, et que les impositions qui seraient éventuellement appliquées à l'importation après l'accession seraient conformes aux dispositions des Accords de l'OMC. Il a en outre confirmé que la Fédération de Russie n'inscrirait pas

d'autres impositions sur sa liste concernant les marchandises conformément à l'article II:1 b) du GATT de 1994 et consoliderait ces impositions "à zéro".]

**- Redevances et impositions pour services rendus**

109. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que les redevances pour les services douaniers étaient établies conformément à l'article 110 du Code douanier, qui contenait la liste de ces redevances. Ces redevances et impositions étaient fonction du coût approximatif des services rendus. Les recettes générées par ces redevances étaient imputées aux recettes générales du budget de l'État.

Tableau 13: Redevances et impositions pour services douaniers  
à l'importation ou à l'exportation

Description du service rendu/objet des redevances	Taux appliqué
Imposition douanière pour dédouanement	0,1 pour cent de la valeur en douane des marchandises, en roubles <sup>4</sup>
Imposition douanière supplémentaire pour dédouanement	0,05 pour cent de la valeur en douane des marchandises en monnaie étrangère
Customs charges for storage of goods in temporary storage warehouses, where the goods to be placed before the customs clearance, Impositions douanières pour l'entreposage des marchandises en entrepôts temporaires où les marchandises peuvent être placées avant dédouanement <sup>5, 6</sup> - idem en entrepôts spécialement conçus - en entrepôts de douane pour les marchandises placées sous le régime des entrepôts de douane	0,02 euro/kg de poids brut par 24 heures 0,03 euro/kg de poids brut par 24 heures 0,04 euro/kg de poids brut et 3 euros/véhicule par 24 heures
Impositions douanières pour escorte douanière des marchandises a) pour chaque véhicule à moteur ou ferroviaire utilisé pour le transport des marchandises ou se déplaçant par lui-même pour être utilisé comme une marchandise - pour une distance maximale de 50 km - pour une distance se situant entre 50 et 100 km - pour une distance se situant entre 100 et 200 km - pour une distance de plus de 200 km	20 fois le salaire minimum (2 000 roubles) 30 fois le salaire minimum (3 000 roubles) 40 fois le salaire minimum (4 000 roubles) 60 fois le salaire minimum (6 000 roubles)
Redevance perçue pour la prestation de renseignements et de consultations	Entre 0,2 et 50 dollars EU, selon le volume de renseignements fournis et le délai
Redevance perçue à l'occasion de décisions préliminaires concernant la classification des marchandises selon les codes du SH	5 fois le salaire minimum (500 roubles)

110. Les membres ont relevé, malgré l'utilité des renseignements fournis ci-dessus, qu'il était nécessaire que la Fédération de Russie indique comment elle entendait modifier son régime en

<sup>4</sup> Le Comité d'État des douanes peut réduire à zéro les impositions douanières pour dédouanement.

<sup>5</sup> Les autorités douanières peuvent réduire de moitié le maximum des impositions pour stockage.

<sup>6</sup> Seulement pour les entrepôts établis par les autorités douanières.

vigueur puisqu'elle avait déclaré qu'elle allait réviser la structure de ses droits d'importation et que cette révision était prévue dans le nouveau projet de "Code douanier". Notant qu'en vertu du Code en vigueur les frais de dédouanement étaient calculés *ad valorem*, ces membres ont demandé comment ces frais seraient liés au coût des services fournis.

111. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que selon le nouveau projet de Code douanier, il n'y aurait plus que deux catégories de redevances et impositions perçues pour les services douaniers liés à l'importation ou à l'exportation: les impositions douanières pour dédouanement et les impositions douanières pour escorte douanière des marchandises. Les redevances imposées seraient calculées en tant que sommes forfaitaires, correspondant à la valeur du service rendu.

112. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que le droit de timbre applicable au traitement des importations ou des exportations par les services douaniers ou à toutes autres fins liées au commerce était établi conformément à la Loi fédérale n° 226-FZ du 31 décembre 1995 sur l'introduction des amendements et additions à la Loi de la Fédération de Russie sur le droit de timbre fiscal (modifiée et complétée le 20 août 1996, le 19 juillet 1997, le 21 juillet 1998 et le 13 avril 1999). Le droit de timbre fiscal était perçu pour l'exécution d'actes légalement valables ou pour l'émission de documents par les organismes ou les fonctionnaires habilités.

Tableau 14: Droit de timbre lié aux importations et exportations

Service rendu/type de redevances ou impositions	Tarifs appliqués <sup>7</sup>
Pour opérations notariales des notaires des cabinets d'État ou des fonctionnaires des organes exécutifs, des organes des administrations locales et des institutions consulaires autorisés, ainsi que pour compilation par eux des documents et émissions des copies et doubles des documents, le droit de timbre fiscal est le suivant:	
1. pour l'attestation d'accords dont l'objet est soumis à évaluation	- 0,5 pour cent de la somme pour laquelle l'obligation est assumée, mais au moins 30 pour cent du salaire minimal
2. pour l'attestation des accords d'agence	- 1,5 pour cent de la somme de l'accord, mais au moins 50 pour cent du salaire minimal
3. pour la certification d'autres certificats	- 20 pour cent du salaire minimal
4. pour effectuer un rapport de mer	- 15 fois le salaire minimal
5. pour attester que la traduction d'un document d'une langue dans une autre est correcte	- 10 pour cent du salaire minimal par page de la traduction du document
6. pour acceptation en dépôt d'argent et de titres	- 0,5 pour cent de la somme acceptée et de la valeur des titres
7. pour attester que les copies d'autres documents et les extraits de documents sont corrects	- 1 pour cent du salaire minimal par page

<sup>7</sup> Le salaire minimum est d'environ 3,2 dollars EU.

Service rendu/type de redevances ou impositions	Tarifs appliqués <sup>7</sup>
8. pour attester l'authenticité de la signature: - sur les demandes et autres documents (à l'exception des cartes bancaires) - sur les cartes bancaires (de chaque personne et sur chaque document)	- 5 pour cent du salaire minimal - 1 fois le salaire minimal
9. pour délivrer des doubles des documents, conservés dans le cas des cabinets de notaires d'État, d'organes exécutifs et d'institutions consulaires	- 5 pour cent du salaire minimal
10. pour exécuter le travail technique d'établissement des documents ci-dessus (impression, rédaction, contrôle rédactionnel)	- 2 pour cent du salaire minimal par page

113. Concernant les droits de timbre, les membres ont demandé comment un droit de timbre *ad valorem* pour l'attestation des accords d'agence et pour acceptation en dépôt d'argent et de titres pouvait être lié au coût des services rendus. Ils ont aussi demandé des éclaircissements pour savoir si ces droits s'appliquaient au moment de l'acte d'importation ou d'exportation, et pour quels types de documents douaniers le droit de timbre était exigé. S'agissant des droits qui n'étaient appliqués qu'aux importations alors qu'ils devraient en principe s'appliquer aussi bien aux importations qu'aux produits nationaux (par exemple les frais de certification ou les taxes appliquées aux véhicules), ces membres ont noté que ces droits n'étaient pas conformes à l'article III du GATT de 1994, et qu'ils devraient être révisés ou éliminés avant l'accession. Ils souhaitaient en outre des éclaircissements sur la nature des services correspondant aux frais de dédouanement supplémentaires et sur le sens précis d'expressions telles que "prestation d'autres opérations notariales" ou "pour exécuter le travail technique d'établissement des documents".

114. Les membres ont demandé à la Fédération de Russie de s'engager à réviser sa législation et sa réglementation intérieures pour faire en sorte qu'à compter de la date de son accession, tous les droits et prélèvements pour services fournis liés à l'importation ou à l'exportation ne soient appliqués que s'ils sont conformes à l'article VIII du GATT de 1994, ainsi qu'à communiquer aux Membres de l'OMC, à leur demande, des renseignements sur l'application et le niveau de toutes les taxes et recettes collectées et sur leur affectation.

115. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci ferait en sorte que tous les droits et prélèvements pour services fournis énoncés dans le tableau [...] ou introduits à l'avenir ne soient appliqués que s'ils sont conformes avec les obligations pertinentes découlant du GATT de 1994, et que tous les droits et prélèvements pour services fournis liés à l'importation ou à l'exportation ne soient appliqués que s'ils sont conformes aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, en particulier les articles VIII et X du GATT de 1994, à compter de la date de son accession. Il a confirmé en outre qu'après l'accession, des renseignements sur l'application et le niveau de toutes les

taxes et recettes collectées et sur leur affectation seraient communiqués aux Membres de l'OMC, à leur demande.]

- **Droits consulaires**

116. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré qu'aucune redevance consulaire spéciale liée à l'exportation ou à l'importation de marchandises ou de services n'avait été instituée. Les droits consulaires ordinaires étaient perçus conformément à la législation, aux dispositions des articles consulaires et au Tarif douanier en vigueur approuvé le 29 juin 1993 et le 28 mars 1994, ainsi qu'aux traités internationaux conclus par la Fédération de Russie. Il a indiqué que les redevances perçues par les représentations consulaires de la Fédération de Russie pour exécuter à l'étranger des actes consulaires ou délivrer des documents de type juridique à des citoyens étrangers, des personnes morales étrangères, des apatrides, des entreprises ayant des investissements étrangers, ainsi qu'à des personnes physiques ou morales russes résidant ou situées en permanence ou provisoirement dans des pays étrangers, étaient imputées aux recettes générales du budget de l'État. Les chefs des représentations consulaires étaient habilités à diminuer, ou à ne pas recouvrer du tout, les droits consulaires demandés à des personnes privées si celles-ci en font la demande et si les raisons données par elles sont jugées valables.

118. Certains membres se sont interrogé sur la raison d'être de l'application de droits consulaires moins élevés pour certains pays dans lesquels ces services étaient rendus (Pays baltes et pays de la CEI) car cette pratique serait en violation de l'article premier du GATT de 1994 et devrait être éliminée avant l'accession. Ces membres ont demandé à la Fédération de Russie de prendre, en ce qui concerne les droits consulaires, le même engagement qu'en ce qui concerne les droits et prélèvements pour services fournis.

119. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci ferait en sorte que les engagements pris au paragraphe [...] ci-dessus s'appliquent de la même manière en ce qui concerne l'usage des droits consulaires.]

- **Autres redevances**

120. Certains membres ont demandé des éclaircissements sur toutes les discriminations possibles, pouvant résulter de l'application de taxes portuaires, entre usagers étrangers et nationaux.

Tableau 15: Droits consulaires

N°	Documents et actes pour lesquels des droits consulaires sont perçus	Tarifs appliqués				
		Pays de la CEI et Pays baltes		Autres pays		
		Dollars EU		Dollars EU		
1.	Certification et authentification de documents					
	Certification de chaque document	3		30		
2.	Authentification de procurations					
	Procurations donnant la faculté de disposer de biens, y compris les automobiles, et autorisant l'exécution d'opérations de prêt:	6		60		
	Confirmation d'autres pouvoirs revendiqués par une personne	2		20		
3.	Opérations d'authentification diverses:					
	Accords soumis à évaluation:	5 pour cent du montant stipulé dans l'accord, mais au moins 1 dollar EU.		5 pour cent du montant stipulé dans l'accord, mais au moins 10 dollars EU.		
	Authentification de signature:	1		10		
	Authentification de copies d'instruments et d'extraits d'instruments	1,5		15		
	Authentification de photocopies:			6		
	Délivrance d'extraits ou de copies d'instruments archivés dans les représentations consulaires (par page)	1,5		15		
		Si la longueur du texte de l'extrait ou de la copie est inférieure à une page, le droit correspond à celui perçu pour une page entière.		Droit minimum pour cet acte: 30		
	Inscription exécutoire	2 pour cent du montant perçu, mais au moins 0,5 dollar EU		2 pour cent du montant perçu, mais au moins 5 dollars EU		
		Traitement des documents certifiant l'achat d'automobiles ou de cyclomoteurs	1 pour cent de la valeur marchande du moyen de transport en question, mais au moins 10 dollars EU.	Traduction avec certification d'authenticité, par page:		
				Traduction d'une langue étrangère vers le russe	20	
				Traduction du russe vers une langue étrangère	35	
				Certification d'authenticité d'une traduction effectuée sans participation d'une représentation consulaire, par page	15	
				Dactylographie des documents	5	

N°	Documents et actes pour lesquels des droits consulaires sont perçus	Tarifs appliqués			
		Pays de la CEI et Pays baltes		Autres pays	
		Dollars EU		Dollars EU	
4.	Services consulaires relatifs aux transports maritimes ou aériens				
		Production d'un protêt de capitaine	5	Production d'un protêt de capitaine	50
		Délivrance d'un certificat d'opérations de chargement ou déchargement d'un navire battant pavillon étranger, et certification d'autres documents d'expédition	10	Délivrance d'un certificat d'opérations de chargement ou déchargement d'un navire battant pavillon étranger, et certification d'autres documents d'expédition	100
		Délivrance d'un certificat temporaire confirmant le droit de battre pavillon de la Fédération de Russie ou la propriété d'un navire	15	Délivrance d'un certificat temporaire confirmant le droit de battre pavillon de la Fédération de Russie ou la propriété d'un navire	150
		Prorogation de la validité des documents d'un navire et tenue des livres de bord	3	Prorogation de la validité des documents d'un navire et tenue des livres de bord	30
		Authentification de divers certificats et demandes; délivrance du certificat de cargaison; admission ou retrait de membres de la liste de l'équipage	3	Authentification de divers certificats et demandes; délivrance du certificat de cargaison; admission ou retrait de membres de la liste de l'équipage	30
		Adjonction de feuillets supplémentaires à la liste d'équipage ou au livre de bord	2	Adjonction de feuillets supplémentaires à la liste d'équipage ou au livre de bord	20
		Authentification d'un certificat sanitaire	3	Authentification d'un certificat sanitaire	30
		Exécution d'un protocole de sauvetage d'un navire naufragé ou volé	2,5	Exécution d'un protocole de sauvetage d'un navire naufragé ou volé	25

121. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que les redevances portuaires imposées dans les ports maritimes commerciaux de la Fédération de Russie avaient été approuvées par le Ministère des transports de la Fédération de Russie le 21 juillet 1995. Ces redevances sont les suivantes: droits de tonnage, de balisage, de canal, de quai, d'ancrage, d'environnement, de pilotage et de navigation. Les redevances portuaires sont perçues dans les ports maritimes commerciaux de la Fédération de Russie, quels que soient la forme d'organisation, le statut légal et le mode de propriété des bateaux et des installations flottantes russes et étrangers, sur la base du principe de la non-discrimination.

Tableau 16 a): Taxes portuaires appliquées dans les ports de commerce maritimes de la Fédération de Russie – Classification des navires par groupes

Groupe de navires	Navires et installations flottantes
A	Navires et installations de chargement, à destination de l'étranger, y compris non automoteurs.
B	Navires et installations de chargement, de cabotage, y compris non automoteurs.
C	Transbordeurs, à destination de l'étranger. Navires pour passagers, à destination de l'étranger.
D	Transbordeurs, de cabotage. Navires pour passagers, de cabotage. Navires brise-glace non utilisés quotidiennement ou loués par l'administration portuaire.
E	Navires porte-barges; navires de guerre; navires-hôpital; bateaux de sport; yachts privés; navires techniques utilisés pour le dragage dans les ports; navires rattachés au port local, au chantier naval local ou à ASPTR/LRN; navires brise-glace utilisés quotidiennement par l'administration portuaire et non loués par celle-ci.
F	Navires en transit; navires forcés de toucher à un port pour réparations, pour quarantaine ou pour formalités douanières ou frontalières, ainsi que les navires en cours d'essai.
G	Navires de service; navires de recherche; navires de surveillance.
H	Navires de pêche et autres navires du secteur de la pêche.

Tableau 16 b): Taxes portuaires appliquées dans les ports de commerce maritimes de la Fédération de Russie

Type de perception	Tarif		
Port	Dollars EU	Port	Dollars EU
<b>1. Tonnage</b>			
<b>Taxe perçue par mètre cube de capacité conventionnelle du navire, séparément pour chaque abordage au port et chaque départ de celui-ci.</b>			
Bassin Mer Noire – Mer d'Azov			
Novorossisk	0,270	Taganrog	0,140
Sotchi	0,285	Tuapse	0,250
		Autres ports	0,184
Bassin de la Baltique			
Vyborg	0,200	Kaliningrad	0,170
Vysotsk	0,220	Autres ports	0,210
Saint-Petersbourg	0,240		
Bassin Nord			
Arkhangelsk	0,230	Naryan-Mar	0,240
Amderma	0,218	Onega	0,216
Kandalakcha	0,216	Tiksi	0,216
Mezen	0,216	Khatanga	0,216
Mourmansk	0,230	Autres ports	0,216
Bassins Arctique et Extrême-Orient			

Type de perception	Tarif		
Port	Dollars EU	Port	Dollars EU
Anadyr	0,175	Pevek	0,175
Alexandrovsk (île de Sakhaline)	0,279	Provideniya	0,210
Beringovsky	0,175	Petropavlovsk-Kamtchatsky	0,175
Boshnyakovo	0,234	Poronaysk	0,248
Vladivostok	0,223	Posyet	0,205
Vostochny	0,223	Uglegorsk	0,234
Vanino	0,210	Ust-Kamchatsk	0,175
Korsakov	0,220	Kholmsk	0,223
Krasnogorsk	0,225	Shakhtyorsk	0,234
Magadan	0,175	Egvekinot	0,265
Nakhodka	0,223	Autres ports	0,175
Nakhodka (port pétrolier)	0,223		
Nikolaïevsk-sur-l'Amour	0,225		
Bassin de la Caspienne			
Makhachkala	0,150	Autres ports	0,112
Astrakhan (Olya)	0,120		
<b>2. Balisage</b>			
<b>Taxe perçue par mètre cube de capacité conventionnelle du navire, séparément pour chaque abordage au port et chaque transit par celui-ci.</b>			
<b>Sont exemptés des taxes de phare les navires sollicitant un abordage d'urgence pour réparations et les navires du groupe "D". Les navires des groupes "E" et "G" sont exemptés des taxes de balisage sauf s'ils effectuent dans le port des opérations de manipulation de cargaison et des opérations de nature commerciale.</b>			
Bassin Mer Noire – Mer d'Azov			
Novorossisk	0,025	Taganrog	0,025
Sotchi	0,025	Tuapse	0,025
		Autres ports	0,025
Bassin de la Baltique			
Vyborg	0,025	Kaliningrad	0,025
Vysotsk	0,025	Autres ports	0,025
Saint-Petersbourg	0,025		
Bassin Nord			
Arkhangelsk	0,025	Naryan-Mar	0,025
Amderma	0,025	Onega	0,025
Kandalakcha	0,025	Tiksi	0,025
Mezen	0,025	Khatanga	0,025
Mourmansk	0,025	Autres ports	0,025
Bassins Arctique et Extrême-Orient			
Anadyr	0,025	Pevek	0,025
Alexandrovsk (île de Sakhaline)	0,025	Provideniya	0,025
Beringovsky	0,025	Petropavlovsk-Kamchatsky	0,025
Boshnyakovo	0,025	Poronaysk	0,025
Vladivostok	0,025	Posyet	0,025
Vostochny	0,025	Uglegorsk	0,025
Vanino	0,025	Ust-Kamchatsk	0,025
Korsakov	0,025	Kholmsk	0,025
Krasnogorsk	0,025	Shakhtyorsk	0,025
Magadan	0,025	Egvekinot	0,025
Nakhodka	0,025	Autres ports	0,025
Nakhodka (port pétrolier)	0,025		
Nikolaïevsk-sur-l'Amour	0,025		

Type de perception	Tarif		
Port	Dollars EU	Port	Dollars EU
Bassin de la Caspienne			
Makhachkala	0,025	Autres ports	0,025
Astrakhan	0,025		
3. <u>Canal</u>			
Taxe perçue par mètre cube de capacité conventionnelle du navire pour chaque passage par le canal dans un sens.			
Bassin Mer Noire – Mer d'Azov			
Taganrog	0,072	Tuapse	0,009
Canal de la Mer d'Azov au fleuve Don	0,216		
Bassin de la Baltique			
Kaliningrad	0,075	Saint-Petersbourg	0,070
Vyborg	0,045		
Vysotsk	0,025		
Bassin Nord			
Arkhangelsk	0,196	Naryan-Mar	0,299
Mezen	0,159	Onega	0,299
Bassin Extrême-Orient			
Vostochny	0,011	Nikolaïevsk-sur-l'Amour	0,050
Kholmsk	0,011		
Bassin de la Caspienne			
Canal Volga – Mer Caspienne		Makhachkala	0,016
Astrakhan	0,790		
Astrakhan (Olya)	0,480		
4. <u>Quai</u>			
Taxe perçue par mètre cube de capacité conventionnelle du navire pour chaque jour d'amarrage du navire.			
Les taxes de quai sont perçues auprès des navires restant à leur poste d'amarrage. Pour les navires des groupes "A", "B" et "H", les taxes de quai sont perçues par mètre cube de capacité conventionnelle du navire pour chaque journée d'amarrage du navire. La durée de l'amarrage est arrondie à la demi-journée supplémentaire.			
Pour les navires des groupes "C", "D", "E", "F" et "G", les taxes d'amarrage sont perçues par mètre cube de volume conventionnel pour chaque demande.			
Port	Navires des groupes A, B et H	Navires des groupes C, D, E, F et G	
	Navires restant à quai, une fois effectuées les opérations de manutention de la cargaison	Tous les autres cas	Dollars EU
	Dollars EU		
Bassin Mer Noire – Mer d'Azov			
Novorossisk			
- vraquiers	0,0022	0,0007	0,0044
- navires-citerne	0,0045	0,0015	
Sotchi	0,0220	0,0070	0,0044
Taganrog	0,0063	0,0021	0,0044
Tuapse			
- vraquiers	0,0021	0,0007	0,0044
- navires-citerne	0,0042	0,0014	
Autres ports	0,0040	0,0014	0,0044
Bassin de la Baltique			
Vyborg	0,0051	0,0017	0,0040
Vysotsk	0,0056	0,0019	0,0040
Kaliningrad	0,0070	0,0023	0,0040

Type de perception	Tarif		
Port	Dollars EU	Port	Dollars EU
Saint-Petersbourg	0,0031	0,0010	0,0040
Autres ports	0,0040	0,0013	0,0040
<b>Bassin Nord</b>			
Arkhangelsk	0,0062	0,0021	0,0050
Kandalakcha	0,0180	0,0060	0,0050
Mourmansk	0,0049	0,016	0,0050
Naryan-Mar	0,0156	0,0052	0,0050
Tiksi	0,0072	0,0024	0,0050
Autres ports	0,0100	0,0033	0,0050
<b>Bassins Arctique et Extrême-Orient</b>			
Anadyr	0,0079	0,0027	0,0070
Vanino	0,0046	0,0015	0,0060
Vladivostok	0,0054	0,0018	0,0060
Vostochny	0,0130	0,0043	0,0060
Korsakov	0,0190	0,0063	0,0060
Magadan	0,0056	0,0018	0,0070
Nakhodka	0,0049	0,0016	0,0060
Nakhodka (port pétrolier)	0,0148	0,0049	0,0060
Nikolaïevsk-sur-l'Amour	0,0184	0,0061	0,0060
Pevek	0,0113	0,0038	0,0070
Petropavlovsk-Kamchatsky	0,0121	0,0040	0,0070
Posyet	0,0113	0,0038	0,0060
Provideniya	0,0068	0,0024	0,0070
Kholmsk	0,0190	0,0063	0,0070
Egvekinot	0,0103	0,0034	0,0070
Autres ports	0,0097	0,0032	0,0060
<b>Bassin de la Caspienne</b>			
Astrakhan	0,0220	0,0070	0,0044
Makhachkala	0,0156	0,0052	0,0050
Autres ports	0,0146	0,0048	0,0044
<b>5. <u>Ancrage</u></b>			
<b>Taxe perçue par mètre cube de capacité conventionnelle du navire pour plus de 12 heures d'ancrage dans le port intérieur ou extérieur, par heure supplémentaire. Une fraction d'heure est comptée comme une heure complète.</b>			
<b>Bassin Mer Noire – Mer d'Azov</b>			
Novorossisk	0,0001	Taganrog	0,0001
Sotchi	0,0001	Tuapse	0,0001
		Autres ports	0,0001
<b>Bassin de la Baltique</b>			
Vyborg	0,0001	Kaliningrad	0,0001
Vysotsk	0,0001	Autres ports	0,0001
Saint-Petersbourg	0,0001		
<b>Bassin Nord</b>			
Arkhangelsk	0,0001	Naryan-Mar	0,0001
Amderma	0,0001	Onega	0,0001
Kandalakcha	0,0001	Tiksi	0,0001
Mezen	0,0001	Khatanga	0,0001
Mourmansk	0,0001	Autres ports	0,0001
<b>Bassins Arctique et Extrême-Orient</b>			
Anadyr	0,0001	Pevek	0,0001
Alexandrovsk (île de Sakhaline)	0,0001	Provideniya	0,0001
Beringovsky	0,0001	Petropavlovsk-Kamchatsky	0,0001

Type de perception	Tarif		
Port	Dollars EU	Port	Dollars EU
Boshnyakovo	0,0001	Poronaysk	0,0001
Vladivostok	0,0001	Posyet	0,0001
Vostochny	0,0001	Uglegorsk	0,0001
Vanino	0,0001	Ust-Kamchatsk	0,0001
Krasnogorsk	0,0001	Kholmsk	0,0001
Magadan	0,0001	Shakhtyorsk	0,0001
Nakhodka	0,0001	Egvekinot	0,0001
Nakhodka (port pétrolier)	0,0001	Autres ports	0,0001
Nikolaïevsk-sur-l'Amour	0,0001		
Bassin de la Caspienne			
Makhachkala	0,0001	Autres ports	0,0001
Astrakhan	0,0001		

- **Surtaxe à l'importation**

122. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que l'article 15 de la Loi fédérale n° 63-FZ du 14 avril 1998 sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie en matière de commerce extérieur des marchandises établissait le cadre juridique des mesures visant à préserver la situation de la balance des paiements du pays. Cet article était entièrement conforme aux dispositions de l'article XII du GATT de 1994. Conformément à cette loi, et en raison de difficultés particulières en matière de balance des paiements, la Résolution gouvernementale n° 791 du 17 juillet 1998 avait introduit une surtaxe spéciale à l'importation, au taux de 3 pour cent *ad valorem*, appliquée à toutes les positions tarifaires. La Résolution gouvernementale n° [...] du 27 février 1999 avait supprimé cette surtaxe à compter du 1<sup>er</sup> mars 1999.

123. Certains membres ont relevé que l'application d'une surtaxe tarifaire par la Fédération de Russie, sur la base des dispositions susmentionnées de la Loi fédérale n° 63-FZ, n'étaient peut-être pas conformes aux dispositions des Accords de l'OMC. Ces membres estimaient que, étant donné la contradiction entre la Loi fédérale n° 63-FZ et l'intention de la Russie d'établir une législation spéciale distincte sur les mesures correctives commerciales, il était nécessaire que la Fédération de Russie prenne l'engagement de remplacer les dispositions de la Loi fédérale n° 63-FZ concernant les mesures correctives commerciales, y compris celles appliquées à des fins de balance des paiements, par d'autres dispositions qui seraient conformes aux règles pertinentes de l'OMC, en particulier aux Accords de l'OMC sur les sauvegardes, sur les mesures antidumping et sur les subventions et les mesures compensatoires, ainsi qu'à l'article XII du GATT de 1994 et au Mémorandum d'accord sur l'interprétation de cet article.

## Application de taxes intérieures à l'importation

### - Droits d'accise

124. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que, jusqu'en janvier 1997, les droits d'accise sur certains produits étaient différents selon qu'il s'agissait de produits importés ou de produits de fabrication intérieure. La Loi fédérale n° 12-FZ du 10 janvier 1997 sur le droit d'accise a unifié les taux du droit d'accise pour les produits intérieurs et les produits importés. En vertu du chapitre 22 du Code fiscal (Loi fédérale n° 117-FZ du 5 août 2000), les taux du droit d'accise pour les importations et pour les marchandises d'origine nationale étaient identiques et conformes à l'article III du GATT de 1994. Les produits soumis aux droits d'accise et les taux respectifs du droit d'accise en 2001 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 17: Droits d'accise

Types de marchandises assujetties aux droits d'accise	Taux de droit (en pourcentage ou en roubles et kopecks par unité de mesure)
Alcool éthylique fabriqué à partir de tous types de matières premières	14 roubles 11 kopecks par litre d'alcool éthylique pur
Produits alcooliques titrant plus de 25 degrés d'alcool éthylique (excepté les vins) et produits contenant de l'alcool	98 roubles 78 kopecks par litre d'alcool éthylique pur contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Produits alcooliques titrant entre 9 et 25 degrés inclus d'alcool éthylique (excepté les vins)	72 roubles 91 kopecks par litre d'alcool éthylique pur contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Produits alcooliques titrant jusqu'à 9 degrés inclus d'alcool éthylique (excepté les vins)	50 roubles 60 kopecks par litre d'alcool éthylique pur contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Vins (excepté les vins naturels)	41 roubles 20 kopecks par litre d'alcool éthylique pur contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Champagne et vins pétillants	10 roubles 58 kopecks par litre
Vins naturels (sauf champagne et vins pétillants)	3 roubles 52 kopecks par litre
Bière d'un volume normatif (normalisé) titrant jusqu'à 0,5 degrés inclus d'alcool éthylique	Zéro rouble par litre
Bière d'un volume normatif (normalisé) titrant plus de 0,5 pour cent et jusqu'à 8,6 degrés (inclus) d'alcool éthylique	1 rouble 12 kopecks par litre
Bière d'un volume normatif (normalisé) titrant plus de 8,6 degrés d'alcool éthylique	3 roubles 70 kopecks par litre
Tabac à pipe	453 roubles 60 kopecks par kg
Tabac à fumer, sauf tabac utilisé comme matière première pour les produits à base de tabac	183 roubles 92 kopecks par kg
Cigares	11 roubles 20 kopecks par pièce
Cigarillos, cigarettes à bout filtre de plus de 85 mm de long	84 roubles par 1 000 unités
Cigarettes à bout filtre, sauf cigarettes de plus de 85 mm de long et cigarettes des classes 1, 2, 3 et 4 selon les normes GOST	61 roubles 60 kopecks par 1 000 unités

Types de marchandises assujetties aux droits d'accise	Taux de droit (en pourcentage ou en roubles et kopecks par unité de mesure)
Cigarettes à bout filtre des classes 1, 2, 3 et 4 selon les normes GOST	39 roubles 20 kopecks par 1 000 unités
Cigarettes sans filtre, cigarettes à embout	11 roubles 20 kopecks par 1 000 unités
Bijouterie	5 pour cent
Pétrole et condensats de gaz stables	73 roubles 92 kopecks par tonne
Voitures d'une puissance allant jusqu'à 67,5 Kw (90 CV) inclus	Zéro rouble par 0,75 Kwh (1 CV)
Voiture d'une puissance supérieure à 67,5 Kw (90 CV) et jusqu'à 112,5 Kw (150 CV) inclus	Zéro rouble par 0,75 Kwh (1 CV)
Voitures d'une puissance supérieure à 112,5 Kw (150 CV), motocycles d'une puissance supérieure à 112,5 Kw (150 CV)	112 roubles par 0,75 Kwh (1 CV)
Essence automobile à indice d'octane jusqu'à "80" inclus	1 512 roubles par tonne
Essence automobile d'autres indices d'octane	2 072 roubles par tonne
Carburant diesel	616 roubles par tonne
Huile pour moteurs (à injection) à gazole et (ou) carburateur	1 680 roubles par tonne
Gaz naturel vendu sur le territoire de la Fédération de Russie	15 pour cent
Gaz naturel vendu aux États membres de la Communauté d'États indépendants	15 pour cent
Gaz naturel vendu depuis le territoire de la Fédération de Russie (excepté aux États membres de la CEI)	30 pour cent

125. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que seules deux catégories de produits (gaz naturel et bijoux) font l'objet de taux *ad valorem*. La base d'imposition utilisée pour le calcul des droits d'accise sur ces produits est le prix de vente hors TVA, pour les produits d'origine nationale, et la somme de leur valeur en douane et des droits de douane exigibles hors TVA, pour les produits importés. Si les marchandises assujetties au droit d'accise sont placées sous régime douanier de transit, d'entrepôt en douane, de réexportation, de traitement sous contrôle douanier, de zone douanière franche, d'entrepôt en franchise, de destruction ou de refus en faveur de l'État, le droit d'accise n'est pas acquitté.

126. Il a déclaré que les droits d'accise différaient selon qu'ils s'appliquaient au commerce de la Russie avec les pays de la CEI ou au commerce avec les pays non membres de la CEI. Néanmoins, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001, avec l'entrée en vigueur du chapitre 22 du Code fiscal, le droit d'accise est perçu de manière uniforme, selon le principe du pays de destination.

127. Les membres ont exprimé leur satisfaction d'avoir reçu la liste exhaustive des droits d'accise et les autres renseignements concernant l'application de ces droits aux produits nationaux et aux produits importés. Notant que, lorsque des droits d'accise étaient collectés sur des importations de pays de la CEI, le pays de la CEI exportateur bénéficiait d'une réduction de ces droits, les membres

ont souligné que cette réduction pouvait constituer une violation apparente de l'article premier. De plus, la différenciation des taux de droits d'accise entre des catégories particulières de boissons alcooliques, par exemple entre différentes sortes de bières, de vins ou de spiritueux, pouvait de fait avoir un effet discriminatoire sur les importations. Il ont également demandé des précisions sur la définition des cigarettes désignées par l'expression "cigarettes à filtre des classes 1, 2, 3 et 4 établies par le GOST", et souhaité savoir s'il s'agissait de cigarettes importées ou fabriquées dans le pays, ou des deux sortes.

128. Notant par ailleurs que des taux différenciés de taxe d'accise étaient appliqués au gaz naturel selon qu'il était vendu en Russie, exporté vers d'autres pays de la CEI (15 pour cent) ou exporté vers d'autres pays (30 pour cent), certains membres ont estimé que cette pratique devrait être mise en conformité avec les règles de l'OMC dès l'accession. En outre, ils ont demandé plus d'explications sur les conséquences, au regard du traitement national, du fait de calculer les droits d'accise appliqués aux importations en se fondant sur la valeur en douane augmentée du total des droits de douane et autres taxes dues, alors que les droits d'accise visant les produits fabriqués dans le pays n'étaient fondés que sur la valeur réelle.

- **Taxe sur la valeur ajoutée**

129. Certains membres ont demandé confirmation du fait que la TVA était désormais appliquée de manière uniforme à tous les produits nationaux et importés et que tel était aussi le cas pour les produits importés de pays de la CEI depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001. On a également demandé si le même principe était appliqué aux importations et aux exportations de produits énergétiques tels que le gaz et le pétrole. Un membre a aussi posé une question sur les différents régimes de TVA appliqués aux crèmes glacées, selon que celles-ci étaient fabriquées à partir de lait et de produits laitiers (10 pour cent) ou à partir de fruits et de baies (20 pour cent).

130. Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que, conformément au chapitre 21 du Code fiscal (Loi fédérale n° 117-FZ du 5 août 2000 et Loi fédérale n° 118-FZ du 5 août 2000 sur l'introduction de la Partie 2 du Code fiscal), la TVA était appliquée de manière uniforme à tous les produits importés et à ceux d'origine nationale selon le principe du pays de destination, et tel était aussi le cas avec les pays de la CEI depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2001. La seule exception concernait le commerce bilatéral avec le Bélarus, pour lequel la TVA est perçue selon le pays d'origine. En ce qui concerne l'exportation de pétrole brut et de gaz naturel, la TVA serait perçue selon le pays de destination également s'agissant du commerce bilatéral avec les pays de la CEI à compter de l'année 2004 ou 2005.

131. Notant que l'application de taxes intérieures au Bélarus était encore fondée sur le pays d'origine, certains membres ont demandé à la Fédération de Russie d'indiquer comment, et dans quels délais, elle entendait modifier son système d'imposition avec le Bélarus. Ces membres ont aussi demandé que soit communiqué une liste, par position tarifaire du SH, des produits du pétrole et du gaz pour lesquels le niveau d'application de la TVA continuait d'être fondé sur le pays d'origine. Ils ont demandé en outre à la Fédération de Russie de communiquer un calendrier plus précis concernant l'unification de l'application de la TVA à tous les produits sur la base du pays d'origine.

132. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la TVA était prélevée à un taux unique de 20 pour cent, avec quelques exemptions qui figurent dans le tableau 18. Toutes ces exemptions sont appliquées de manière non discriminatoire entre la production nationale et les importations de produits similaires. Sont également exemptées de TVA les marchandises placées sous régime douanier d'entrepôt en douane de transit, de réexportation, en boutiques hors taxe, en traitement sous contrôle douanier, en zone douanière franche, en entrepôt sous douane, pour destruction et refus en faveur de l'État. La base d'imposition de la TVA inclut les droits d'accise éventuels. Pour les marchandises importées, les droits de douane sont également inclus dans la base d'imposition.

Tableau 18: Taxe sur la valeur ajoutée

N°	Marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie n'est pas soumise à la TVA
1.	<p>Les médicaments principaux et vitaux, y compris, entre autres, les substances préparées en pharmacie, sauf les matières premières servant à leur préparation, les produits riches en vitamines, les produits prescrits pour un traitement et ceux à usage préventif de l'industrie alimentaire – viande, produits laitiers, poisson, farine et céréales –, mais aussi les désinfectants ménagers, insecticides, produits pour la dératisation, couches, répulsifs, produits à usage vétérinaire, conteneurs et emballages;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- articles principaux et vitaux à usage médical;</li> <li>- équipements médicaux principaux et vitaux;</li> <li>- prothèses de membres et articles orthopédiques, matières premières servant à leur fabrication et articles semi-finis y afférents;</li> <li>- installations techniques, y compris véhicules motorisés et matériel utilisés uniquement pour prévenir l'invalidité ou dans le cadre de la rééducation de personnes invalides;</li> <li>- verres et cerclage de lunettes (autre que les lunettes de soleil);</li> <li>- produits alimentaires directement fabriqués par des cantines d'établissements universitaires et scolaires, des cantines d'autres établissements d'enseignement, des cantines d'organismes médicaux, d'établissements préscolaires et vendus par ces dernières aux établissements susmentionnés, ainsi que produits alimentaires fabriqués directement par des organismes de restauration et vendus par eux à ces cantines.</li> </ul>

N°	Marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie n'est pas soumise à la TVA
2.	<p>Timbres-poste (autres que les timbres de collection), cartes et enveloppes oblitérées, billets de loteries organisées sur décision du gouvernement russe et/ou des organismes (représentants) législatifs des entités constituantes de la Fédération de Russie;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pièces de monnaie en métal précieux (sauf monnaies de collection) russes ou étrangères. La procédure visant à référencer ces pièces en métal précieux comme des monnaies de collection est établie par le gouvernement de la Fédération de Russie;</li> <li>- biens soumis au régime douanier des boutiques franches;</li> <li>- biens (travaux et services), autres que marchandises et matières premières minérales assujetties à l'accise, vendus (effectués, rendus) dans le cadre d'une aide (assistance) gracieuse apportée à la Fédération de Russie conformément à la Loi fédérale y afférente et aux adjonctions et modifications apportées à certaines lois sur les taxes et l'établissement de privilèges dans le cadre des versements au Fonds extrabudgétaire de l'État consacré à l'aide (assistance) gracieuse à la Fédération de Russie.</li> </ul>
3.	<p>Vente d'objets à caractère religieux (conformément à la liste approuvée par le gouvernement de la Fédération de Russie sur demande d'organisations (associations) religieuses, ces objets étant produits et vendus (sauf biens assujettis à l'accise) par ces organisations (associations) dans le cadre de leurs activités religieuses et de la tenue, sur l'initiative des organisations suscitées, de cérémonies, de rites religieux, de rassemblements de prières et d'autres activités culturelles;</p>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- vente de biens (autres que des matières premières minérales et ressources minérales assujetties à l'accise) figurant sur la liste approuvée par le gouvernement de la Fédération de Russie sur demande d'organisations publiques de personnes handicapées de toutes les Russies et enfin les travaux et services (sauf courtage et autres services intermédiaires), effectués et vendus par:</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des organisations publiques de personnes invalides (y compris celles créées sous la forme de groupes d'organisations publiques de personnes invalides) dont 80 pour cent des membres au moins sont des personnes invalides, et leurs représentants légaux;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des organisations dont la totalité du capital autorisé est constitué de contributions à des organisations publiques de personnes invalides spécifiées au paragraphe 2 du présent alinéa si le nombre moyen des invalides figurant sur la liste des membres actifs correspond à 50 pour cent au moins de leurs employés et si leur part dans le fonds salarial est au minimum de 25 pour cent;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des établissements dont les capitaux appartiennent exclusivement à des organisations publiques de personnes invalides spécifiées au paragraphe 2 du présent alinéa, lesquels capitaux ont été rassemblés pour réaliser des améliorations d'ordre éducatif, culturel, médical, mais aussi des améliorations en matière de culture physique et de sport, à visée scientifique, informative et autres objectifs sociaux, mais également pour apporter, entre autres, une aide juridique aux enfants handicapés et à leurs parents;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- des ateliers dans des établissements où l'on soigne la tuberculose, les établissements psychiatriques et neuropsychologiques, des établissements de protection sociale ou de réinsertion sociale;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'occasion de la vente d'articles artisanaux populaires ayant une valeur artistique reconnue (sauf biens assujettis à l'accise), dont les échantillons ont été enregistrés selon la procédure établie par le gouvernement de la Fédération de Russie;</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'occasion de la vente de minerai, de concentrés et d'autres produits industriels contenant des métaux précieux, des fragments et des restes de métaux précieux destinés à être à nouveau traités et raffinés; de la vente de métaux précieux et de pierres précieuses par des contribuables (sauf ceux énumérés dans l'article 164-1 alinéa 6 du présent code) au Fonds national des métaux précieux et des pierres précieuses de la Fédération de Russie, à la Banque centrale de la Fédération de Russie et aux banques; de la vente de pierres précieuses brutes (autre que des diamants bruts) destinées à être traitées par des entreprises, quel que soit leur régime de propriété, en vue de ventes ultérieures à l'exportation; de la vente de pierres précieuses à l'état brut à des organisations commerciales étrangères spécialisées, à la Banque centrale de la Fédération de Russie et aux banques; de la vente de métaux précieux par le Fonds national des métaux précieux et des pierres précieuses de la Fédération de Russie à des organisations commerciales étrangères spécialisées, à la Banque centrale de la Fédération de Russie et aux banques; de la vente également de métaux précieux en lingots par la Banque centrale de la Fédération de Russie et les banques à condition que ces lingots restent dans une chambre forte certifiée (la chambre forte nationale des objets de valeur, la chambre forte de la Banque centrale de la Fédération de Russie ou les chambres fortes des banques);</li> </ul>

N°	Marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie n'est pas soumise à la TVA
	- à l'occasion de la vente de diamants bruts par des entreprises productrices à des entreprises de traitement quel que soit leur régime de propriété;
	- la vente intrasystème (transferts, réalisations et offre de services) de biens produits (travail réalisé, services rendus) par des organisations et établissements du système pénitentiaire;
	- lors du transfert gratuit de biens (réalisation du travail, offre de service) dans la cadre d'opérations caritatives conformément à la Loi fédérale sur les organisations caritatives (sauf biens assujettis à l'accise);
	- à l'occasion de la vente d'ouvrages scientifiques et éducatifs mais également la vente et la production dans le domaine de l'édition et de la polygraphie;
	- à l'occasion de la vente de produits fabriqués par des organisations engagées dans la production de produits agricoles représentant 70 pour cent et plus de la part totale des recettes des ventes afin de rémunérer en nature la main-d'œuvre mais également pour la restauration publique des ouvriers agricoles;
	- à l'occasion de la vente de produits des médias, de publications relatives à l'éducation, à la science et à la culture; travaux et services en matière d'édition, de publication et de polygraphie pour la fabrication de produits des médias et des ouvrages relatifs à l'éducation, à la science et à la culture.
4.	Le présent alinéa ne s'applique ni aux produits des médias à caractère publicitaire ou érotique ni aux publications de même nature.
5.	Les biens dont l'importation n'est pas soumise à la taxe sur la valeur ajoutée sont:
	- les biens (sauf biens assujettis à l'accise) importés pour aider (assister), à titre gracieux, la Fédération de Russie conformément aux modalités établies par le gouvernement de la Fédération de Russie en vertu de la Loi fédérale sur l'aide (assistance) gracieuse apportée à la Fédération de Russie et l'introduction de modifications et d'adjonctions à certains textes législatifs sur les taxes et sur l'établissement de privilèges dans le cadre des versements au Fonds extrabudgétaire de l'État consacré à l'aide (assistance) gracieuse à la Fédération de Russie;
	- les biens énumérés à l'article 149-2, alinéa 1, du Code fiscal et également les matières premières et composants nécessaires à leur production;
	- le matériel de production de médicaments immunobiologiques pour le diagnostic, la prévention et le traitement des maladies infectieuses (figurant dans la liste approuvée par le gouvernement de la Fédération de Russie);
	- les objets d'art de valeur, offerts à des établissements et que la loi qualifie d'objets de grande valeur en termes d'héritage culturel national des peuples de la Fédération de Russie;
	- tous types de publications reçues par l'État, les bibliothèques et les musées municipaux dans le cadre d'un échange international d'ouvrages, mais aussi produits cinématographiques importés par des organisations nationales spécialisées à des fins d'échanges internationaux non commerciaux;
	- tous types de publications reçues par l'État, les bibliothèques et les musées municipaux dans le cadre d'un échange international d'ouvrages, mais aussi produits cinématographiques importés par des organisations nationales spécialisées à des fins d'échanges internationaux non commerciaux;
-	- produits dont la fabrication provient de l'activité économique menée par des organisations russes sur des terres situées dans un pays étranger dans le cadre du droit accordé à la Fédération de Russie d'utiliser ces terres sur la base d'un traité international;
-	- traitement des équipements, de leurs composants et de leurs pièces détachées importées à titre de contribution au capital autorisé d'organisations; - diamants naturels bruts;
-	- traitement des équipements, de leurs composants et de leurs pièces détachées importées à titre de contribution au capital autorisé d'organisations; - diamants naturels bruts;
-	- les biens destinés à l'usage de représentations diplomatiques étrangères et d'agences étrangères assimilées, mais également à l'usage privé du personnel diplomatique, administratif et religieux de ces agences, y compris les membres de leurs familles qui vivent avec eux;
-	- la monnaie russe et les monnaies étrangères (sauf celles destinées à un usage numismatique) ainsi que les billets de banque ayant cours légal, mais également des instruments de crédit financier – actions, obligations, titres et effets de commerce;
-	- les produits de la pêche, pêchés ou fabriqués par des entreprises de pêche de la Fédération de Russie.

N°	Marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie n'est pas soumise à la TVA
6.	Biens assujettis à la TVA à un taux de 10 pour cent:
7.	La taxe est prélevée au taux de 10 pour cent dans le cas de la vente des produits alimentaires suivants:
	- bétail et volaille en poids vif;
	- viande et produits carnés (autres que les produits gastronomiques, à savoir: le filet, le veau, les langues, les saucisses - frais, fumés de qualité supérieure, frais, fumés et demi-secs, de qualité supérieure, frais, assaisonnés, farcis de qualité supérieure; produits fumés à base de porc, de mouton, de bœuf, de veau, de volaille - balik, carbonade, collier, jambon, pastorma, longe; porc et bœuf braisés; jambon en conserve, bacon, carbonade et langue en marinade;
	- lait et produits laitiers (y compris crèmes glacées produites à partir de ceux-ci, excepté les crèmes glacées à base de fruits et de baies, les glaces à base de fruits et autres aliments);
	- œufs et produits à base d'œuf;
	- huile végétale;
	- margarine;
	- sucre, y compris le sucre brut;
	- sel;
	- céréales, aliments composés, mélanges de fourrages, déchets de céréales;
	- graines oléagineuses et produits de leur traitement (coupe grossière), tourteaux d'oléagineux;
	- pain et produits de boulangerie (y compris pains spéciaux, biscottes et pains mollets);
	- gruaux;
	- farine;
	- produits à base de pâtes;
	- poissons vivants (bar européen, saumon de la Baltique et de Sibérie, esturgeon (béluga, bester, esturgeon, sevruga, sterlet), saumon, truite (excepté la truite de mer), nelma, saumon kéta, chavych, kizhuch, muksun, omul, sigans de Sibérie et de l'Amour, chir);
	- fruits de mer et produits à base de poisson, y compris les poissons refroidis, congelés et ayant subi d'autres sortes de traitements, harengs, aliments en conserve et aliments en conserve marinés (excepté les produits gastronomiques: caviar d'espèces d'esturgeons et de saumons; de bar européen, saumon de la Baltique, esturgeons - béluga, bester, esturgeon, sevruga, sterlet; saumon; dos et flancs de nelma, froid, fumé; saumon kéta et chavycha en saumure légère, moyenne et avec semuzh; dos de saumon kéta, chavycha et kizuch fumés froids, flancs de saumon kéta et filets de chavycha fumés froids; dos de muksun, d'omul, de sig de Sibérie et de l'Amour, chir fumé froid; filets en saumure en conserve – darnes de saumon de la Baltique et de saumon de Sibérie; chair de crabe et pattes de crabes cuisinées et congelées séparément; de langoustes);
	- aliments pour enfants et personnes diabétiques;
	- légumes (y compris les pommes de terre);
	- les produits ci-après destinés aux enfants:
	- articles tricotés pour les nouveau-nés et les enfants en âge d'aller à la garderie, à l'école maternelle, à l'école primaire et à l'école secondaire: articles tricotés de ville, sous-vêtements tricotés, chaussettes et collants, autres articles tricotés: gants, moufles, bonnets;
	- articles cousus (excepté les articles en fourrure naturelle ou en cuir naturel) pour les nouveau-nés et les enfants en âge d'aller à la garderie, à l'école maternelle, à l'école primaire et à l'école secondaire: les vêtements de ville (y compris les robes et costumes), sous-vêtements, bonnets, vêtements et articles pour les nouveau-nés et les enfants en âge d'aller à la garderie;
	- chaussures (excepté pour le sport): chaussures pour les nouveau-nés et les enfants en âge d'aller à la garderie, à l'école maternelle, à l'école primaire; en feutre; caoutchouc: pointures pour enfants en bas âge, enfants, école;
	- lits d'enfants;
	- matelas pour enfants;
	- poussettes;
	- livres d'exercices scolaires;
	- jouets;
	- pâte à modeler;
	- trousses;

N°	Marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie n'est pas soumise à la TVA
	- bâtonnets pour compter;
	- abaqués scolaires;
	- agendas scolaires;
	- livres de dessins;
	- albums à dessiner;
	- albums à tracer;
	- chemises pour cahiers d'exercice;
	- couvertures pour manuels, agendas, cahiers d'exercice;
	- supports de cartes avec chiffres et lettres;
	- couches.

133. A propos de la liste des exemptions de la TVA, énoncée au Tableau 18, certains membres ont noté qu'il y était indiqué que "la vente de produits fabriqués par des organisations engagées dans la production de produits agricoles représentant 70 pour cent et plus de la part totale des recettes des ventes" était exonérée de la TVA. Ils ont demandé à savoir quels étaient les produits en question et si les importations de produits similaires pouvaient aussi bénéficier d'une exemption. Notant que les "les produits de la pêche, pêchés ou fabriqués par des entreprises de pêche" étaient également exemptés de la TVA, ces membres ont demandé en outre si cette exemption s'étendait aussi aux produits de la pêche importés.

134. Certains membres ont demandé à la Fédération de Russie de s'engager à appliquer ses taxes intérieures, y compris la TVA, les droits d'accise et d'autres taxes sur les marchandises, de manière non discriminatoire aux importations – quel que soit leur pays d'origine – et aux produits fabriqués dans le pays, conformément aux articles premier et III du GATT de 1994, à compter de la date de l'accession.

135. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé qu'à compter de la date de son accession, la Fédération de Russie appliquerait ses taxes intérieures, y compris la TVA, les droits d'accise et d'autres taxes sur les marchandises, y compris celles énoncées au Tableau [...] et aux paragraphes [...] conformément aux articles premier et III du GATT de 1994, de manière non discriminatoire aux importations – quel que soit leur pays d'origine – et aux produits fabriqués dans le pays.]

### **Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les interdictions et les contingents**

136. En réponse aux questions des membres, le représentant de la Fédération de Russie a dit que celle-ci ne maintenait pas de restriction quantitative à l'importation, prohibition ou contingent, relevant de l'article XI du GATT de 1994. Il a noté que la seule exception était l'interdiction temporaire à l'importation d'alcool éthylique, imposée par la Loi fédérale n° 61-FZ du 31 mars 1999

sur l'interdiction temporaire des importations d'alcool éthylique, qui prendrait fin le 31 décembre 2001. Cette mesure était nécessaire pour faire respecter les mesures gouvernementales visant à restreindre les quantités de produit similaire d'origine nationale à la vente et pouvait être compatibles avec l'article XI:2 c) i) du GATT de 1994). Après le 31 décembre 2001, la réglementation des importations d'alcool éthylique ne serait touchée que par les droits d'importation et les licences décrits ci-après [aux paragraphes ...].

137. Il a ajouté que l'article 13 de la Loi fédérale n° 173-FZ du 22 novembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et des ventes d'alcool éthylique, de produits alcooliques et de produits contenant de l'alcool (modifiée ultérieurement) restreint les importations d'alcools distillés à 10 pour cent maximum des ventes d'alcool en Russie. Dans le cadre de ce contingent, au moins 60 pour cent des produits importés doivent titrer au plus 15 degrés d'alcool. Les dispositions de cet article n'ont jamais été appliquées.

138. Notant la déclaration de la Fédération de Russie concernant la levée de l'interdiction temporaire des importations d'alcool éthylique en tant que mesure de lutte contre la fraude fiscale, certains membres ont demandé à savoir si les autorités russes considéraient toujours cette interdiction comme temporaire, et quelle serait, après la levée de l'interdiction, l'incidence, sur les importations d'alcool éthylique, de la Loi fédérale n° 1199 sur l'approbation de règles régissant l'octroi de contingents pour la fabrication de tous les types d'alcool éthylique et de permis spéciaux pour la fourniture de ce produit. Cette loi semblant prévoir des contingents pour la fourniture d'alcool éthylique par des producteurs nationaux, il restait à savoir si la Russie envisageait à terme d'instaurer des contingents à l'importation. La Russie ayant évoqué une loi (en vigueur mais non appliquée) qui limitait les importations d'eaux-de-vie distillées à 10 pour cent du marché russe et qui stipulait que, sur ce contingent, au moins 60 pour cent des produits importés ne pouvaient titrer plus de 15 degrés d'alcool, les membres ont demandé si la Russie entendait effectivement abroger cette loi.

### **Systèmes de licence à l'importation**

139. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que le cadre juridique du régime de licences d'importation avait été établi par l'article 19 de la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur. Les articles 12 et 15 de cette loi stipulent que les procédures d'importation de pierres gemmes, de métaux précieux et de matières nucléaires devaient être établies par Décret présidentiel, alors que les procédures d'importation de marchandises ayant trait aux intérêts de sécurité nationale et au respect des accords internationaux conclus par la Russie étaient établies par le gouvernement de la Fédération de Russie.

140. Il a ajouté que, par la Résolution n° 1299 du 1<sup>er</sup> octobre 1996 sur les règles de conduite concernant les ventes aux enchères et les appels d'offres lors des attributions de contingents en cas d'établissement de restrictions quantitatives et de licences pour des produits, des travaux et des services, exportés et importés (modifiée les 27 janvier 1997, 2 février, 14 mars et 29 décembre 1998), le gouvernement russe avait mis en place une procédure uniforme pour la délivrance de licences d'importation, qui mettait en conformité les pratiques russes dans ce domaine avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Tableau 19 a): Liste des marchandises soumises à  
licence d'importation non automatique

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Armes, munitions, équipements militaires, kits de préparation de ces équipements	9301-9307, 8710	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Substances explosives	2904 20100, 3601-3604	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Matières nucléaires, équipements et installations pour fabriquer ces matières	2844, 8401 etc. conformément à la liste, convenue au niveau international, du Comité Zangger et du Club de Londres/groupe des fournisseurs nucléaires	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Produits pharmaceutiques	2904-2909, 2912-2942, 3001-3004, 3006 30, 3006 60	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Stupéfiants, substances psychotropes, poisons; matières pour fabriquer ces substances	Liste convenue au niveau international de la Convention des Nations Unies de 1961 (modifiée par le Protocole de Vienne de 1963)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Produits phytosanitaires	3808 (uniquement pour la préservation des végétaux)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Déchets dangereux	Liste convenue au niveau international de la Convention de Bâle	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Substances et produits détruisant l'ozone	Liste convenue au niveau international de la Convention de Montréal	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Dispositifs de cryptographie	847 (seulement pour le matériel de chiffrement) 847330 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854380900 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement pour le matériel de chiffrement)	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Marchandises à double usage qui peuvent être utilisées dans la production d'armes chimiques, biologiques, nucléaires ou de missiles de destruction massive	Listes convenues au niveau international	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Esturgeon et produits dérivés, y compris le caviar	Listes convenues au niveau international: ex.030199190, ex.030269190, ex.030270, ex.030379190, ex.030380, ex.030410190, ex.030410910, ex.030420190, ex.030490100, ex.030520, ex.030530900, ex.030549800, ex.030559900, ex.030569900, ex.051191900, ex.160419910, ex.160419980, ex.160420900 (toutes - poissons de l'espèce des esturgeons uniquement), 160430100	Protection de la vie ou de la santé des animaux	Article XX b)
Équipements pour réception non autorisée d'informations	ex.851750, ex.851780900, ex.852440100, ex.852510900, ex.852520900, ex.8527, ex.900651, ex.900652, ex.852530, ex.852540, ex.900653100 (toutes concernant les dispositifs spéciaux uniquement)	Protection de la moralité publique	Article XX a)
Alcool éthylique	220710000 220720000 220890910 220890990	Protection de la vie ou de la santé des personnes	Article XX b)
Vodka et quelques autres boissons alcooliques fortes	220860, 220890110, 220890190, ex.220890330, ex.220890380, 220890410, 220890450, ex.220890480, 220890520, ex.220890570, ex.220890690, ex.220890710, ex.220890740, ex.220890780	Protection de la vie ou de la santé des personnes	Article XX b)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Sucre brut	170111	Administration des contingents tarifaires	Accord sur les procédures de licence d'importation, articles 1 <sup>er</sup> et 3

Tableau 19 b) Liste des marchandises soumises à licence d'importation automatique

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences
Sirop de glucose	1702 30 990	Contrôle des flux commerciaux
Tabac et produits du tabac	2401-2403	Contrôle des flux commerciaux

141. Plus précisément, le représentant de la Fédération de Russie a dit que les licences d'importation en vigueur étaient justifiées par les dispositions des articles XX et XXI du GATT de 1994 et les dispositions correspondantes de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation. Conformément à la loi fédérale, des licences étaient imposées afin de respecter les accords internationaux, d'assurer la sécurité de l'État, la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, la protection de l'environnement et la protection de la moralité publique. Les licences étaient généralement délivrées par le Ministère du développement économique et du commerce. Dans le cas des armes et des munitions, les licences étaient délivrées par le Ministère de la défense. Le régime de licences s'appliquait aux importations de tous les pays, y compris les celles des pays de la CEI.

142. Concernant la déclaration de la Fédération de Russie selon laquelle l'application de licences d'importation non automatiques aux boissons alcooliques pouvait se justifier au titre de l'article XX du GATT de 1994, certains membres ont jugé que de plus amples explications étaient nécessaires pour comprendre en quoi le texte introductif de l'article XX était d'application dans ce cas. Des doutes ont été exprimés sur l'explication fournie par la Russie selon laquelle les prescriptions appliquées à certains articles énoncés dans le Tableau 19 a) (par exemple, l'alcool éthylique, la vodka, les produits pharmaceutiques et les produits phytosanitaires) étaient compatibles avec les dispositions des Accords de l'OMC. Ces membres ont aussi fait valoir que les autorisations préalables requises pour l'importation de marchandises soumises à une évaluation sanitaire et à une certification obligatoire pouvaient cacher des obstacles au commerce ou ne seraient peut-être pas appliquées de manière uniforme aux importations et aux produits nationaux.

143. S'agissant des renseignements fournis par la Fédération de Russie à propos des marchandises soumises à une licence non automatique, certains membres ont souhaité savoir si les autorités russes

estimaient que chaque prescription des articles premier et 3 de l'Accord sur les procédures de licence à l'importation avait été respectée du point de vue de l'octroi de licences d'importation non automatiques dans l'administration des contingents tarifaires fixées par la Russie pour le sucre brut (SH 1701.11).

144. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a dit que l'objet du régime de licences était de surveiller et de contrôler les importations de marchandises qui, pour diverses raisons, ont été classées comme sensibles pour la Russie et la communauté internationale. Il a dit que la Fédération de Russie n'avait pas l'intention de limiter la quantité et la valeur des importations, sauf exceptions prévues par des conventions internationales telles que le Protocole de Montréal ou la Convention de Bâle. Il a ajouté que les licences d'importation pour le tabac et le sirop de glucose avaient un caractère provisoire à des fins de contrôle, dans le but de recueillir des données concernant le commerce. Ces licences étaient accordées automatiquement. Dans le cas des licences pour les boissons alcooliques à haute teneur d'alcool, le requérant était tenu d'avoir une licence professionnelle.

145. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que la dernière résolution gouvernementale (n° 1580) instituant des licences d'importation ou d'exportation datait du 29 décembre 1998. Ensuite, les décisions concernant les marchandises soumises à un régime de licence d'importation ou d'exportation avaient été modifiées à plusieurs reprises ces trois dernières années, afin d'en réduire la liste au minimum. La décision la plus récente, adoptée le 20 juillet 2001, a éliminé le sucre blanc de la liste des produits soumis à licence d'importation. Il a ajouté que les demandes de licence étaient présentées à deux organes administratifs seulement. Le nombre et le type des renseignements à fournir étaient stipulés dans la Résolution gouvernementale n° 1299 du 31 octobre 1996, qui décrivait la procédure à suivre pour la demande. Ces renseignements incluaient les pièces suivantes: copie du contrat d'importation ou d'exportation, copie des statuts du requérant, copie du certificat d'enregistrement, approbation de l'agence fédérale responsable des marchandises sensibles spécifiques (seulement pour les licences non automatiques) et licence professionnelle (seulement pour les boissons alcooliques à haute teneur en alcool). En règle générale, la durée de validité d'une licence ne dépassait pas 12 mois, mais elle pouvait être prolongée sur demande du détenteur de la licence. Une somme de 3 000 roubles, au titre des frais d'administration, était demandée pour chaque licence d'importation ou d'exportation. Pour délivrer un permis préliminaire d'importation de produits pharmaceutiques, le Ministère de la santé percevait une redevance de 0,05 pour cent de la valeur contractuelle des marchandises. Les demandes ne pouvaient être rejetées que si l'un quelconque des documents ci-dessus n'était pas fourni, si les renseignements présentés par le demandeur étaient faux ou si l'importateur ou l'exportateur ne remplissait pas les conditions stipulées dans les conventions internationales concernant des marchandises spécifiques. Une licence devait être délivrée dans les 25 jours suivant la présentation de l'ensemble complet de documents.

146. Notant que, dans le domaine des boissons alcooliques, les licences à l'importation n'étaient accordées que si le demandeur était déjà titulaire d'une autorisation d'exercer une activité, certains membres ont estimé qu'il convenait d'expliquer plus en détail les raisons de ce qui semblait être une double prescription. Ces membres ont aussi souhaité savoir combien de licences étaient accordées chaque année et combien, sur ce nombre, étaient actuellement en vigueur. Ces membres attendaient de la Fédération de Russie qu'elle s'engage à ce que toute licence d'importation pour l'alcool éthylique, les boissons alcooliques et les produits pharmaceutiques soit accordée automatiquement selon un régime compatible avec les prescriptions de l'OMC, y compris l'article 2 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. De plus, la Fédération de Russie devrait s'engager à faire en sorte que toutes les licences accordées pour ces produits et pour tout autre produit soumis à licence ne soient appliquées qu'en conformité avec les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation.

147. Certains membres ont demandé des éclaircissements sur la situation de tout projet législatif russe qui aurait pour effet de limiter les importations de produits pharmaceutiques dont il existait des équivalents en Russie. Ces membres ont estimé que, s'il était adopté, un tel projet de loi serait contraire aux articles III et XI du GATT de 1994.

148. S'agissant de la Résolution gouvernementale n° 1539 sur l'importation en Fédération de Russie et l'exportation depuis ce pays de médicaments et de substances pharmaceutiques, certains membres ont indiqué que, selon le paragraphe 2 de ce texte, il semblait que les fabricants étrangers devaient avoir des bureaux dans la Fédération de Russie pour obtenir une licence d'importation. Ils ont demandé éclaircissements pour savoir si tel était effectivement le cas, et noté qu'une telle serait contraire aux règles de l'OMC. En outre, ils ont invité la Fédération de Russie à fournir des explications sur le but de ces dispositions, notamment en ce qui concerne les licences à l'importation de produits tels que les arômes et les précurseurs chimiques à double emploi, et à indiquer si ces dispositions prévoyaient l'examen de chaque contrat d'importation.

149. Notant que des exportateurs de produits pharmaceutiques avaient exprimé des inquiétudes vis-à-vis de certaines prescriptions de la Russie en matière de licences d'importations (si par exemple la molécule type d'un produit pharmaceutique n'avait pas changé, le renouvellement périodique des licences semblait inutile et risquait d'être coûteux et lourd à gérer pour le secteur), certains membres ont demandé si ces prescriptions étaient appliquées de la même manière à des produits nationaux similaires, car elles pouvaient constituer une violation de l'article III. Notant en outre que certains exportateurs de produits pharmaceutiques s'étaient inquiétés de voir que l'administration des licences au Ministère de la santé et au Ministère du développement économique et du commerce n'était pas conforme, pour l'heure, aux prescriptions de l'OMC, notamment au regard de la transparence, des

taxes pour services fournis, du traitement dans un délai raisonnable et de la tolérance d'erreurs mineures dans la documentation, ces membres ont demandé des précisions sur les mesures que la Fédération de Russie entendait prendre pour faire en sorte que l'administration des licences à l'importation soit conforme aux prescriptions des Accords de l'OMC.

150. Certains membres ont indiqué qu'ils croyaient comprendre que les licences d'activités pour les pierres gemmes et les métaux précieux avaient été abolies le 11 février 2001 (en vertu de la Loi fédérale n° 128). La Fédération de Russie avait reconnu que la loi en vigueur concernant les produits pharmaceutiques (n° 86) était incompatibles avec les nouveaux projets de lois sur le commerce extérieur et les licences d'importation et d'exportation. Ces membres espéraient que la Fédération de Russie signalerait au Groupe de travail que la Loi n° 86 serait modifiée ou abrogée pour assurer la conformité avec les règles de l'OMC, et qu'elle indiquerait clairement le calendrier envisagé à cet effet. La Fédération de Russie devrait aussi confirmer que les licences d'activité seraient rendues disponibles pour toutes les sociétés enregistrées (nationales et étrangères) qui satisfont aux critères établies par la réglementation nationale. Les licences d'activité dans ces secteurs n'étaient disponibles que pour certaines sociétés russes ou (dans le cas des médicaments) que pour des sociétés russes ayant une licence de production pour les mêmes articles. Ces membres estimaient que cette discrimination devrait être éliminée. Ils ont relevé que cela n'empêcherait pas la Fédération de Russie d'exploiter des entreprises commerciales d'État ou de procéder à des contrôles à l'importation et à l'exportation, par exemple à des fins de protection de la santé humaine, pourvu que ces contrôles soient appliqués de manière conforme aux règles de l'OMC en la matière.

151. Les membres estimaient que la Fédération de Russie devrait s'engager à appliquer, dès l'accession, des mesures en matière de licences d'importation, notamment celles qui concernaient la conformité aux normes ou la certification sanitaire, conformément aux Accords de l'OMC et en particulier aux articles XI, XII, XIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, et aux Accords sur l'agriculture, sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, sur les procédures de licences d'importation, sur les sauvegardes et sur les obstacles techniques au commerce. Pour faciliter l'adoption de cet engagement, la Fédération de Russie a été invitée à communiquer une version mise à jour de la description de son régime de licences d'importation, ainsi qu'à fournir des renseignements sur les critères particuliers employés pour appliquer les diverses prescriptions en matière de licence.

152. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci, à compter de la date de son accession, éliminerait les restrictions quantitatives à l'importation ou autres mesures non tarifaires telles que contingents, interdictions, permis, autorisations préalables obligatoires, formalités de licence et autres restrictions d'effet équivalent qui ne pouvaient pas être justifiées au titre des dispositions des Accords de l'OMC, et n'introduirait, ne réintroduirait ni n'appliquerait de telles

mesures. Après l'accession, les modifications du régime de licences d'importation seraient en pleine conformité avec toutes les règles pertinentes de l'OMC, notamment l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Il a confirmé en outre que le pouvoir légal qu'avait le gouvernement de la Fédération de Russie de suspendre les importations ou d'appliquer des formalités de licence susceptibles d'être utilisées pour suspendre ou interdire des échanges ou en restreindre le volume serait exercé, à compter de la date de l'accession, en conformité avec les prescriptions des Accords de l'OMC, en particulier les articles III, XI, XII, XIII, XIX, XX et XXI du GATT de 1994, et les Accords de l'OMC sur l'agriculture, sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, sur les procédures de licences d'importation, sur les sauvegardes, sur les obstacles techniques au commerce, et le Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements.]

- **Évaluation en douane**

153. Les Membres ont noté que les sujets de préoccupation, dans ce domaine, comprenaient l'utilisation de prix à l'importation fixés de fait pour certaines marchandises, la nécessité d'établir des dispositions plus précises pour l'évaluation des importations susceptibles d'impliquer des parties tierces, et de la nécessité d'intégrer les notes interprétatives dans l'Accord à titre de texte juridique. Ils ont réaffirmé que toute méthode d'évaluation minimale ou arbitraire, même destinée à régler un problème particulier, devait être abandonnée avant l'accession et remplacée par des procédures conformes aux prescriptions de l'OMC.

154. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que les dispositions de base concernant les pratiques d'évaluation en douane en Russie figuraient dans la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le Tarif douanier et dans la Résolution gouvernementale n° 856 du 5 novembre 1992 sur la procédure d'évaluation en douane des produits importés sur le territoire de la Fédération de Russie. Les règles appliquées pour déterminer la valeur en douane se fondent sur les dispositions de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Les six modes d'évaluation en douane appliqués en Russie sont tous fondés sur les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de cet accord.

155. Il a ajouté que, pour tenir compte des dispositions de l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, le Comité d'État des douanes appliquait une technique spéciale de contrôle douanier visant à empêcher la sous-facturation aux fins de l'évaluation en douane, par exemple par l'utilisation de faux documents déclarant un prix contractuel clairement sous-évalué lors des formalités de douane.

156. Constatant que les autorités russes avaient évoqué une "technique spéciale de contrôle douanier" récemment instaurée par le Comité d'État des douanes pour éviter la "sous-facturation flagrante" aux fins de l'évaluation en douane, certains membres ont demandé des explications sur les modalités d'application et la justification de cette technique spéciale au regard de la loi.

157. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a dit que cette technique consistait à confier à l'autorité décisionnelle des services douaniers la tâche de vérifier la véracité et l'exactitude de la valeur déclarée des produits. Les services douaniers compétents étaient investis de certaines fonctions de contrôle de la valeur en douane, et les situations dans lesquelles ces fonctions pouvaient être exercées étaient spécifiées, et la procédure opérationnelle des services douaniers à divers niveaux (bureau de douane, autorités douanières régionales, personnel du Comité des douanes) était définie. Cette technique n'était pas destinée à remplacer la législation russe applicable en matière d'évaluation en douane sur la base de l'utilisation de la valeur transactionnelle comme principale méthode d'évaluation. Cette technique pouvait aussi permettre aux autorités douanières d'appliquer plus efficacement les dispositions de l'article 13 de l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, car elle simplifiait les procédures et les critères utilisés pour décider si la valeur transactionnelle déclarée pouvait avoir été sous-évaluée.

158. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté qu'il était possible de recourir contre des décisions du Comité des douanes conformément à la procédure établie par le Code douanier de la Fédération de Russie. Selon l'article 407 de ce Code, le premier recours doit être introduit auprès de la haute administration des douanes de la Fédération de Russie, et l'article 416 stipule que si ce recours est rejeté l'importateur peut faire appel devant un tribunal. Il a également indiqué que projet de chapitre 27 du Code fiscal, intitulé "Droit de douane et redevances douanières", contient des prescriptions destinées à assurer la conformité des procédures d'évaluation en douane avec les dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.

159. Certains membres ont également noté que la législation en vigueur ne semblait pas totalement conforme à l'article 13 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, lequel instaurait un système de garantie permettant à un importateur de retirer des marchandises de la douane en attendant la détermination définitive de la valeur, à condition qu'il fournisse une garantie suffisante. Il s'agissait d'une disposition très importante car elle garantissait que les procédures douanières ne permissent pas, en elles-mêmes, de bloquer des importations. Ces membres ont demandé confirmation du fait que les décisions pertinentes des Douanes, par exemple les ordonnances et autres textes, ainsi que les décisions des autorités douanières locales, que les négociants devaient pouvoir examiner et comprendre, seraient à cette fin mises à la disposition des négociants et d'autres parties intéressées dans les meilleurs délais et à un coût raisonnable. Il a également été demandé

comment le Comité d'État des douanes et ses bureaux régionaux publiaient et/ou rendaient disponibles les textes de leurs décisions et les autres informations destinées aux importateurs et aux exportateurs.

160. Notant qu'un nouveau Code fiscal et un projet de Code douanier avaient été mentionnés, les membres estimaient nécessaire de recevoir de plus amples renseignements sur les projets législatifs dans ce domaine, avant de pouvoir entamer un débat sérieux pour déterminer dans quelle mesure il faudrait procéder à d'autres ajustements pour mettre les pratiques russes en pleine conformité avec les prescriptions des Accords de l'OMC. Ils ont noté que les protections procédurales prévues dans l'Accord sur l'OMC pour faciliter les importations représentaient des avantages notables pour les Membres de l'OMC et devraient être établies en Russie dès l'accession.

161. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que les lois, règlements et pratiques de la Russie en matière d'évaluation en douane seraient pleinement conformes aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, notamment l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, à compter de la date de l'accession et sans période transitoire. Il a confirmé en outre que, pour déterminer la valeur des importations, la Fédération de Russie appliquerait les dispositions concernant le traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées ainsi que les dispositions concernant l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données. Conformément aux dispositions qui viennent d'être citées, seul le coût du support informatique lui-même serait pris en compte dans l'évaluation en douane. Il a confirmé également que la Fédération de Russie avait mis fin à l'utilisation de prix minimaux ou de prix de référence pour déterminer la valeur des importations, et que la Fédération de Russie n'utiliserait aucune forme de valeur minimale, prix de référence ou barème d'évaluation uniforme ni n'appliquerait de droits et taxes à compter de la date de l'accession. Il a ajouté que, en tant qu'accord international, l'Accord de l'OMC sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 prévaudrait sur la législation nationale après l'accession.]

- **Règles d'origine**

162. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que celle-ci suivait de près les travaux de l'OMD et de l'OMC concernant l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles. Conformément aux dispositions de la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le Tarif douanier, les principes permettant de déterminer le pays d'origine des marchandises sont fondés sur les pratiques internationales. Les procédures de détermination du pays d'origine des marchandises sont établies conformément à cette loi. Les marchandises sont originaires d'un pays si elles y ont été totalement obtenues ou substantiellement transformées conformément aux critères énoncés dans ladite loi. Le pays d'origine des marchandises peut aussi s'entendre d'un groupe de pays, d'une union douanière,

d'une région ou d'une partie d'un pays, si cela est nécessaire pour les identifier dans le but de déterminer l'origine des marchandises. Il a également indiqué que les dispositions de la Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le Tarif douanier qui concernaient la détermination du pays d'origine des marchandises, reflétant les pratiques internationales et mettant en œuvre les recommandations de la Convention de Kyoto, avaient été incorporées dans le projet de nouvelle version du Code douanier de la Fédération de Russie.

163. Il a expliqué en outre que, afin de vérifier l'origine des marchandises en provenance d'un pays, le services des douanes russe peut demander la présentation d'un certificat d'origine. Cette disposition s'applique, en particulier, pour les marchandises originaires des pays qui bénéficient du SGP national; pour les marchandises dont l'importation en provenance d'un pays donné est réglementée par des restrictions quantitatives (contingents) ou par d'autres méthodes de réglementation des activités économiques extérieures; si le cas est prévu par des accords internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie, ainsi que par la législation russe sur la protection de l'environnement, la santé publique, la protection des droits des consommateurs russes, l'ordre public, la sécurité de l'État et d'autres intérêts vitaux de la Fédération de Russie; enfin, dans les cas où des données sur l'origine des marchandises manquent dans les documents présentés pour les formalités douanières ou lorsque le services de douanes russe a de bonnes raisons de penser que les données déclarées sur l'origine des marchandises ne sont pas dignes de foi.

164. Le certificat d'origine des marchandises doit certifier sans équivoque que ces marchandises sont originaires du pays spécifié et il doit contenir une déclaration écrite de l'expéditeur selon laquelle les marchandises respectent les critères d'origine appropriés, ainsi qu'une confirmation écrite de l'organisme dûment autorisé du pays exportateur qui a établi le certificat, selon laquelle les informations qui y figurent sont exactes.

165. Le certificat d'origine des marchandises doit être présenté avec la déclaration en douane et les autres documents présentés pour les formalités douanières. Si des doutes existent sur la validité d'un certificat ou sur l'exactitude des informations qui y figurent, y compris les données concernant le pays d'origine des marchandises, le service des douanes russe peut prendre contact avec les organismes qui ont établi le certificat ou d'autres autorités du pays indiqué comme étant le pays d'origine des marchandises, et demander des renseignements complémentaires ou des éclaircissements. Les marchandises ne sont pas considérées comme originaires d'un pays donné tant que n'ont pas été présentés un certificat d'origine dûment établi ou les informations demandées.

166. Il a noté que les autorités douanières russes ne pouvaient refuser de dédouaner des marchandises à la frontière russe que si elles avaient des motifs suffisants de croire que ces

marchandises étaient originaires d'un pays dont les marchandises ne pouvaient être dédouanées en vertu d'accords internationaux auxquels la Russie est partie et/ou de la législation russe. Le fait de ne pas présenter de certificat dûment établi ou des données sur l'origine des marchandises ne constituait pas un motif pour refuser de laisser ces marchandises franchir la frontière. Les marchandises dont l'origine n'était pas clairement établie devaient être dédouanées après paiement des droits de douane aux taux non NPF du Tarif douanier russe.

167. Il a ajouté que la détermination de l'origine des marchandises originaires des pays en développement admis à bénéficier du système de préférences appliqué par la Fédération de Russie était régie par les "Règles d'origine des marchandises originaires des pays en développement aux fins des préférences tarifaires au titre du Système généralisé de préférences", incorporées dans l'Accord des États de la CEI du 12 avril 1996 sur les règles d'origine des marchandises originaires des pays en développement aux fins des préférences tarifaires au titre du Système généralisé de préférences. Quant aux règles d'origine des accords de libre-échange, des critères supplémentaires en matière d'achat direct étaient utilisés.

168. S'agissant des marchandises originaires des pays de la CEI, il a dit que la Fédération de Russie avait adopté les "Règles d'origine des marchandises", approuvées par le Conseil des chefs de gouvernement de la CEI le 30 novembre 2000. Ces règles ont été élaborées conformément aux pratiques internationales en matière de détermination de l'origine.

169. Notant que les dispositions relatives aux règles d'origine contenues dans la Loi fédérale n° 5003-1 sur le Tarif douanier ne semblaient pas traduire pleinement les prescriptions de l'Accord sur l'OMC, certains membres ont jugé essentiel de faire en sorte que le nouveau projet de Code douanier contienne des règles d'origine révisées qui soient plus conformes aux règles de l'OMC. Ces membres ont aussi demandé à savoir si ces nouvelles lois couvriraient à la fois les règles d'origine préférentielles et les règles d'origine non préférentielles.

170. Certains membres se sont intéressé en particulier aux dispositions concernant le droit de demander la détermination d'une origine à un État avant une expédition, et ont demandé un engagement sur ces dispositions conformément aux prescriptions de l'article 2 h) et de l'annexe II, paragraphe 3 d), de l'Accord sur les règles d'origine. De plus, ils ont aussi indiqué que les règles d'origine préférentielles appliquées par la Russie en faveur de la CEI devaient reprendre pleinement les règles provisoires de l'Annexe II de l'Accord. À cet égard, ces membres ont demandé si la "Décision du Conseil des Gouvernements de la Communauté des États indépendants sur les règles régissant la détermination de l'origine des marchandises d'un pays", datée du 24 septembre 1993,

répondait actuellement à ces prescriptions; ces membres ont invité la Russie à prendre un engagement concernant leur mise en œuvre dès l'accession.

171. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé qu'à compter de la date de son accession, la Fédération de Russie appliquerait les lois et règlements sur les règles d'origine pour les échanges, tant NPF que préférentiels, en conformité avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine, y compris les dispositions de l'annexe II, et que ces dispositions seraient inscrites dans la législation de la Fédération de Russie. Aussi, conformément aux prescriptions de l'article 2 h) et de l'annexe II, paragraphe 3 d), c'est-à-dire celles concernant les règles d'origine non préférentielles et les règles d'origine préférentielles, respectivement, les autorités douanières de son pays fourniront, sur demande d'un exportateur, d'un importateur ou de toute personne ayant des motifs valables, une appréciation de l'origine de l'importation en question et elles en énonceront les modalités. Conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine susmentionnées, toute demande d'appréciation de cette nature sera acceptée même avant que les échanges de la marchandise en question ne commencent, et toute appréciation de cette nature demeurera valable pendant trois ans.]

- **Autres formalités douanières**

172. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que les autres formalités douanières en usage dans la Fédération de Russie étaient appliquées conformément aux règles internationalement acceptées et qu'elles étaient fondées sur la Convention de Kyoto.

173. Notant cette déclaration, certains membres estimaient que la simplification des contrôles à la frontière et des documents douaniers nécessaires pour effectuer des importations en Fédération de Russie aurait une incidence favorable, grâce à la réduction des coûts et à l'amélioration de l'efficacité dont bénéficieraient les négociants russes.

174. Relevant que son pays subissait un afflux massif et incontrôlé de produits de contrebande en provenance de la Fédération de Russie, qui portait sérieusement préjudice au marché national, un membre a demandé aux autorités russes de préciser comment elles entendaient contrôler en totalité l'ensemble des frontières douanières de la Fédération de Russie pour empêcher la sortie de produits de contrebande du territoire russe, qui continuent de porter préjudice aux petits pays voisins vulnérables. Ce membre estimait aussi que les règlements imposés par la Fédération de Russie sur l'importation de certains types de produits (vins et produits à base de vin, produits pétroliers, produits du tabac, viande de volaille, etc.), selon lesquels ces produits ne pouvaient être acheminés que par certains points de contrôle souvent situés loin des pays exportateurs, même lorsqu'il s'agissait de pays voisins,

constituaient un obstacle occulte aux échanges. Il demandait par conséquent que la Fédération de Russie fasse en sorte que ces prescriptions soient supprimées ou considérablement simplifiées.

175. Les membres espéraient que la Fédération de Russie s'engage à ce que, dès l'accession, tous les règlements, formalités et prescriptions liés à l'importation de marchandises, y compris en ce qui concerne le contrôle à des fins statistiques, le dédouanement, les documents, la documentation et la certification, l'inspection et l'analyse, et toute modification de ces règlements, formalités et prescriptions, soient publiés suffisamment à l'avance et appliqués d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable sur l'ensemble du territoire douanier de la Fédération de Russie, et conformément aux prescriptions de l'OMC, notamment les articles VIII et X du GATT. Les règlements, formalités et prescriptions en matière douanière devraient également être appliqués et mis en œuvre d'une manière conforme aux prescriptions des Accords de l'OMC. Ces membres ont relevé que les producteurs et les exportateurs constataient régulièrement des incohérences entre les décisions administratives prises par les autorités russes et la législation russe en vigueur. De plus, il semblait y avoir des incohérences entre le cadre législatif général et les réglementations subsidiaires et les directives administratives édictées par les organes gouvernementaux de la Fédération de Russie (tels que le Comité d'État des douanes). En outre, les mesures administratives prises par le Comité d'État des douanes sont parfois édictées sous forme d'"arrêts secrets" et leur teneur n'est pas mise à la connaissance des négociants.

176. Un membre a dit que les autorités de son pays avaient identifié un certain nombre de mesures qui suscitaient des préoccupations dans ce domaine. En vertu des Ordonnances du Comité d'État des douanes n° 155 du 14 février 2001 et n° 949 du 1<sup>er</sup> octobre 2001, certaines marchandises considérées comme présentant un risque élevé (par exemple, certains produits alimentaires) ne pouvaient être mises en libre circulation sans l'approbation expresse d'une autorité supérieure des douanes. La procédure d'obtention de cette approbation peut prendre une à deux semaines. Selon des règles introduites en octobre 2001 par l'Autorité douanière du Nord-Ouest, les expéditions de "produits à risque" (un groupe étendu de produits incluant le café, les meubles, les pneumatiques et les machines laver) sont soumises à des prescriptions documentaires excessives, y compris en ce qui concerne la propriété du véhicule. La Fédération de Russie avait aussi imposé des restrictions selon lesquelles le dédouanement de certaines marchandises, dont les textiles, les vêtements et le matériel électrique, ne pouvait se faire qu'à des points de passage avec certains pays asiatiques ainsi que dans les ports et aéroports. En conséquence, ces marchandises originaires d'Asie ne pouvaient plus être exportées vers la Fédération de Russie via le territoire douanier du membre en question. Tout en suscitant des préoccupations quant à leur conformité aux prescriptions de l'OMC concernant le trafic en transit, ces décrets permettaient aux entreprises exportant vers la Fédération de Russie d'utiliser des matières premières d'Extrême-Orient à des fins de sous-traitance et, de ce fait, créaient un obstacle à la

coopération commerciale. Il résulte de tout ce qui précède que les entreprises exportant vers la Russie doivent accomplir des formalités douanières imprévisibles, non transparentes, longues et généralement excessives au point d'entrée sur le territoire douanier de la Fédération de Russie. Des contrôles appropriés des marchandises importées peuvent être requis pour garantir que les prescriptions réglementaires russes soient respectées, mais de telles mesures ne devraient pas être appliquées d'une manière autoritaire ou non transparente. Les prescriptions ordinaires de l'OMC en matière de transparence, de prévisibilité et d'application uniforme devraient s'appliquer.-

- **Inspection avant expédition**

177. Les autorités russes ayant déclaré que la Russie n'avait pas besoin de services d'inspection avant expédition, les membres lui ont demandé de s'engager à garantir que si de tels services devaient être employés à l'avenir, leur fonctionnement serait conforme aux dispositions des Accords de l'OMC, par exemple en ce qui concerne les droits prélevés pour services fournis, le respect d'autres prescriptions de l'OMC concernant les formalités douanières et le droit de former un recours auprès des pouvoirs publics.

178. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que si la celle-ci devait adopter ce genre de système dans l'avenir, il serait temporaire. Le gouvernement de la Fédération de Russie prendrait la responsabilité de faire en sorte que les opérations effectuées par toute société d'inspection avant expédition dont il garderait le contrôle seraient conformes aux prescriptions des Accords de l'OMC, en particulier les Accords sur l'inspection avant expédition, sur les procédures de licences d'importation, sur l'évaluation en douane, sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et sur les obstacles techniques au commerce. Il a en outre confirmé que les droits et prélèvements perçus par ces sociétés seraient conformes à l'article VIII du GATT de 1994, et qu'un tel système serait conforme aux prescriptions de procédure régulière et de transparence des Accords de l'OMC, en particulier l'article X du GATT de 1994 et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.]

- **Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime des sauvegardes**

179. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la Loi fédérale n° 63-FZ du 14 avril 1998 sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie en matière de commerce extérieur des marchandises établissait les règles de procédures concernant les demandes, la conduite des enquêtes et l'imposition de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de droits compensateurs ainsi que d'autres réglementations des exportations et des importations prévues dans les règles pertinentes du GATT de 1994, y compris des mesures visant à protéger la balance des paiements. Des mesures antidumping, des mesures de sauvegarde et des mesures compensatoires ne pouvaient être introduites qu'à la suite d'une enquête révélant des éléments

de preuve sur des importations substantiellement accrues, subventionnées ou à prix très réduits, sur des dommages graves ou importants causés à la branche de production nationale ou sur une menace de dommage et un lien de causalité entre ces éléments. Ces mesures ne pouvaient être en vigueur que pendant une durée limitée, le temps nécessaire pour éliminer le dommage. Les Règlements du gouvernement n° 183 et 184 du 16 février 1999 et n° 274 du 11 mars 1999 établissaient les procédures d'enquête ainsi que de détermination du dommage.

180. Il a ajouté qu'un nouveau projet de Loi fédérale sur les mesures antidumping, mesures de sauvegarde et mesures compensatoires avait été élaboré par le gouvernement en totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC et serait soumis sous peu à la Douma.

181. S'agissant de la lutte contre le dumping, les membres ont noté que la description de la législation en vigueur présentée par les autorités russes ne semblait pas conforme aux dispositions pertinentes des Accords de l'OMC. Les enquêtes, notamment, semblaient être limitées aux aspects liés aux dommages et à la causalité sans qu'il soit nécessaire de déterminer réellement l'existence d'un dumping, toute mesure appliquée devant en principe rester en vigueur pendant "une durée limitée, le temps nécessaire pour supprimer le dommage", ce qui n'était pas nécessairement conforme à la durée maximum de cinq ans prévue pour les mesures prises au titre de l'Accord antidumping de l'OMC. S'agissant des sauvegardes, les membres ont estimé que de plus amples renseignements étaient nécessaires sur les mesures appliquées ou envisagées par les autorités russes (par exemple pour les caramels et l'acier) avant de déterminer leur compatibilité avec les règles de l'OMC.

182. Notant qu'une nouvelle législation était en cours d'élaboration dans ces domaines, en particulier une nouvelle loi portant adjonction et modification à la Loi fédérale sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie dans le commerce extérieur des marchandises, les membres ont estimé que le Groupe de travail devrait avoir la possibilité d'examiner le contenu et la portée de cette nouvelle législation et de toute réglementation destinée à la mettre en œuvre de manière à refléter ses dispositions dans le projet de rapport. La Fédération de Russie semblant avoir l'intention de recourir à ces textes pour réglementer les échanges, les membres ont aussi donc souligné qu'il était important de prendre un engagement approprié confirmant la pleine conformité des nouvelles lois et réglementations et de leurs modalités d'application avec les Accords de l'OMC.

183. Un membre a demandé à la Fédération de Russie de confirmer que, nonobstant l'article 18.3 de l'Accord antidumping, la Fédération de Russie appliquerait les dispositions de l'Accord antidumping pour les procédures prévues à l'article 9.3, y compris le calcul des marges de dumping, en rapport avec les mesures antidumping adoptées avant l'entrée en vigueur du projet de Protocole

("mesures existantes"), pour le réexamen des mesures existantes prises au titre des articles 9.5, 11.2 et 11.3 comme suite à des demandes présentées au moment de l'entrée en vigueur du projet de Protocole ou après celle-ci (tout réexamen d'une mesure existante au titre de l'article 11.3 serait entrepris au plus tard cinq ans à compter de la date où elle aura été imposée), et prévoirait en outre une révision judiciaire du type décrit à l'article 13 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les procédures au titre de l'article 9.3 et les réexamens au titre des articles 9.5, 11.2 et 11.3. Ce membre a demandé en outre à la Fédération de Russie de confirmer qu'elle prévoirait une révision judiciaire du type décrit à l'article 13 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires en ce qui concerne les réexamens au titre des articles 19.3, 21.2 et 21.3. La Fédération de Russie ferait aussi en sorte que toutes les enquêtes ouvertes et mesures imposées dans le cadre d'un instrument de défense commerciale (c'est-à-dire d'une mesure antidumping, compensatoire ou de sauvegarde) soient entièrement conformes aux prescriptions de l'OMC dès l'accession. La Fédération de Russie ferait en sorte que toute la législation pertinente en vigueur au moment de l'accession ou mise en œuvre à l'avenir soit en pleine conformité avec les dispositions de l'Accord de l'OMC pertinent.

184. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci n'appliquerait pas de telles mesures avant d'avoir notifié et mis en œuvre des lois en pleine conformité avec les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, notamment les articles VI et XIX du GATT de 1994, l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI, l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et l'Accord sur les sauvegardes. Une fois cette législation mise en œuvre, la Fédération de Russie n'appliquerait que les mesures antidumping, mesures compensatoires et mesures de sauvegarde qui seraient en pleine conformité avec les dispositions des Accords de l'OMC.]

## **Réglementation des exportations**

### **- Droits à l'exportation**

185. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que des droits à l'exportation allant de 5 à 50 pour cent avaient été imposés, principalement à des fins fiscales, et, dans un très petit nombre de cas (peaux brutes, déchets et débris de métaux non ferreux), pour assurer l'approvisionnement de l'industrie nationale en matières essentielles et pour éviter des pénuries dans cet approvisionnement. Les droits à l'exportation étaient appliqués sur une base NPF, sauf pour les marchandises exportées vers les pays membres de l'Union douanière. Toutes les modifications des droits à l'exportation faisaient l'objet d'une publication officielle. Les marchandises exportées étaient exemptées de TVA (excepté le pétrole brut et le gaz naturel exportés vers les pays de la CEI). Il a également indiqué que la Fédération de Russie imposait à l'exportation les mêmes redevances douanières qu'à l'importation.

186. Certains membres ont noté que la Fédération de Russie maintenait des restrictions à l'exportation sous forme de droits à l'exportation, de contingents d'exportation et de licences d'exportation. Ces membres craignaient que ces systèmes ne restreignent les échanges sans motif justifiable. C'est pourquoi ils demandait à la Fédération de Russie d'appliquer toute mesure de ce type de manière conforme aux Accords de l'OMC.

187. Certains membres ont aussi rappelé que les droits à l'exportation avaient un effet de subvention indirecte pour les usagers nationaux situés en aval et pouvaient donc provoquer des distorsions du commerce international. Les autorités russes avaient fourni une liste exhaustive des droits à l'exportation, la liste des restrictions à l'exportation et des informations sur l'octroi de licences et d'autres autorisations préalables; tous ces renseignements étaient les bienvenus. Notant que la Fédération de Russie élaborait une nouvelle législation sur les licences à l'importation et à l'exportation, sur l'application des normes et sur la certification des importations, ces membres ont estimé que les renseignements fournis devaient être mis à jour lorsque la législation se trouverait à un stade plus avancé. Notant en outre qu'il était prévu que l'exonération de la TVA en faveur des exportations de pétrole et de gaz naturel expire en 2004, certains membres ont suggéré que les projets de la Fédération de Russie concernant la révision de son régime des droits à l'exportation soient reflétés dans le projet de Rapport.

188. Notant que la Fédération de Russie avait soutenu que les droits à l'exportation étaient perçus pour des raisons essentiellement budgétaires, les membres ont dit qu'ils craignaient que ces droits aient pour effet de créer une discrimination au détriment des acheteurs étrangers et d'élever le niveau du prix d'exportation, de telle sorte que les producteurs des pays tiers i) étaient confrontés à leurs propres difficultés d'approvisionnement pour les produits concernés, ii) souffraient de l'accroissement des coûts de production résultant, par exemple, de l'augmentation des coûts des intrants ou de l'énergie et/ou iii) étaient confrontés à une situation dans laquelle leur compétitivité relative diminuait sur le marché mondial pour les produits situés en aval, à cause du soutien indirect des prix dont bénéficiaient les producteurs nationaux russes en concurrence sur les mêmes marchés. Tel était le cas, notamment, suite à l'application de ces droits aux minéraux, aux produits de la pétrochimie, au gaz naturel, aux peaux brutes, aux déchets et débris de métaux ferreux et non ferreux, etc. Les membres espéraient que la Fédération de Russie s'engage à éliminer progressivement les droits à l'exportation selon des modalités et un calendrier à établir. La Fédération de Russie devrait également s'engager à ce que les droits à l'exportation ne soient pas appliqués à d'autres produits et à ce que, une fois éliminés, les droits à l'exportation appliqués aux produits qui en font actuellement l'objet ne soient pas réintroduits.

**- Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris les interdictions et les contingents**

189. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que tous les contingents d'exportation et interdictions à l'exportation qui existaient précédemment avaient été abolis depuis 1996. L'article 15 de la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur autorisait l'établissement de contingents d'exportation dans des cas exceptionnels pour préserver les intérêts nationaux essentiels de la Fédération de Russie et la mise en œuvre de ses engagements internationaux. Il n'y avait pas d'enregistrement spécial des contrats d'exportation ni d'enregistrement ou de désignation des sociétés exportatrices (exportateurs spéciaux). Selon l'article 19 de ladite loi fédérale, seule une loi fédérale spéciale peut imposer une interdiction des exportations.

190. Notant cette déclaration, un membre a demandé des éclaircissements supplémentaires sur le Décret du Comité d'État des douanes n° 1002 du 29 décembre 2001, lequel énonçait les points de contrôle où le dédouanement pourrait être effectué pour l'exportation de certains produits de bois d'œuvre par le chemin de fer ou la route. Ce membre a relevé que ce décret avait été modifié provisoirement le 14 janvier 2002 pour inclure les points de dédouanement situés aux frontières de son pays avec la Fédération de Russie, et a demandé si celle-ci avait l'intention d'établir une modification définitive du Décret n° 1002 de façon à éviter de possibles effets de distorsion sur les échanges.

**- Procédures de licences d'exportation**

191. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que les procédures en matière de licences d'exportation étaient les mêmes que pour les licences d'importation. Certaines marchandises sensibles faisaient l'objet d'une licence non automatique. Un nombre limité de produits étaient soumis à licence automatique à des fins de contrôle des flux commerciaux.

Tableau 20 a): Marchandises soumises à licence d'exportation non automatique

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Armes, munitions, équipements militaires, kits de préparation de ces équipements	9301-9307, 8710	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Substances explosives	2904 20100, 3601-3604	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Matières nucléaires, équipements et installations pour fabriquer ces matières	2844, 8401 etc. conformément à la liste convenue au niveau international du Comité de Tsanger et du groupement de fournisseurs de matières nucléaires de Londres	Sécurité nationale	Article XXI b) I)
Produits pharmaceutiques	2904-2909, 2912-2942, 3001-3004, 3006 30, 3006 60	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Stupéfiants, substances psychotropes, poisons; matières pour fabriquer ces substances	Liste convenue au niveau international de la Convention des Nations Unies de 1961 (modifiée par le Protocole de Vienne de 1963)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Produits phytosanitaires	3808 (uniquement pour la préservation des végétaux)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Certains métaux précieux, pierres gemmes et objets fabriqués en ces matières, alliages, produits semi-finis, minerais, concentrés, résidus	2616, 2530 90 950, 7101 7103, 7106, 7108, 7110, 7118	Rôle particulier des métaux précieux et des pierres gemmes	Article XV:9 b)
Déchets dangereux	Liste convenue au niveau international de la Convention de Bâle	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Substances et produits détruisant l'ozone	Liste convenue au niveau international de la Convention de Montréal	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Dispositifs de cryptographie	847 (seulement pour le matériel de chiffrement) 847330 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854380900 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement pour le matériel de chiffrement)	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Marchandises à double usage qui peuvent être utilisées dans la production d'armes chimiques, biologiques, nucléaires ou de missiles de destruction massive	Listes convenues au niveau international	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Esturgeon et produits dérivés, y compris le caviar	Listes convenues au niveau international: ex.030199190, ex.030269190, ex.030270, ex.030379190, ex.030380, ex.030410190, ex.030410910, ex.030420190, ex.030490100, ex.030520, ex.030530900, ex.030549800, ex.030559900, ex.030569900, ex.051191900, ex.160419910, ex.160419980, ex.160420900 (toutes - poissons de l'espèce des esturgeons uniquement), 160430100	Protection de la vie ou de la santé des animaux	Article XX b)
Équipements pour réception non autorisée d'informations	ex.851750, ex.851780900, ex.852440100, ex.852510900, ex.852520900, ex.8527, ex.900651, ex.900652, ex.852530, ex.852540, ex.900653100 (toutes concernant les dispositifs spéciaux uniquement)	Protection de la moralité publique	Article XX a)
Alcool éthylique	220710000 220720000 220890910 220890990		Article XX b)
Vodka et quelques autres boissons alcooliques fortes	220860, 220890110, 220890190, ex.220890330, ex.220890380, 220890410, 220890450, ex.220890480, 220890520, ex.220890570, ex.220890690, ex.220890710, ex.220890740, ex.220890780		Article XX b)
Animaux sauvages et plantes sauvages	010119900, 010290900, 010391900, 010392900, 010410900, 010420900, 010600910, 010600990, 040700900, 0507, 050800000, 0604, 070951, 070952000, 071080600, 071230000, 080221000, 080222000, 0810-0812, 121220000, 1301, 1302 (sauf 130219300), 1401-1404, 9601 (toutes concernant les animaux sauvages et les plantes sauvages uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Matières premières pharmaceutiques	020610100, 020622100, 020629100, 020630100, 020641100, 020649100, 020680100, 020690100, 0507, 051000000, 1211, 121220000, 1302 130219300, 3001, 3002 (toutes concernant les matières premières pharmaceutiques uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Espèces rares de poissons	0301, 0306, 0307, 051191900 (toutes concernant les espèces rares de poissons vivants uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)

Tableau 20 b) Marchandises soumises à des licences d'exportation automatiques

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences
Soja, graines de colza, graines de tournesol	1201, 1205, 1206	Contrôle des flux commerciaux
Peaux brutes	4101, 4102, 4103	Contrôle des flux commerciaux

192. Les membres ont demandé plus de renseignements sur les procédures et les taxes appliquées en ce qui concerne la délivrance des licences à l'exportation. Ils ont demandé une confirmation du fait que toutes les taxes visant les exportations étaient bien liées au coût des services fournis, conformément aux règles de l'OMC. Les autorités russes ont été priées d'informer le Groupe de travail de toute modification de la législation qui aurait une incidence sur la réglementation douanière générale des exportations, ou de toute autre proposition similaire. Toutes les mesures restrictives qui ne pouvaient être justifiées au titre des règles de l'OMC devaient être éliminées à la date de l'accession et ne devraient être appliquées à l'avenir que si elles étaient conformes à ces règles. Certains membres ont également demandé si les restrictions concernant les métaux précieux, les pierres précieuses et semi-précieuses, la vodka et l'alcool éthylique pouvaient être justifiées au regard des règles de l'OMC invoquées par les autorités russes.

193. Les membres ont demandé à la Fédération de Russie de s'engager à éliminer toute mesure quantitative ou restrictive en matière de licences qui ne pourrait être justifiée au regard des Accords de l'OMC, soit à la date de l'accession, soit selon un éventuel calendrier convenu figurant dans le Protocole d'accession, et que toute mesure de ce type appliquée à l'avenir soit en conformité avec les dispositions des Accords de l'OMC, y compris les articles XI, XVII, XX et XXI du GATT de 1994.

194. Notant que la Fédération de Russie n'appliquait, pour l'heure, aucun contingent à l'exportation, les membres ont rappelé que, toutefois, un système de licence d'exportation non automatique s'appliquait à un large éventail de produits. Ces mesures risquaient d'être appliquées d'une manière contraire à l'interdiction générale des restrictions quantitatives à l'exportation prévue par l'article XI du GATT de 1994. Dans le cas des pierres et métaux précieux, la législation prévoyant des licences d'exportation posait le problème d'une licence d'exportation pour certains produits soumis à un contingent (Décret présidentiel n° 742 du 21 juin 2001). Selon ce même décret, les exportations de platine étaient autorisées sous licence en quantité limitée, tandis que les exportations de débris et déchets de métaux précieux étaient interdites. Même si l'on pouvait justifier l'application de certains contrôles aux importations au regard des clauses d'exception pertinentes du GATT (y compris les articles XX et XXI), par exemple en ce qui concerne les exportations de marchandises à double usage, de produits dangereux, d'espèces menacées d'extinction, etc., la raison d'être de ces contrôles était moins évidente pour les exportations d'autres produits, en particulier les médicaments, l'alcool et les boissons alcooliques et les pierres et métaux précieux autres que l'or et l'argent. Le régime de licence automatique, qui s'appliquait déjà aux exportations de peaux brutes et de certaines graines oléagineuses, prévoit un mécanisme permettant à la Russie de contrôler les flux d'exportation, si cela est jugé souhaitable. Toutefois, étant donné qu'il est peu probable que des contrôles discrétionnaires, sur ces produits en particulier, répondent aux critères pertinents des clauses d'exception du GATT, il est essentiel que tout régime de licence soit véritablement automatique, afin d'éviter des restrictions aux échanges.

195. Certains membres ont également noté que la Fédération de Russie avait appliqué des restrictions quant au nombre de postes de douane par lesquels l'exportation de certains produits, par exemple les débris de métaux, était autorisée. Outre que ces restrictions créaient des risques de retards et de blocages et augmentaient les coûts d'expédition, les membres craignaient qu'elles agissent aussi comme des obstacles aux échanges *de fait*. La Fédération de Russie devrait tenir le Groupe de travail informé des mesures qui seraient prises pour accroître le nombre de postes de douane par lesquels était autorisée l'exportation de certains produits, tels que les débris de métaux et les produits forestiers. Ces membres craignaient aussi que les prescriptions en matière de licence qui régissent l'accès aux oléoducs et autres réseaux de distribution n'aient pour effet de limiter le volume des exportations de pétrole et de gaz de la Fédération de Russie. La gestion de ces oléoducs incombe d'ordinaire à un monopole d'État (Transneft pour le pétrole, Gazprom et sa filiale Gazexport pour le gaz naturel). Cette situation posait des problèmes de compatibilité avec les prescriptions de l'OMC, y compris l'article XI du GATT de 1994. La Fédération de Russie devrait communiquer au Groupe de travail des renseignements supplémentaires sur le fonctionnement de ces régimes, y compris le régime de licence d'exportation de produits énergétiques.

- **Politiques de financement, de subventionnement et de promotion des exportations**

196. Les membres ont souligné la nécessité de poursuivre les efforts visant à préciser si les avantages accordés à certains secteurs exportateurs de la Fédération de Russie constituaient des subventions à l'exportation prohibées. Ils ont notamment demandé plus de renseignements sur le prix du gaz naturel et la disponibilité de ce produit pour certains secteurs exportateurs, par exemple celui des engrais, par rapport au prix et à la disponibilité de ce produit pour d'autres entités commerciales en Fédération de Russie.

197. Notant que la Fédération de Russie élaborait un projet de loi complet sur les aides publiques qui devait permettre de régler ces problèmes et qui couvrirait de manière exhaustive les subventions, c'est-à-dire celles accordées au titre du "manque à gagner" subi du fait des exonérations fiscales et tarifaires ou des politiques de prix spéciaux, ainsi que les subventions prévues dans le budget, les membres ont demandé à la Russie de réviser ses lois et réglementations nationales pour toute subvention identifiée, en vue d'éliminer, dès l'accession, les subventions prohibées à l'exportation de produits industriels.

198. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci, à compter de la date de l'accession, ne maintiendrait pas de subvention, y compris de subvention à l'exportation, correspondant à la définition des subventions prohibées au sens de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qu'elle n'introduirait pas, à l'avenir, de telles subventions prohibées, et que les politiques de financement des exportations et autres politiques de promotion des exportations seraient appliquées conformément aux dispositions des Accords de l'OMC.]

**3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises**

- **Politique industrielle, y compris les politiques en matière de subventions**

199. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que la législation russe en vigueur prévoyait les types ci-après d'aide de l'État (contribution financière): i) transferts directs de fonds budgétaires, y compris au titre des programmes fédéraux ciblés et d'investissement; ii) dons et subventions (dons spécialement affectés) à des régions; iii) prêts, crédits et garanties budgétaires; iv) paiements différés et exonérations des impôts exigibles. Des préférences tarifaires concernant les biens et services produits par des monopoles naturels pouvaient aussi être accordées par décision des autorités fédérales et régionales chargées de la réglementation tarifaire. Pour l'heure, il n'existait en Russie aucune subvention budgétaire qui pût être considérée comme une subvention à l'exportation.

200. Il a dit que l'aide totale de l'État s'élevait chaque année, en moyenne, à 12 milliards de dollars EU, dont 10 milliards provenaient du budget fédéral (données moyennes pour 1997-1999). L'aide était accordée aux échelons fédéral et régional. Les transferts directs constituaient l'élément principal de l'aide de l'État en faveur du secteur de la production industrielle (environ 40 pour cent). Cette aide publique était concentrée dans l'industrie charbonnière et visait principalement des objectifs sociaux et de restructuration. Le reste des transferts directs s'effectuait au titre des programmes fédéraux ciblés, dont 38 pour cent vont à des programmes (projets) liés au développement de la production industrielle.

201. Il a ajouté que les contributions financières versées en faveur des régions de la Fédération de Russie ne concernaient pas directement la production industrielle, mais visaient à réduire les disparités régionales en matière financière. L'essentiel des transferts était effectué sur la base d'indicateurs objectifs de la situation sociale des régions (82,5 pour cent du montant total). Le reste servait à payer la fourniture de produits alimentaires et de carburant aux régions du Grand Nord (11,5 pour cent) et aux zones territoriales spéciales ("fermées").

202. Il a dit que les collectivités territoriales de la Fédération de Russie utilisaient les mêmes formes d'aide publique aux secteurs de la production industrielle. Cette aide visait principalement à l'assainissement financier des entreprises, au règlement des problèmes sociaux et au remboursement des pertes. Moins de 6 pour cent du montant total de l'aide était affecté au développement de la production.

203. Notant que les règles de l'OMC sur les subventions régissaient les aides publiques financées par un manque à gagner ainsi que les aides financées par des dotations budgétaires, les membres estimaient que la Fédération de Russie semblait s'attaquer au problème des subventions prohibées mais ne traitait pas d'autres subventions à l'industrie qui devraient être notifiées au titre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Ils ont invité la Fédération de Russie à fournir des renseignements détaillés à cet égard sous la forme des prescriptions de notification prévues dans l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires. Ils estimaient également qu'il leur serait utile de recevoir des renseignements concernant le projet de loi complet sur les aides publiques, y compris une description de ses objectifs, de sa portée et de ses dispositions, et une indication du moment où elle serait mise en œuvre.

204. Notant en outre que la Fédération de Russie reconnaissait que les préférences tarifaires ou les prix de monopole naturel pouvaient constituer des subventions au sens de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, certains membres ont demandé à la Fédération de Russie de fournir une description des mécanismes d'établissement des prix et de toute réforme en cours visant

à rapprocher les prix nationaux du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité des prix du marché mondial.

205. A titre plus général, les membres ont prié la Fédération de Russie de fournir une description plus complète de son système de subvention et de confirmer que tous les programmes de subvention seraient administrés conformément à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, que ce soit au niveau national, infranational, régional ou local, et de confirmer que tous les renseignements nécessaires sur les programmes devant être notifiés, au cas où ces programmes existeraient, seraient communiqués dès l'accession au Comité des subventions et des mesures compensatoires conformément à l'article 25 de l'Accord.

206. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que, pour toutes les subventions fédérales et régionales identifiées, la Fédération de Russie réviserait ses lois et réglementations nationales de manière à éliminer les subventions prohibées au sens de l'article 3 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, à compter de la date de l'accession. Il a confirmé en outre que la Fédération de Russie administrerait tout programme de subvention, en vigueur ou établi après l'accession, conformément à l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires, et que tous les renseignements nécessaires sur les programmes à notifier (au cas où ces programmes existeraient) seraient communiqués au Comité des subventions et des mesures compensatoires, conformément à l'article 25 de cet accord, dès l'entrée en vigueur du Protocole d'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.]

- **Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière concernant les importations**

- **Obstacles techniques au commerce**

207. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que l'autorité fédérale chargée des questions de normalisation, de métrologie et de certification était le Comité national de normalisation et de métrologie (ou "Gosstandart de Russie"). Le Gosstandart agissait directement ou par l'intermédiaire des centres de normalisation qui lui sont subordonnés et des inspecteurs de l'État, exerçant une surveillance sur les normes d'État et assurant l'uniformité des unités de mesure. Les tâches d'élaboration des normes d'État de la Fédération de Russie et de participation à l'élaboration de normes internationales et régionales incombaient aux comités techniques de normalisation.

208. À cet égard, il a rappelé que le cadre juridique de la réglementation des questions de normalisation, de métrologie et de certification était établi par les actes législatifs suivants: Loi fédérale n° 5154-1 du 10 juin 1993 sur la normalisation (modifiée et complétée le 27 décembre 1995);

Loi fédérale n° 4871-1 du 27 avril 1993 sur l'uniformisation des poids et mesures; Loi fédérale n° 5151-1 du 10 juin 1993 sur la certification des produits et des services (modifiée et complétée le 27 décembre 1995, le 2 mars et le 31 juillet 1998); Loi fédérale n° 2300-1 du 7 février 1992 sur la protection des droits des consommateurs (modifiée et complétée le 17 décembre 1999); Résolution gouvernementale n° 100 du 12 février 1994 sur l'organisation des travaux de normalisation, d'uniformisation des unités de mesure et de certification des produits et des services; Résolution gouvernementale n° 113 du 2 février 1998 sur certaines mesures d'amélioration des systèmes de garantie de qualité des produits et services; Résolution gouvernementale n° 1212 du 1<sup>er</sup> novembre 1999 sur la mise en place d'un système uniforme de classification et de codification des renseignements d'ordre technique, économique et social; Résolution gouvernementale n° 26 du 11 janvier 2000 sur le système fédéral de catalogage des produits fournis pour les besoins de l'État fédéral; Résolution gouvernementale n° 514 du 6 juillet 2001 sur l'accréditation des organismes chargés de l'évaluation de la conformité des produits et processus de production et de services liés aux prescriptions existantes en matière de qualité et de sécurité.

209. Il a ajouté que, conformément à ce cadre législatif, les produits importés sur le territoire de la Fédération devaient être conformes aux normes et prescriptions techniques, pharmacologiques, sanitaires, vétérinaires, phytosanitaires et écologiques établies par la Fédération de Russie. En particulier, l'importation d'un produit sur le territoire de la Fédération de Russie était soumise à restriction s'il n'était pas conforme aux prescriptions légales, s'il n'avait pas de certificat de marquage ou de signe correspondant dans les cas prévus par les lois fédérales et autres textes législatifs de la Fédération de Russie, ou s'il était interdit à l'utilisation en tant que produit de consommation dangereux. Les autorités russes établissaient la nomenclature des produits et des services soumis à certification obligatoire dans la Fédération de Russie. Les produits soumis à prescription obligatoire étaient énoncés dans la Résolution gouvernementale n° 1013 du 13 août 1997 (modifiée le 24 mai 2000) sur l'approbation de la liste des produits faisant l'objet d'une certification obligatoire et de la liste des travaux et services faisant l'objet d'une certification obligatoire (modifiée le 24 mai 2000). Le Gosstandart était chargé de l'organisation et de la mise en œuvre des prescriptions en matière de certification obligatoire. Dans les cas prévus par les textes législatifs russes concernant certains types de produits, ces tâches pouvaient être confiées à d'autres organismes gouvernementaux de la Fédération de Russie. Les formulaires de certification obligatoire des produits étaient établis par le Gosstandart ou d'autres organismes gouvernementaux autorisés, compte dûment tenu des pratiques internationales établies. Les entités intervenant dans la certification obligatoire étaient le Comité d'État pour la normalisation et d'autres organismes gouvernementaux habilités en matière de certification obligatoire, des organismes de certification, des laboratoires (centres) d'essais, et des producteurs (fournisseurs, intermédiaires).

210. Il a ajouté que la liste des produits dont l'innocuité pouvait être confirmée par une déclaration de conformité figurait dans le texte de la Résolution gouvernementale n° 766 du 7 juillet 1999 portant approbation de la liste de produits dont la conformité peut être attestée par une déclaration de conformité. La conformité des produits soumis à certification obligatoire pouvait être confirmée par un certificat de conformité délivré par les autorités chargées de la certification, ou par une déclaration de conformité enregistrée auprès de ces autorités. Ce certificat devait être présenté aux autorités douanières conjointement avec la déclaration en douane, et il était nécessaire pour obtenir l'autorisation d'importer les produits en question en Fédération de Russie. La reconnaissance des certificats délivrés par le pays fournisseur était régie par les accords interétatiques et les systèmes internationaux de certification auxquels la Russie avait adhéré. Les redevances pour certification de produits et services, y compris les essais, étaient payants selon les modalités prévues par le règlement en la matière intitulé "Paiement des travaux effectués pour la certification des produits et des services", édicté par le Ministère des finances et enregistré auprès du Ministère de la justice de la Fédération de Russie.

211. Il a dit que la Commission d'appel du Gosstandart de Russie était régie par ses statuts et avait été créée dans le but d'examiner les plaintes des utilisateurs concernant les travaux effectués par les autorités de certification, les laboratoires (centres) d'essais, les experts et les demandeurs en matière de certification, le contrôle, l'utilisation des marques de conformité, la délivrance, la suspension et l'annulation des certificats, les licences et d'autres questions connexes. Tous les travaux liés à la conformité avec les Accords de l'OMC sur les OTC et sur les mesures SPS étaient effectués selon les dispositions du Programme interorganismes de mesures visant à assurer le respect de l'Accord de l'OMC sur les OTC et de l'Accord de l'OMC sur les mesures SPS. Le Gosstandart et le Ministère du développement économique et du commerce de la Fédération de Russie avaient élaboré conjointement des mesures visant à mieux harmoniser la législation existante avec les prescriptions des Accords de l'OMC sur les OTC et les mesures SPS. Le projet de cadre de mise en œuvre de ces mesures prévoyait notamment ce qui suit, sur la base des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce: i) les questions de sécurité et de qualité des produits seraient régies par des actes juridiques, c'est-à-dire des règlements techniques prévoyant des spécifications contraignantes concernant les marchandises et leur processus de production; ii) les normes nationales seraient élaborées, en règle générale, conformément aux normes internationales correspondantes considérées comme normes facultatives; iii) les procédures de confirmation seraient conciliées avec les règles internationales et incorporées dans les règlements techniques, afin de donner au producteur le choix entre différentes procédures de confirmation selon le danger potentiel que comporte chaque produit; iv) une aide juridique serait disponible auprès d'un point d'information unique, ouvert à la clientèle, y compris la clientèle internationale, où se trouveraient les documents disponibles et les documents en

cours de traitement; v) le projet de loi prévoyait que le coût des procédures obligatoires de confirmation de la conformité serait fondé sur des règles uniformes de fixation des prix pour les produits identiques ou similaires et selon des principes uniformes reflétant la valeur réelle des dépenses encourues.

212. Il a ajouté que, après l'adoption de cette loi, les autorités russes prévoyaient également d'étudier la législation connexe et, si nécessaire, de définir les modifications à y porter. De plus, en 2002, les autorités russes avaient l'intention d'édicter des lois fédérales sur l'accréditation et sur le catalogage. En même temps, des projets de normes d'État seraient élaborés sur la base de l'application directe des normes internationales correspondantes. L'application volontaire de ces normes d'État devait se faire conformément aux prescriptions des règlements techniques. À mesure que des règlements techniques seraient également élaborés et entreraient en vigueur pour divers types de produits, toutes les normes d'État (tant existantes que nouvellement élaborées) seraient transformées en instruments non contraignants par révision, annulation ou adoption de nouvelles normes.

213. Il a aussi rappelé que, aux fins de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les OTC, qui prévoient l'harmonisation des normes nationales avec les normes internationales correspondantes, les autorités russes avaient, depuis 1997, élaboré et mis en œuvre des normes d'État, dont plus de 50 pour cent étaient déjà harmonisées avec les normes internationales correspondantes. Pour l'heure, environ 35 pour cent des normes nationales avait été harmonisées avec des normes internationales.

214. Il a dit que, bien que le projet de cadre ne soit pas encore opérationnel, le Gosstandart travaillait à exclure certains types de produits de la catégorie des biens soumis à certification obligatoire, ainsi qu'à modifier le classement de certains types de produits de manière à rendre possible la confirmation de leur conformité par une déclaration de conformité (certificat de contrôle de la qualité, procédure d'essais du laboratoire accrédité). Le point d'information unique prévu au titre des Accords de l'OMC sur les OTC et sur les mesures SPS avait été établi pour rendre accessibles aux clients russes et étrangers le texte des dispositions légales, normes, règles et procédures de confirmation de la conformité.

215. Le point d'information était situé au Gosstandart de Russie, à l'adresse suivante:

Fédération de Russie  
4, Granatniy Pereulok,  
103001, Moscou  
Courrier électronique: [ENPOINT@VNIKI.RU](mailto:ENPOINT@VNIKI.RU)  
Site Web: <http://www.ricwto.ru>  
Téléphone/téléfax: (007 095) 230 25 98

216. Afin de mettre en œuvre les prescriptions des Accords de l'OMC sur les OTC et sur les mesures SPS concernant la notification des projets de textes réglementaires, le règlement GOST R 1.13-2001 intitulé "Système national de normalisation de la Fédération de Russie – Procédure d'élaboration des notifications des projets de textes réglementaires" avait été adopté et publié en novembre 2001. Cette norme établissait les prescriptions et procédures générales de remplissage des formulaires relatifs aux projets de textes réglementaires produits conformément aux Accords de l'OMC sur les OTC et sur les mesures SPS. La promulgation de cette norme permettrait la mise en œuvre intégrale des procédures de notification concernant les projets de textes réglementaires nationaux. Depuis l'année 2000, le Gosstandart de Russie publiait un "Bulletin (Vestnik) périodique (trimestriel) du Point d'information russe", où figurent ces textes réglementaires et documents de référence, comme prévu dans les Accords de l'OMC sur les OTC et sur les mesures SPS. Les projets de textes étaient également publiés dans ce bulletin. À l'avenir, le Bulletin publierait aussi des renseignements sur les projets de documents nationaux.

217. Afin d'assurer une transparence adéquate pour toute mesure qui serait prise, une page Web a été créée sur Internet par le Ministère du développement économique et du commerce et par le Gosstandart ([www.gost.ru](http://www.gost.ru)), où figurent les projets d'élaboration des normes, projets de loi, autres projets d'actes réglementaires et autres textes prescrits conformément à l'Accord de l'OMC sur les OTC. En 2002, cette page serait complétée par des documents et des renseignements en anglais.

218. Les membres ont noté que, jusqu'à présent, les autorités russes avaient fourni une description générale des éléments actuels du système russe d'application des normes et de certification, sans ajouter de précisions sur les arrangements institutionnels requis. Il restait aussi à examiner les efforts déployés par la Russie pour modifier le système actuel afin de garantir un respect effectif et permanent des obligations découlant de l'Accord OTC.

219. S'agissant des prescriptions concernant les marques à l'épreuve des contrefaçons, un membre a noté que, le 30 décembre 1998, le Ministère du commerce et le Gosstandard avaient édicté l'Instruction n° 200/30, selon laquelle les producteurs de ces articles étaient tenus d'apposer une marque de conformité sur leurs produits, les importateurs et/ou les distributeurs étaient tenus d'apposer sur l'emballage une marque signalant l'enregistrement (devant être achetée à l'avance auprès de chaque Service régional d'Inspection du commerce) et les vendeurs et/ou détaillants étaient tenus d'apposer sur chaque produit une marque signalant l'enregistrement. En conséquence, ce membre soutenait que les producteurs étrangers étaient obligés d'acheter trois types de marques différents pour leurs produits, ce qui imposait un fardeau inutile à leurs activités. Il demandait à la Fédération de Russie d'éliminer ces prescriptions le plus tôt possible.

220. Notant en outre que les autorités russes avaient entrepris d'élaborer ou de modifier des lois sur la normalisation, la métrologie et l'évaluation de la conformité, dont les dispositions répondraient à un certain nombre de préoccupations exprimées par le Groupe de travail à propos du régime OTC actuel de la Russie, les membres ont estimé que cette nouvelle législation additionnelle pouvait faire progresser considérablement la réforme du système en vigueur pour éviter des obstacles techniques au commerce inutiles.

221. Plus précisément, certains membres demandaient une description de la manière dont la nouvelle législation répondrait aux problèmes constatés, tels que le besoin de clarté dans la législation russe sur les OTC, le besoin de nouveaux principes directeurs horizontaux pour aider les autorités à élaborer et à appliquer les réglementations techniques, le besoin d'une plus grande transparence et d'une amélioration des règlements en matière de procédure et la nécessité de rendre conformes aux règles de l'OMC les droits afférents aux services d'évaluation de la conformité. Parmi d'autres mesures dont une description plus précise était nécessaire, il s'agissait d'établir une distinction claire entre les règles techniques contraignantes et les normes facultatives, de mettre fin à la coexistence de diverses catégories de textes appelés "normes" et à l'existence d'éléments contraignants dans les normes (sans exception), de s'aligner sur les normes internationales (sauf lorsqu'il existait des exemptions justifiées) et de participer aux organismes internationaux de normalisation, d'assurer l'ouverture et la transparence de l'élaboration des règles, normes, etc., techniques, et de définir clairement les produits soumis à une certification obligatoire tout en garantissant la proportionnalité des mesures d'évaluation de la conformité et la cohérence des procédures de certification appliquées aux mêmes produits.

222. Certains membres estimaient que la Fédération de Russie devrait décrire plus précisément ses projets visant à éclaircir et institutionnaliser, dans le pays, les responsabilités des divers organismes lors de la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce; elle devrait notamment désigner une autorité responsable de la mise en œuvre globale et, plus généralement, mettre en place des arrangements pratiques pour garantir la conformité des mesures visées avec les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC. Ces membres souhaitaient également que la Fédération de Russie s'engage à mettre en œuvre l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce dès l'accession.

223. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci appliquerait toutes les obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce à compter de la date de l'accession sans recourir à aucune période de transition.]

- **Mesures sanitaires et phytosanitaires**

224. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que le Ministère de la santé et son Service de la surveillance sanitaire et épidémiologique ("Gossanepidnadzor") constituaient l'autorité exécutive fédérale chargée de la protection sanitaire et épidémiologique de la population. La protection de la santé humaine était réglementée par la Loi fédérale n° 5487-1 du 23 juin 1993 établissant les Principes fondamentaux de la législation de la Fédération de Russie sur la protection de la santé, par la Loi fédérale n° 52-FZ du 30 mars 1999 sur la protection sanitaire et épidémiologique de la population, par le Règlement du Service de la surveillance sanitaire et épidémiologique de la Fédération de Russie et le Règlement relatif à la normalisation en matière sanitaire et épidémiologique, approuvés par la Résolution gouvernementale n° 554 du 24 juillet 2000, ainsi que par les modalités et dispositions prévues par d'autres lois et résolutions du gouvernement fédéral concernant l'innocuité des marchandises et des produits pour la santé humaine et l'environnement (par exemple, les lois fédérales sur la protection de l'environnement, sur la protection des droits des consommateurs, et sur la qualité et l'innocuité des produits alimentaires).

225. Il a indiqué que, selon la législation russe, tous les biens produits et importés sur le territoire de la Fédération de Russie pour leur distribution à la population et/ou pour être utilisés dans la production industrielle, l'agriculture, le génie civil, le transport nécessitant l'intervention directe d'êtres humains, ou pour un usage privé et domestique, devaient être conformes aux prescriptions des règles sanitaires et épidémiologiques et des normes en matière d'hygiène (articles 13, 15 et 16 de la Loi fédérale n° 52-FZ). Cette conformité devait être confirmée par une autorisation sanitaire-épidémiologique ou par un certificat d'enregistrement. Un rapport sanitaire et épidémiologique n'était pas une confirmation de la conformité de produits ou de biens aux prescriptions de la législation sanitaire (il s'agissait d'une responsabilité incombant au producteur ou fournisseur), mais une simple déclaration selon laquelle le type de produit considéré est conforme à la législation sanitaire en ce qui concerne l'application des prescriptions et règles établies, uniquement au cours de la production, du transport, de l'entreposage et de la vente des produits. L'évaluation sanitaire des produits importés devait être effectuée, en règle générale, avant la livraison des produits sur le territoire de la Fédération de Russie. Les importations de produits n'ayant pas fait l'objet de la procédure préalable d'évaluation sanitaire devaient subir un examen sanitaire débouchant sur un rapport sanitaire valable uniquement pour ce type particulier d'expédition.

226. Selon l'article 14 de la Loi fédérale n° 52-FZ, les substances chimiques et biologiques et certains types de produits présentant des risques potentiels pour les êtres humains étaient autorisés à la production, au transport, à l'achat, à l'entreposage, à la vente et à l'utilisation une fois leur enregistrement effectué, sur la base des résultats de recherches, d'essais et d'examens. La Loi fédérale

n° 52-FZ (article 43) prévoyait aussi que les substances chimiques et biologiques et leurs préparations, non encore produites ou utilisées industriellement, présentant un danger potentiel pour les êtres humains, et certains types de produits parmi lesquels les produits alimentaires importés pour la première fois en Fédération de Russie, devaient faire l'objet d'un enregistrement. L'enregistrement des substances mentionnées ci-dessus dépendait de l'évaluation du danger présenté par les substances et certains types de produits pour la vie et la santé humaines et l'environnement, conformément aux textes réglementaires et aux directives pour l'évaluation approuvées par le Ministère de la santé de la Fédération de Russie; de l'établissement de limitations pour raisons sanitaires ou autres à la présence ou à la teneur de certains éléments composant ces produits dans l'environnement; de l'établissement de mesures de protection, y compris les prescriptions concernant l'élimination et la destruction des substances et de certains types de produits, pour éviter les dommages à la vie et à la santé humaines et à l'environnement.

227. Il a ajouté qu'un certificat d'enregistrement était délivré pour tout type de produit pour toute la durée de sa production industrielle, dans le cas des produits russes, ou pour la durée de la fourniture, dans le cas des produits importés. L'enregistrement des substances et des types de produits potentiellement dangereux était effectué par le Ministère de la santé de la Fédération de Russie et, dans le cas des nouveaux produits alimentaires d'origine animale, par ce même Ministère conjointement avec le Ministère de l'agriculture (Résolution gouvernementale n° 262 du 4 avril 2001 sur l'enregistrement de certains types de produits présentant des dangers potentiels pour la vie et la santé humaines et de certains types de produits importés pour la première fois sur le territoire de la Fédération de Russie, Résolution gouvernementale n° 987 du 21 décembre 2000 sur la surveillance et le contrôle par l'État de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires, Résolution gouvernementale n° 988 du 21 décembre 2000 sur l'enregistrement des nouveaux produits, éléments et articles alimentaires). Les listes de produits faisant l'objet d'un enregistrement étaient jointes aux Résolutions gouvernementales mentionnées ci-dessus. Les prescriptions et critères relatifs à l'innocuité des produits pour la santé humaine et l'environnement conformément aux articles 1, 2, 12, 13, 15, 16, 37, 38, 39, 41 et 42 de la Loi fédérale n° 52-FZ étaient appliqués selon les règles et normes sanitaires et épidémiologiques de l'État, qui sont des actes juridiques réglementaires contraignants pour tous les citoyens, entrepreneurs individuels et personnes morales. Toute réglementation applicable sur le territoire de la Fédération de Russie était mise en œuvre selon des règles fédérales approuvées et promulguées par le Ministère de la santé. Le Service de la surveillance sanitaire et épidémiologique de la Fédération de Russie était un système unique d'organismes et d'institutions, centralisé à l'échelon fédéral, composé d'une autorité exécutive fédérale (le Ministère de la santé – Gossanepidnadzor) présidée par l'Expert sanitaire en chef de la Fédération de Russie – premier Vice-ministre de la santé, et disposant de centres de surveillance sanitaire et épidémiologique

de l'État dans les différentes régions de la Fédération de Russie, de moyens de transport (transport par eau et transport aérien) et d'instituts publics de recherche et autres. Selon la législation russe, un demandeur avait le droit de recourir contre une décision du Gossanepidnadzor en suivant la procédure administrative ou judiciaire.

228. La procédure d'examen sanitaire et épidémiologique des produits et types de produits et la procédure de délivrance du rapport sanitaire et épidémiologique concernant la conformité (ou la non-conformité) des produits aux règles et normes sanitaires et épidémiologiques de l'État étaient prévues par le Règlement sur la procédure d'examen sanitaire et épidémiologique des produits, approuvé par l'Arrêté du Ministère de la santé n° 217 du 20 juillet 1998. Un rapport sanitaire et épidémiologique attestant la conformité des produits aux règles sanitaires et normes d'hygiène existantes, fondé sur les résultats d'un examen sanitaire et épidémiologique des produits par l'un des centres du Gossanepidnadzor, était valable sur tout le territoire de la Fédération de Russie.

229. Après leur enregistrement auprès du Ministère de la justice de la Fédération de Russie, tous les actes juridiques réglementaires du Ministère de la santé devaient être publiés dans des organes de presse officiels: le Bulletin des actes réglementaires des autorités exécutives fédérales de l'Administration de la Présidence de la Fédération de Russie (Décret présidentiel n° 763 du 23 mai 1996 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des actes du Président de la Fédération de Russie, du gouvernement de la Fédération de Russie et des textes législatifs des organes exécutifs fédéraux), le Bulletin des textes réglementaires et directives du Gossanepidnadzor du Ministère de la santé, et divers journaux et manuels scientifiques spécialisés (Nutrition et santé, Santé au lieu de travail, Hygiène et radiations, Bulletin de toxicologie, etc.). Les projets de règles sanitaires étaient publiés au Bulletin du Point d'information russe et dans des journaux spécialisés. Les textes réglementaires entrent en vigueur au plus tôt trois mois après leur approbation, sauf en cas de danger immédiat pour la santé et la vie humaines. Un point d'information russe sur les OTC et les mesures SPS était entré en activité et fournissait tous renseignements pertinents sur les questions relatives aux mesures SPS (voir paragraphe ...).

230. L'autorité exécutive fédérale chargée du contrôle vétérinaire des importations de produits d'origine animale était le Ministère de l'agriculture (Département vétérinaire). Les procédures concernant le Service vétérinaire national étaient régies par la Loi fédérale n° 4979-1 du 14 mai 1993 sur la médecine vétérinaire et par d'autres lois et actes juridiques réglementaires fédéraux édictés en application de celle-ci (Règlement sur le Service vétérinaire national de la Fédération de Russie visant à assurer la protection contre les maladies infectieuses importées des États étrangers, approuvé par la Résolution gouvernementale n° 830 du 29 octobre 1992; Réglementation sur la surveillance vétérinaire par l'État en Fédération de Russie, approuvée par la Résolution gouvernementale n° 706 du

19 juin 1994; Règlement concernant la procédure d'examen, d'utilisation et d'élimination des intrants et produits alimentaires de mauvaise qualité ou présentant des risques, approuvé par la Résolution gouvernementale n° 1263 du 29 septembre 1997; Règlement n° 13-7-2/173 du 14 octobre 1994 concernant la répartition des fonctions la surveillance vétérinaire par l'État dans les entreprises de traitement et d'entreposage des produits d'origine animale, approuvé par l'Inspecteur vétérinaire en chef de l'État; Instruction n° 13-7-2/871 du 12 avril 1997 sur la procédure de délivrance des documents vétérinaires d'accompagnement pour les cargaisons soumises au contrôle du Service d'État de la surveillance vétérinaire, approuvée par le Ministère de l'agriculture; Résolution gouvernementale n° 987 du 21 décembre 2000 sur la surveillance et le contrôle par l'État de la qualité et de l'innocuité des produits alimentaires).

231. Le représentant de la Fédération de Russie a ajouté que l'évolution de la législation sur la certification, la qualité et l'innocuité des produits rendait nécessaire la mise à jour de la Loi fédérale sur la médecine vétérinaire. Des règlements prévoyant des modifications et des adjonctions étaient en cours d'élaboration. Les changements porteraient sur la structure du Service vétérinaire national et sur l'organisation de la surveillance vétérinaire et sanitaire. Les prescriptions vétérinaires concernant les marchandises soumises au contrôle des services vétérinaires de l'État étaient les mêmes pour les produits nationaux et pour les produits importés, comme prévu par la Loi fédérale n° 4979-1 du 14 mai 1993 sur la médecine vétérinaire (articles 14, 15, 18). La liste des marchandises soumises à contrôle était approuvée par l'acte n° 13-8-01/3009 du 16 mai 2000 du Département vétérinaire du Ministère de l'agriculture. Les importations soumises au contrôle du Service vétérinaire national devaient avoir l'autorisation de l'Inspecteur vétérinaire en chef de l'État. Les marchandises entrant en Fédération de Russie devaient être accompagnée des originaux des certificats vétérinaires du pays exportateur, délivrés par le service vétérinaire national du pays de production, et garantissant le respect de toutes les dispositions relatives au certificat. La Fédération de Russie disposait, pour tous types de produits (marchandises) d'origine animale, de formulaires de certificat vétérinaire convenus avec les services vétérinaires de la plupart des pays exportateurs.

232. Conformément aux prescriptions des accords bilatéraux de coopération en matière vétérinaire, conformément au Code de l'Office international des épizooties (OIE), et en vertu de la Loi fédérale n° 4979-1 du 14 mai 1993 sur la médecine vétérinaire, les produits de viande crue qui n'ont pas subi de traitement thermique faisaient l'objet d'une inspection avant expédition. Cette inspection avait lieu sous la surveillance de représentants du Département vétérinaire. Pour les pays qui n'ont pas de certificat vétérinaire convenu avec la Russie, les importations étaient régies par les "Prescriptions vétérinaires et sanitaires concernant les importations en Fédération de Russie de marchandises soumises au contrôle du Service vétérinaire de l'État", approuvées par l'Inspecteur vétérinaire en chef de l'État et par l'acte n° 13-8-01 du 23 décembre 1999 du Ministère de l'agriculture.

233. Les importations en Fédération de Russie de marchandises soumises à contrôle ne pouvaient se faire que par les points de contrôle frontaliers prévus à cet effet, dans les gares ferroviaires et routières, les ports de mer, les aéroports et autres lieux spécialement équipés, ouverts aux communications internationales et où des points de contrôle vétérinaires frontaliers sont installés. Pour pouvoir apporter (importer ou faire transiter) des marchandises soumises à contrôle et visées par la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction (CITES), le propriétaire de ces marchandises devait disposer, en plus des documents indiqués plus haut, d'un permis de l'agence de la CITES du pays exportateur (en Russie, l'agence de la CITES est le Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie).

234. Pour pouvoir importer (exporter) des animaux à pedigree, le propriétaire des animaux devait avoir obtenu, outre l'autorisation de l'Inspecteur vétérinaire en chef de l'État et un certificat vétérinaire, un "extrait du registre des produits de sélection autorisés à l'usage, concernant les semences végétales et animaux à pedigree importés" (pour l'importation) ou une "confirmation d'observance des prescriptions concernant la protection des droits du détenteur de brevet relatifs aux semences végétales et animaux à pedigree exportés" (pour l'exportation), signés par le Vice-ministre de l'agriculture de la Fédération de Russie.

235. Le transit des marchandises exigeait l'autorisation écrite de l'Inspecteur vétérinaire en chef de l'État ou de ses adjoints. Lorsqu'il fallait obtenir une autorisation de transit par des pays tiers, les formalités incombent propriétaire des marchandises. Le transit international exigeait l'autorisation de l'agence vétérinaire de l'État central des pays importateurs, tant pour le territoire de destination que pour celui de transit. L'itinéraire de la cargaison devait être convenu avec les agences en question.

236. Les importations de préparations vétérinaires étaient régies par la Résolution gouvernementale n° 1539 du 25 décembre 1998 sur l'importation et l'exportation de médicaments et de substances pharmaceutiques. Une fois adoptés, tous les nouveaux instruments législatifs en matière vétérinaire étaient publiés dans les journaux officiels "Science et pratique vétérinaires", "Journal vétérinaire", "Consultant vétérinaire" et dans d'autres publications spécialisées.

237. Les politiques en matière de phytoquarantaine étaient déterminées par le Ministère de l'agriculture, la quarantaine étant, en pratique, effectuée par le Service national de quarantaine des végétaux, rattaché à ce Ministère. À l'échelon régional, les contrôles phytosanitaires étaient effectués par les services d'inspection de la phytoquarantaine dans les différentes régions de la Fédération de Russie. La surveillance phytosanitaire aux points de contrôle frontaliers russes était effectuée auprès des points de phytoquarantaine; à l'échelon local, la phytoquarantaine était effectuée auprès des points de phytoquarantaine de district ou interdistricts des services régionaux d'inspection.

238. Les importations de produits sur le territoire de la Fédération de Russie étaient soumises au contrôle phytosanitaire sur la base de permis d'importation quarantenaire délivrés par le Service (d'inspection) de la Fédération de Russie pour la phytoquarantaine et par ses agences régionales. Les permis d'importation quarantenaire étaient délivrés en application de la Résolution gouvernementale n° 268 du 23 avril 1992 sur le service national de quarantaine des végétaux dans la Fédération de Russie (modifiée et complétée par la Résolution gouvernementale n° 1143 du 1<sup>er</sup> octobre 1998). La liste des produits soumis au contrôle phytosanitaire, avec indication des codes selon la Nomenclature des marchandises relative aux activités économiques extérieures de la CEI, figurait dans la "Nomenclature des principaux types de produits, expéditions et matériaux (marchandises) soumis à quarantaine, pour lesquels les importations et les exportations de la Fédération de Russie requièrent l'autorisation des agences du Service national de quarantaine des végétaux de la Fédération de Russie". Cette dernière nomenclature a été approuvée par le Ministère de l'agriculture de la Fédération de Russie le 19 mars 1999, avec l'accord du Comité d'État des douanes de la Fédération de Russie, et avait force obligatoire tant pour les agences du Service national de quarantaine des végétaux que pour le Comité d'État des douanes.

239. En ce qui concerne les importations de semences et de matériel de plantation, et de certains autres produits importés par plusieurs régions, les permis d'importation quarantenaire concernant les importations de fruits et légumes frais étaient délivrés par le Rosgoskarantin. Ces permis pouvaient aussi être délivrés par les services d'inspection des régions concernées. Pour obtenir un permis d'importation quarantenaire, l'expéditeur devait en faire la demande au service d'inspection compétent ou au Rosgoskarantin. Sur cette demande devaient figurer le nom du produit en question, le pays d'origine, le pays d'exportation, le volume de l'expédition, la période de récolte, les destinations, les points de contrôle frontaliers des importations des produits soumis à quarantaine (Résolution gouvernementale n° 268 du 23 avril 1992 sur le service national de quarantaine des végétaux dans la Fédération de Russie). Un permis d'importation quarantenaire indique les prescriptions phytosanitaires *ad hoc* concernant chaque expédition de produits soumis à quarantaine ainsi que la prescription selon laquelle chaque expédition doit être accompagnée d'un certificat phytosanitaire confirmant la conformité des caractéristiques phytosanitaires du produit auxdites prescriptions. Un certificat phytosanitaire devait être délivré par les agences du service national chargé de la phytoquarantaine dans le pays exportateur. Les mesures phytosanitaires maintenues par la Fédération de Russie répondaient aux recommandations de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, (dont la Russie (l'URSS) était membre depuis 1957, et membre du Comité exécutif depuis 1997).

240. Notant que les renseignements donnés ci-dessus constituaient un recueil utile des pratiques actuelles de la Fédération de Russie, les membres estimaient néanmoins que ces renseignements

étaient insuffisants pour pouvoir déterminer dans quelle mesure le régime en vigueur était compatible avec les règles de l'OMC. Ils aussi demandé des renseignements supplémentaires sur les mesures phytosanitaires en vigueur. À cet égard, les membres ont souligné que le manque de clarté dans la manière dont la Fédération de Russie proposait d'appliquer son régime SPS, comme dans le cas de toute autre mesure non tarifaire, pouvait empêcher les négociations bilatérales en matière d'accès aux marchés d'avoir lieu effectivement.

241. Tout en reconnaissant que la Fédération de Russie prenait des mesures pour renforcer son régime SPS et le mettre en conformité avec les règles de l'OMC, les membres estimaient qu'elle avait encore beaucoup à faire pour instaurer un cadre réglementaire prévisible, transparent et scientifique qui garantisse des procédures juridiques adéquates et un respect durable des obligations internationales. En pratique, cela pourrait se faire en assurant le respect des obligations découlant des Accords de l'OMC, notamment en ce qui concerne les principes ci-après de l'Accord SPS: transparence des mesures, par la communication de renseignements aux autres Membres de l'OMC; compatibilité, cohérence et proportionnalité des mesures; caractère non discriminatoire des mesures, ce qui implique qu'il est nécessaire que les prescriptions concernant les importations ne soient pas plus restrictives que celles concernant la production nationale; adoption des normes internationales établies par le Codex Alimentarius, l'OIE et la CIPV pour les règles d'importation (les règles doivent être fondées sur une évaluation scientifique des risques lorsqu'elles sont plus sévères que les normes internationales ou lorsqu'il n'existe pas de norme internationale); application des principes relatifs à la régionalisation; acceptation de certificats et autres garanties accordées par les autorités compétentes de pays tiers (y compris l'Union européenne) comme base pour les importations.

242. Les membres ont souligné que la Fédération de Russie devait mettre ses procédures législatives et réglementaires en conformité avec les prescriptions de l'OMC et fournir la documentation nécessaire pour montrer comment les lacunes actuelles seraient comblées. Ils estimaient particulièrement utile, à ce stade, de disposer d'une mise à jour du Plan d'action SPS de la Fédération de Russie. Ils ont également demandé plus de détails sur les procédures d'inspection et les taxes afférentes à ces procédures dans le domaine des importations de viande de volaille et de viande rouge, car les renseignements obtenus à cet égard indiquaient que des mesures introduites récemment avaient alourdi les procédures de contrôle dans le pays d'exportation et entraîné une augmentation des taxes appliquées aux importations. Les membres souhaitaient également que la Fédération de Russie s'engage à appliquer entièrement l'Accord de l'OMC sur les mesures SPS dès l'accession.

243. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci appliquerait toutes les obligations découlant de l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires à compter de la date de l'accession sans recourir à aucune période de transition.]

- **Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)**

244. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que la Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie ne prévoyait pas de mesure incompatible avec les dispositions des articles III et XI du GATT de 1994 ni de mesure correspondant à la liste exemplative des MIC selon le paragraphe 2 de l'article 2 de l'Accord de l'OMC sur les MIC. Cette loi prévoyait que les renseignements concernant toutes mesures affectant les investisseurs étrangers devaient être publiés. Elle donnait aussi au gouvernement et aux entités locales le pouvoir d'accorder aux investisseurs étrangers un régime plus favorable, compte tenu de l'intérêt économique général de la Fédération de Russie. [Cette loi déterminant les critères établissant ce régime plus favorable, les autorités infrafédérales pouvaient établir ces critères elles-mêmes.]

245. Il a indiqué que la Loi n° 225-FZ du 30 décembre 1995 sur le partage de la production (modifiée le 7 janvier 1999 et le 18 juin 2001) prévoyait que les investisseurs étrangers prenant part à des plans de partage de la production en Russie devaient passer une certaine part de leurs commandes en faveur de marchandises produites localement. Le Décret présidentiel n° 135 du 5 février 1998 sur les mesures complémentaires destinées à accroître les investissements pour le développement de l'industrie automobile nationale et la Résolution gouvernementale n° 413 du 23 avril 1998 sur les mesures complémentaires destinées à attirer les investissements pour le développement de l'industrie automobile nationale prévoyaient des préférences douanières et autres pour les investissements dans l'industrie automobile qui dépassent le plafond établi. Quatre accords d'investissement avaient été signés sur la base de ces actes. On espérait fermement ne signer aucun autre accord de ce type. Les actes normatifs permettant l'annulation de ce décret et de cette résolution seraient élaborés en temps utile.

246. En réponse aux questions de certains membres, il a confirmé que la Résolution gouvernementale n° 574 du 2 août 2001 sur certaines questions de réglementation des importations temporaires d'aéronefs de fabrication étrangère annulait et remplaçait la Résolution gouvernementale n° 716 du 7 juillet 1998 sur les mesures complémentaires d'aide de l'État à l'aviation civile en Russie.

247. Les membres ont estimé que les renseignements sur les MIC présentés ci-dessus ne répondaient pas complètement aux questions soulevées au sein du Groupe de travail sur les mesures en vigueur, notamment en ce qui concerne la Loi sur les accords de partage de la production et la législation destinée à favoriser l'investissement dans le secteur automobile et l'aviation civile, au sujet desquelles on continuait de demander une description complète. Les membres ont estimé que de plus amples renseignements étaient nécessaires, notamment sur les prescriptions pertinentes de l'OMC concernant les dispositions en matière d'investissement prévues dans les modifications de la Loi sur

les accords de partage de la production, adoptées le 7 janvier 1999, les dispositions fiscales modifiées ainsi que les dispositions de la nouvelle Loi sur le partage de la production, datée de 2001. Les membres ont demandé des renseignements supplémentaires sur les rouages de la Résolution gouvernementale n° 716 du 7 juillet 1998 sur les mesures complémentaires d'aide de l'État à l'aviation civile en Russie, du Décret présidentiel n° 135 du 5 février 1998 sur les mesures complémentaires destinées à accroître les investissements pour le développement de l'industrie automobile nationale, de la Résolution gouvernementale n° 413 du 23 avril 1998 sur les mesures complémentaires destinées à attirer les investissements pour le développement de l'industrie automobile nationale, et de la Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie. Tout en croyant comprendre que ces programmes pourraient être éliminés ou modifiés, certains membres ont demandé à la Fédération de Russie de confirmer qu'elle éliminerait toutes les MIC existantes dès l'accession

248. [Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que celle-ci, à compter de la date de l'accession, éliminerait toute mesure non conforme à l'Accord de l'OMC sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) et qu'elle appliquerait cet Accord sans recourir à aucune période de transition.]

- **Pratiques en matière de commerce d'État**

249. Les membres ont noté que la Fédération de Russie avait indiqué que cinq sociétés étaient des entreprises commerciales d'État qui devaient faire l'objet d'une notification au titre de l'article XVII du GATT. L'une de ces sociétés, Rosugol, été dissoute en novembre 1997. Les membres ont également demandé de plus amples renseignements sur le rôle d'entreprises de commercialisation telles que Exportkhleb, Prodintorg et Roskhleboprodukt dans le commerce des produits agricoles, avec une description de la législation qui avait mis fin de manière spécifique aux droits et privilèges spéciaux dont ces organisations avaient traditionnellement bénéficié en tant que monopoles de négoce ou de commercialisation. On a aussi jugé nécessaire de savoir dans quelle mesure le commerce russe des produits agricoles restait soumis à des accords intergouvernementaux conclus entre la Fédération de Russie et d'autres pays, notamment ceux de la CEI, et si des arrangements de troc entre États étaient encore en vigueur.

250. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que les autorités de son pays considéraient que cinq entreprises commerciales d'État en Russie feraient l'objet des prescriptions de notification de l'article XII du GATT de 1994. Ces entreprises, et les produits pour lesquels elles disposent de privilèges spéciaux, étaient les suivantes: Société anonyme russe Gazprom (gaz naturel); Société anonyme russe UES de Russie (électricité); Société anonyme Rosugol (charbon); Société

anonyme Diamants de Russie-Sakha (ALROSA) (diamants naturels bruts); Entreprise d'État Almazynvelir Export – Office de commercialisation (diamants naturels bruts). Selon le gouvernement russe, il n'y avait pas d'autre entreprise en Fédération de Russie, soit publique soit privée, qui aurait bénéficié de ces droits exclusifs ou spéciaux ou de privilèges, y compris en vertu de la législation ou de la Constitution, dont l'exercice pourrait faire en sorte que ses achats ou ses ventes aient une incidence sur le niveau ou sur la provenance des importations ou la destination des exportations. Le nombre de ces entreprises était limité aux secteurs de l'énergie (trois entreprises) et du diamant naturel brut et du platine (deux entreprises). Ces entreprises, auxquelles avaient été accordés des droits exclusifs ou spéciaux ou des privilèges dont l'exercice avait une incidence sur le niveau ou sur la provenance des importations ou la destination des exportations, faisaient leurs achats et leurs ventes sur la base de considérations commerciales.

251. Concernant le commerce des produits agricoles, il a indiqué qu'en vertu de la Résolution gouvernementale n° 1224 du 26 septembre 1997 l'Office fédéral pour la réglementation du marché des produits alimentaires remplaçait la Société fédérale d'alimentation, avec un cadre institutionnel et juridique modifié. L'Office fédéral avait pour mission, entre autres choses, de surveiller les marchés des produits agricoles, d'encourager la concurrence, de fournir de l'aide pour l'achat de marchandises de base sur le marché agricole et de jouer le rôle d'agent officiel (organisme acheteur) afin de maintenir les réserves alimentaires actuelles de l'État russe. Les achats de produits et les interventions sur les produits de base devaient être effectués non par l'Office fédéral mais exclusivement par des entités commerciales choisies par appel d'offre public. L'Office fédéral n'avait donc pas d'influence sur les exportations ou les importations.

252. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que certaines entreprises (Roshleboproduct et Roscontract) avaient bénéficié de droits exclusifs et spéciaux en 1993-1994 au cours d'opérations de commerce de troc bilatéral effectuées avec certains pays de la CEI dans le cadre d'accords intergouvernementaux spéciaux conclus pour les années civiles en question. Les droits exclusifs de ces entreprises avaient définitivement expiré le 31 décembre 1995 au moment de l'échéance de ces accords et n'ont jamais été rétablis. À l'heure actuelle la Fédération de Russie ne faisait de commerce de troc avec aucun des pays de la CEI.

253. S'agissant d'une récente résolution gouvernementale qui imposait des prescriptions de licence pour l'achat, le traitement, le stockage et la commercialisation de céréales et de produits à base de céréales pour les besoins de l'État, ainsi que pour la fabrication de la plupart de ces produits (pain, farine, etc.), les membres ont demandé des précisions sur le but de ces licences et si les entreprises étrangères et nationales y étaient soumises de la même manière.

254. Il a été signalé que 150 usines céréalières en faillite (moulins, entrepôts, etc.) étaient revenues sous le contrôle de l'État, raison pour laquelle certains membres ont demandé des précisions sur la mise en oeuvre de ce processus et sur le rôle que les pouvoirs publics allaient jouer dans les décisions d'exploitation et de gestion de ces usines. Outre l'énumération des entreprises commerciales d'État, les membres ont également demandé à la Russie de confirmer que dès l'accession, les entreprises commerciales d'État du pays seraient administrées et exploitées conformément aux dispositions des Accords de l'OMC, notamment à l'article XVII et le Mémoire d'accord. On lui a aussi demandé de confirmer que les lois et réglementations régissant les activités de négoce des entreprises commerciales d'État et des entreprises ayant des privilèges spéciaux ou exclusifs (y compris des pratiques telles que les commandes publiques, les achats destinés à répondre aux besoins de l'État, les échanges commerciaux organisés par l'État, la distribution de marchandises par les pouvoirs publics, les accords intergouvernementaux de fourniture ou d'achat de marchandises, le système de double prix de l'énergie et le commerce de compensation ou le troc cautionnés par l'État) seraient appliquées conformément aux dispositions des Accords de l'OMC, y compris l'article XVII du GATT, le Mémoire d'accord sur l'article XVII et le Mémoire d'accord sur l'article VIII de l'AGCS.

255. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci, à compter de la date de l'accession, appliquerait ses lois et réglementations régissant les activités de négoce des entreprises commerciales d'État et des entreprises ayant des privilèges spéciaux ou exclusifs (y compris des pratiques telles que les commandes publiques, les achats destinés à répondre aux besoins de l'État, les échanges commerciaux organisés par l'État, la distribution de marchandises par les pouvoirs publics, les accords intergouvernementaux de fourniture ou d'achat de marchandises, et le commerce de compensation ou le troc cautionnés par l'État), y compris celles énumérées dans les paragraphes [...], de manière conforme aux dispositions des Accords de l'OMC, y compris l'article XVII du GATT, le Mémoire d'accord sur l'article XVII et le Mémoire d'accord sur l'article VIII de l'AGCS. Il a aussi confirmé que la Fédération de Russie notifierait les entreprises visées par l'article XVII au plus tard dès l'accession, et qu'elle observerait les obligations de non-discrimination et d'application de considérations commerciales aux opérations commerciales pour ces entreprises.]

- **Zones franches et zones économiques spéciales**

256. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que, même si la législation russe prévoyait l'établissement de zones de libre-échange, ces zones n'avaient jamais pris une grande importance en ce qui concerne le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie. En fait, seule une zone économique spéciale (ZES) était opérationnelle, en raison de sa situation géographique spécifique dans la région de Kaliningrad. Cette ZES était administrée directement par les autorités régionales. En vertu de la Loi fédérale n° 13-FZ du 22 janvier 2000 sur la zone économique spéciale

de la région de Kaliningrad (modifiée le 27 décembre 2000), toutes les marchandises (à l'exclusion des marchandises visées par des restrictions quantitatives) importées dans la région de Kaliningrad étaient exemptées de droits de douane (à l'exclusion des impositions).

257. Il a dit que la législation en vigueur (Loi fédérale n° 150-FZ du 27 décembre 2000 sur le budget fédéral 2001, modifiée le 24 mars et le 8 août 2001) abrogeait les exemptions de droits d'accise et de TVA prévues pour les importations de marchandises assujetties au droit d'accise sous le régime de zone franche du territoire de la zone économique spéciale de Kaliningrad pour l'année 2001. Toutefois, si ces marchandises étaient ultérieurement exportées vers d'autres régions de la Fédération, les droits d'importation étaient exigibles dans leur intégralité, sauf pour les marchandises transformées ou réputées avoir été transformées dans la région de Kaliningrad. Selon la Loi fédérale n° 13-FZ, un produit est considéré comme manufacturé dans cette zone économique spéciale à condition que la valeur ajoutée par le processus de fabrication s'élève à 30 pour cent au moins, ou 15 pour cent au moins dans le cas des produits électroniques et des appareils ménagers sophistiqués, et que ce processus entraîne un changement de position tarifaire du SH pour le produit en question conformément à la classification douanière. La procédure de détermination de l'origine d'un produit comme provenant d'une zone économique spéciale a été établie par la résolution conjointe de l'Administration de la région de Kaliningrad et du Comité d'État des douanes n° 296-r/01-14/1365 du 31 décembre 1998 portant approbation de la procédure de détermination de l'origine d'une marchandise comme provenant de la zone économique spéciale de la région de Kaliningrad, enregistrée auprès du Ministère de la justice sous le Règlement n° 1892 du 9 juillet 1999.

258. Il a ajouté que la législation en vigueur prévoyait aussi l'établissement d'une zone économique spéciale dans la région de Magadan et à Nakhodka, mais que ces zones n'étaient pas encore en activité. La zone franche économique "Nakhodka" a été créée en octobre 1990 en tant que première zone franche de Russie. Le régime économique de cette zone était régi par la Résolution du Soviet suprême de la RSFSR du 24 octobre 1990 portant création d'une zone franche centrée sur la ville de Nakhodka dans la région de Primorsky Krai, et par la Résolution gouvernementale n° 1033 du 8 septembre 1994 sur certaines mesures de développement de la zone franche économique de Nakhodka. Les exportations et importations de la zone franche économique "Nakhodka" étaient soumises au régime douanier ordinaire.

259. La zone économique spéciale de Magadan a été créée par la Loi fédérale n° 104-FZ du 31 mai 1999 sur la zone économique spéciale de la région de Magadan et par la Loi de la Région de Magadan n° 80-OZ du 5 juillet 1999 portant modification de la structure territoriale de la région de Magadan. La procédure de détermination de l'origine de marchandises comme provenant de la zone économique spéciale de la région de Magadan était prévue par l'Ordonnance n° 829 du

30 novembre 1999 du Comité d'État des douanes et par les Directives concernant la détermination de l'origine des marchandises comme provenant de la zone économique spéciale de la région de Magadan, qui figurent dans la Lettre conjointe du Comité d'État des douanes et de l'Administration de la Région de Magadan n° 01-11/10593 du 25 avril 2000.

260. Le territoire de la Région de Magadan était une zone franche douanière, ce qui signifiait que les marchandises d'origine étrangère étaient importées sur le territoire de cette zone économique spéciale en franchise de droits de douane et de taxes. Les marchandises étrangères exportées du territoire de la Région de Magadan vers le territoire douanier de la Fédération de Russie ou hors de ce dernier étaient assujetties aux droits de douane dans leur totalité. Les produits étrangers qui subissent une certaine transformation et qui répondraient à la définition de "transformation suffisante" sont considérés comme des produits russes et ne sont pas assujettis aux droits de douane et autres taxes à l'importation au moment de leur entrée dans le reste du territoire douanier de la Fédération de Russie. Les critères permettant d'établir que des produits ont subi une transformation suffisante dans la zone économique spéciale étaient les suivants: modification de la position tarifaire (Code du SH); accomplissement d'opérations de production et d'opérations technologiques suffisantes pour les produits devant être considérés comme originaires de la zone économique spéciale; modification du coût des produits, à condition que la valeur ajoutée par le processus de transformation s'élève à 30 pour cent au moins de la valeur des produits (15 pour cent au moins pour les produits électroniques et appareils ménagers sophistiqués). Les avantages douaniers et fiscaux devaient être maintenus jusqu'au 31 décembre 2014, jour d'expiration de la Loi sur la zone économique spéciale de la région de Magadan.

261. Les membres ont demandé plus de renseignements pour déterminer si la zone de libre-échange actuelle de Kaliningrad ou les zones prévues dans la nouvelle législation pouvaient poser des problèmes au regard de l'OMC. Ils se demandaient à cet égard sur quels critères on considérerait que les intrants importés utilisés dans les marchandises fabriquées à Kaliningrad étaient suffisamment transformés pour qu'il ne soit plus nécessaire d'acquitter les droits et taxes dont les intrants avaient été exemptés à l'importation. Ils se demandaient aussi quels étaient les autres avantages en termes d'exemptions fiscales dont bénéficiaient, le cas échéant, les entreprises situées dans cette zone. Les membres ont aussi demandé une description des dispositions visant les entreprises situées dans les zones de libre-échange de Magadan et de Nakhodka.

262. Les membres ont souligné que la Russie devrait réviser sa législation et sa réglementation nationales pour éliminer toutes les mesures en vigueur dans ses zones de libre-échange et autres zones économiques spéciales qui n'étaient pas conformes aux dispositions des Accords de l'OMC, dès son accession, et en particulier les incitations liées à des prescriptions en matière d'exportation, d'autres

subventions et les MIC, pour garantir la mise en œuvre dans ces zones de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Les membres ont également demandé à la Fédération de Russie d'envisager de prendre l'engagement habituel d'appliquer les formalités douanières normales pour les marchandises provenant de ces zones et vendues ailleurs en Russie, y compris en leur appliquant des droits de douane et des taxes, dès son accession.

263. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que toutes les zones franches et autres zones économiques spéciales instaurées par la législation russe, y compris celles citées dans les paragraphes [...], seraient administrées conformément aux dispositions des Accords de l'OMC, et que la Fédération de Russie garantirait l'application des dispositions de l'OMC dans ces zones. Le droit des entreprises de s'établir et d'exercer leurs activités dans ces zones ne dépendrait pas des résultats à l'exportation, de la balance commerciale ou de critères relatifs au contenu local. En outre, les marchandises produites dans ces zones dans le cadre de dispositions prévoyant l'exonération des importations des droits de douanes et de certaines taxes seraient soumises à des formalités douanières normales à l'entrée du reste du territoire de la Fédération de Russie, y compris en ce qui concerne l'application des droits de douane et des taxes.]

**- Pratiques en matière de marchés publics**

264. Les membres ont invité la Fédération de Russie à fournir des renseignements sur ses pratiques en matière de marchés publics dans la présente section du projet de rapport. Certains membres ont également souhaité que la Fédération de Russie s'engage, dès l'accession, à devenir observateur de l'Accord sur les marchés publics et à entamer des négociations pour devenir partie à cet accord.

265. Les membres ont en outre demandé des renseignements sur l'état d'avancement du projet de nouvelle législation dans ce domaine. De plus, ils souhaitaient être mieux informés sur la participation de l'État russe à des échanges de troc ainsi que sur le fondement juridique de cette participation.

266. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci avait l'intention d'adhérer à l'Accord de l'OMC sur les marchés publics et de la notifier au Comité des marchés publics à cet effet au moment de son accession à l'OMC. Il a aussi confirmé que la Fédération de Russie demanderait le statut d'observateur de l'Accord sur les marchés publics au moment de son accession à l'OMC.

- **Réglementation du commerce de transit**

267. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que, pour l'heure, le transit des marchandises à travers le territoire de la Fédération de Russie était exempté de redevances douanières, droits de douane, TVA et droits d'accise. La Fédération de Russie accordait la liberté de transit sur son territoire comme étant prescrit par l'article V du GATT de 1994 ainsi que sur la base des traités internationaux auxquels elle est partie. Les seules impositions perçues étaient les frais de transport, proportionnés aux frais administratifs ou au coût des services rendus.

268. Les membres ont indiqué qu'ils souhaitaient toujours avoir une description de la législation russe sur le transit qui leur permette de confirmer que les politiques russes en la matière étaient conformes aux dispositions de l'Accord sur l'OMC, notamment à l'article V du GATT de 1994.

269. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci appliquerait ses lois et réglementations régissant les opérations de transit et agirait en totale conformité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC, notamment l'article V du GATT de 1994.]

- **Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles**

270. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que les objectifs à long terme essentiels pour le secteur agricole russe étaient de parvenir à une production agro-industrielle efficace et compétitive ainsi qu'à l'obtention d'une sécurité alimentaire suffisante pour la population russe. Ces objectifs rendaient nécessaire un programme de mesures exhaustif, tant à court terme qu'à long terme. Selon les "Priorités de la politique agroalimentaire du gouvernement de la Fédération de Russie pour 2001-2010", approuvées par le gouvernement le 27 juillet 2000, le secteur agricole russe devait tout d'abord s'attaquer aux problèmes qui se sont accumulés au cours des années ayant précédé la réforme et pendant celle-ci, notamment au déséquilibre sectoriel des prix et des recettes qui constituait un important facteur défavorable pour la production agricole, à la faiblesse de la rentabilité et au développement de la base matérielle.

271. À cet égard, il a exposé les priorités actuelles de la politique agroalimentaire et de la réforme agraire en Fédération de Russie, et décrit en détail les mesures et politiques de soutien à l'agriculture, tant celles qui relèvent de la catégorie verte que celles qui relèvent de la catégorie orange, catégories définies dans l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Il a aussi indiqué que, compte tenu de facteurs tels que la géographie de la production agricole en Fédération de Russie, l'immensité du territoire national, l'état de développement du système de transport et des infrastructures de soutien à l'exportation des produits agricoles, l'utilisation de subventions à l'exportation par certains des principaux partenaires de la Russie ainsi que les conditions de la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux, son

gouvernement était venu à la conclusion qu'il pourrait avoir recours à des subventions à l'exportation conformes à l'Accord sur l'agriculture. Par conséquent, la Fédération de Russie entendait se réserver le droit d'utiliser des subventions à l'exportation sous réserve: a) des réductions convenues avec les Membres de l'OMC sur une période fixée, et b) des possibles incidences sur les subventions à l'exportation des nouvelles négociations sur l'agriculture en cours à l'OMC.

272. Les membres ont relevé avec inquiétude qu'il manquait encore une documentation complète sur les politiques russes d'aide à l'agriculture, pour que soit établie une description détaillée des politiques agricoles de la Fédération de Russie au sujet desquelles des engagements adéquats puissent être définis. Les membres estimaient qu'en communiquant ces renseignements, la Fédération de Russie devrait mettre l'accent sur les mesures de la "catégorie verte" susceptibles d'aider la Russie à atteindre ses objectifs de réforme dans le domaine de l'agriculture. Certains membres ont déclaré en outre que, dans le contexte actuel, ils jugeaient inapproprié qu'un pays, quel qu'il soit, accède à l'OMC sans avoir pris d'engagement en matière de subventions aux exportations. Ces membres ont souligné que la Fédération de Russie devrait consolider à zéro ses subventions aux exportations.

- **Commerce des aéronefs civils**

273. Un membre a noté que la Russie avait exprimé, dans le cadre de discussions bilatérales, sa volonté d'adhérer à l'Accord sur le commerce des aéronefs civils. Ce membre a demandé à la Fédération de Russie de s'engager à le faire dès l'accession.

274. Un autre membre espérait aussi que la Fédération de Russie s'engageait à devenir partie à l'Accord sur les aéronefs civils dès l'accession à l'OMC. Ce membre espérait que la Fédération de Russie mettrait en œuvre cet accord sans exception et sans recourir à aucune période transitoire. Ce membre espérait en outre que la Fédération de Russie ferait en sorte que toutes les taxes intérieures sur la vente ou la location d'aéronefs civils seraient appliquées d'une manière non discriminatoire entre les marchandises importées et celles produites dans le pays et entre marchandises importées des pays tiers.

- **Textiles**

275. Certains membres ont relevé que les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements deviendraient également applicables pour la Fédération de Russie dès son accession à l'OMC. À cet égard, un membre a dit que les contingents établis de manière bilatérale par son pays pour les importations de textiles et de vêtements en provenance de la Fédération de Russie deviendraient le point de départ d'une nouvelle libéralisation aux termes de cet accord. Afin d'assurer un passage ordonné vers cette nouvelle situation et de garantir pour les exportations russes les

avantages de la libéralisation des échanges au titre de l'ATV, ces membres demandaient qu'un engagement approprié soit inscrit dans le projet de rapport.

276. Un membre a déclaré que les restrictions quantitatives aux importations maintenues par des Membres de l'OMC sur les textiles et les vêtements provenant de la Fédération de Russie qui seraient en vigueur le jour précédant la date de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC devraient être notifiées à l'Organe de supervision des textiles (OSpT) par les Membres qui maintiennent ces restrictions, et seraient appliquées aux fins de l'article 2 de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements. Ainsi, aux fins de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC, l'expression "jour précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur les textiles et les vêtements" devrait s'entendre du jour précédant la date de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC. Le coefficient de croissance prévu dans l'article 2:14 de l'Accord sur les textiles et les vêtements devrait s'appliquer à ce niveau de base, le cas échéant, à compter de la date de l'accession de la Fédération de Russie à l'OMC.

## **RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (ADPIC)**

### **Généralités**

277. Les Membres ont souligné que ce domaine constituait un aspect très important du processus d'accession de la Fédération de Russie à l'OMC. Les autorités russes ont été invitées à poursuivre leurs efforts pour suivre les normes internationales fondamentales prévues par l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et de les appliquer dès l'accession.

278. Dans sa réponse, le représentant de la Fédération de Russie a dit que le système national de protection des droits de propriété intellectuelle correspondait aux normes internationales de base dans ce domaine, notamment aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. L'orientation générale de la politique de la Fédération de Russie en matière de propriété intellectuelle était déterminée par la Constitution fédérale (clause 1 de l'article 44), qui garantissait *erga omnes* la liberté de création littéraire, artistique, scientifique, technique et d'autres activités créatives, ainsi que d'enseignement, et qui stipulait que la propriété intellectuelle devait être protégée par la loi. L'ensemble du système législatif russe en vigueur contribuait à l'effectivité de ce droit constitutionnel. Un certain nombre d'accords internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie forment un élément essentiel de ce système.

279. Il a indiqué que la Fédération de Russie accordait le traitement national aux personnes morales et physiques des pays qui sont parties à des conventions prescrivant ce traitement (plus particulièrement, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, la Convention universelle sur le droit d'auteur et la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et

artistiques), à la fois directement en application de ces conventions (en vertu de la clause 4 de l'article 15 de la Constitution de la Fédération de Russie, les accords internationaux sont directement applicables et ont la primauté) et conformément aux dispositions pertinentes des lois de la Fédération de Russie (en particulier, les articles 36 et 37 de la Loi fédérale n° 3517-1 FZ du 23 septembre 1992 sur les brevets, les articles 47 et 48 de la Loi fédérale n° 3520-FZ du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine, l'article 3, l'article 5:1 et l'article 35:4 de la Loi fédérale n° 5351-1 FZ du 9 juillet 1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes, l'article 7 de la Loi fédérale n° 3523-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs et des bases de données, et les articles 13 et 14 de la Loi fédérale n° 3526-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés). L'application du traitement de la nation la plus favorisée (avec des exceptions concernant les avantages accordés par la Russie en application de certains accords, notamment les accords avec les pays de la CEI) sur la propriété intellectuelle est prévue dans les accords conclus par la Fédération de Russie avec la Suisse et l'Union Européenne.

280. Notant que le gouvernement russe avait élaboré et présenté à la Douma un projet de loi modifiant la législation sur le droit d'auteur, les marques de fabrique ou de commerce, les brevets et d'autres lois sur la propriété intellectuelle, y compris les lois visant à faire respecter les droits, les membres ont estimé qu'un calendrier clair concernant l'adoption de cette législation serait d'une aide précieuse pour les travaux menés par le Groupe de travail dans ce domaine. Ils ont souligné en outre que le Groupe de travail devait être tenu informé des initiatives prises pour lutter contre le piratage et la contrefaçon, actuellement très répandus.

281. S'agissant de questions spécifiques concernant l'évolution de la législation dans ce domaine, le représentant de la Fédération de Russie a présenté l'exposé ci-après:

- **Droit d'auteur et droits connexes**

282. D'une manière générale, les dispositions de la législation russe sur le droit d'auteur (y compris celles qui concernent la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données) étaient conformes aux dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (y compris l'article 6 *bis*) et aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. En même temps, conformément à la déclaration faite par le gouvernement de la Fédération de Russie lorsque celle-ci était devenue partie à la Convention de Berne, les dispositions de cette dernière n'étaient pas appliquées aux œuvres littéraires et artistiques qui étaient tombées dans le domaine public au moment de l'entrée en vigueur de cette convention en Fédération de Russie. En vertu de l'article 28 de la Loi fédérale n° 3531-1 FZ du 9 juillet 1993 sur le droit d'auteur et les droits

connexes, les œuvres pour lesquelles la durée de protection du droit d'auteur a expiré, ainsi que les œuvres pour lesquelles la protection du droit d'auteur n'avait jamais été accordée en Fédération de Russie, relevaient du domaine public. De nouvelles modifications de cette loi mettront les dispositions concernant la protection rétroactive en conformité avec les prescriptions pertinentes de la Convention de Berne et de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC.

- **Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de service**

283. D'une manière générale, les dispositions de la législation russe sur la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service étaient conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC, à l'exception des dispositions concernant la protection additionnelle des marques notoirement connues pour des marchandises non similaires. Ces dispositions seraient prises en compte lorsque les modifications de la Loi fédérale n° 3520-FZ du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine seront approuvées.

- **Indications géographiques, y compris les appellations d'origine**

284. Avant 1992, la protection des indications géographiques en Russie reposait principalement sur la conception selon laquelle toute indication géographique fautive constituait une forme de concurrence déloyale ou une violation des droits des consommateurs (ce qui était du ressort, respectivement, des organismes antitrust et des tribunaux). En outre, depuis 1992, une catégorie d'indications géographiques très importante – les appellations d'origine – faisait l'objet d'une protection particulière fondée sur l'enregistrement de l'appellation d'origine selon une procédure établie dans la Loi fédérale sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine.

285. D'une manière générale, les dispositions en vertu desquelles les indications géographiques sont protégées étaient conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Le projet de loi portant modification de la Loi fédérale n° 3520-FZ du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine tiendrait compte des dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC concernant la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et liqueurs selon lesquelles elle est accordée uniquement aux appellations d'origine qui sont enregistrées selon la procédure établie.

- **Inventions et dessins et modèles industriels**

286. D'une manière générale, les dispositions de la Loi fédérale sur les brevets n° [...] concernant la protection des inventions et des dessins et modèles industriels étaient conformes à la Convention de Paris et aux dispositions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC. Le projet de loi portant modification de la Loi fédérale sur les brevets prendrait en compte les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC concernant l'utilisation d'inventions sans l'autorisation du détenteur du brevet ("régime de licences obligatoires").

- **Protection des obtentions végétales et des races animales (produits de sélection)**

287. Les obtentions végétales et les races animales étaient protégées en vertu de la Loi fédérale n° 5605-1 FZ du 6 août 1993 sur les produits de sélection. Les dispositions de cette loi étaient conformes à l'Accord de l'OMC sur les ADPIC et à la Convention de l'UPOV, dont la Fédération de Russie est devenue membre en 1998.

- **Schémas de configuration de circuits intégrés**

288. Les schémas de configuration de circuits intégrés étaient protégés en vertu de la Loi fédérale n° 3526-FZ du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés. D'une manière générale, les dispositions de cette loi étaient conformes aux dispositions du Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (Traité de Washington), bien que la Fédération de Russie ne soit pas partie audit traité. De plus (par rapport au Traité de Washington), les prescriptions pertinentes de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC avaient été prises en compte dans un projet de loi portant modification de la Loi sur la protection juridique des schémas de configuration des circuits intégrés, qui sera présenté aux autorités législatives.

- **Protection des renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données d'essais**

289. La protection des renseignements non divulgués, telle qu'elle est prévue à la section 7 de l'Accord de l'OMC sur les ADPIC, était assurée dans la législation russe par l'article 139 du Code civil. En particulier, l'article 139 stipule que les fonctionnaires ayant obtenu illégalement des renseignements qui constituent des secrets officiels ou commerciaux sont passibles de sanctions. L'obtention, l'utilisation ou la divulgation de renseignements scientifiques, techniques, de production ou commerciaux, y compris les secrets commerciaux, sans le consentement du détenteur, sont interdites en vertu de l'article 10 de la Loi fédérale n° 948-1 du 23 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base.

- **Moyens de faire respecter les droits**

- **Mesures pénales**

290. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué en outre que, depuis 1999, il existait un département spécial pour les délits à l'encontre la propriété intellectuelle, rattaché la Division principale de criminalité économique du Ministère de l'intérieur (et de ses départements régionaux). S'agissant des sanctions pénales, le Code pénal comprenait trois articles qui traitent spécifiquement de la propriété intellectuelle: l'article 146 (violation du droit d'auteur et des droits connexes), l'article 147 (violation des brevets) et l'article 180 (violation des marques de fabrique ou de commerce). Bien que la violation du droit d'auteur soit passible d'amende et d'emprisonnement, aucune peine d'emprisonnement n'était prévue pour la violation des autres droits de propriété intellectuelle. Dans l'intervalle, la Douma avait approuvé, en première lecture, le projet de modification de l'article 180 (violation des marques de fabrique ou de commerce), qui introduisait un nouveau paragraphe traitant du crime organisé et de la collusion initiale, et prévoyant l'emprisonnement.

291. Les atteintes à la propriété intellectuelle n'étant pas considérées comme des délits "graves", les organes chargés de faire respecter les droits ont invoqué, lorsque cela était approprié, d'autres articles du Code pénal, traitant par exemple de la contrebande, de la fraude au détriment du consommateur, etc. On compte 720 cas de violation de la propriété intellectuelle pour l'année 1997, 950 cas pour 1998, 1 300 cas pour 1999, 2 000 cas pour 2000, dont 1 117 concernant des violations du droit d'auteur et des droits connexes. En 1999, 125 manufactures clandestines ont été fermées et 30 millions de contrefaçons ont été confisquées; en 2000, 334 manufactures clandestines ont été fermées et 50 millions de contrefaçons ont été confisquées. Les articles 146, 147 et 180 du Code pénal ne stipulent pas directement la confiscation des produits illicites et du matériel et de l'équipement utilisés pour leur fabrication. Néanmoins, la confiscation de ces produits et équipements à titre de preuve matérielle était une pratique courante. En ce qui concerne les copies illicites, le détenteur des droits peut demander à se saisir des produits; pour les équipements, la décision revient au tribunal. Concernant la pratique de la Cour supérieure d'arbitrage, celle-ci a rendu une décision sur la confiscation et la destruction dans les cas où le détenteur des droits n'a pas demandé que les produits lui soient remis. Si le tribunal ne s'est pas prononcé sur la confiscation des produits illicites dans le cadre d'une procédure civile, le détenteur des droits peut faire recours contre cette décision.

- **Procédure pénale**

292. Conformément à la législation en vigueur, il incombait aux organes chargés de son application étaient chargés de découvrir et d'identifier les infractions pénales. Étant donné que les atteintes à la propriété intellectuelle relevaient de la catégorie des accusations privées, la procédure

pénale ne pouvait être engagée si le détenteur des droits n'avait pas porté plainte. Conformément au Code de procédure pénale, la durée de l'enquête était initialement de dix jours, et de 30 jours pour la décision finale dans les cas complexes.

293. En principe, la déclaration selon laquelle les produits ont été contrefaits était effectuée par le détenteur des droits. L'expertise officielle pouvait être effectuée par le Centre d'expertise du Ministère de l'intérieur. L'organisme Rospatent s'occupait de l'examen des cas relatifs aux marques de fabrique ou de commerce. La décision concernant l'expertise était prise par l'enquêteur, le plaignant ou le tribunal. L'expertise engagée par les organes chargés de l'application de la loi était gratuite.

- **Mesures administratives**

294. Selon le Code en vigueur sur les infractions administratives, les sanctions administratives ne s'appliquent qu'aux violations du droit d'auteur (article 150:4). Les sanctions administratives consistent en des amendes fixées par le tribunal dans une fourchette établie par la Loi. Bien que les amendes ne soient pas élevées, la responsabilité administrative constitue généralement une solution plus simple et plus efficace en ce qui concerne les atteintes au droit d'auteur qui sont de faible importance. Surtout, l'article 150:4 prévoit directement la confiscation des copies illicites, du matériel et de l'équipement. Les articles confisqués peuvent être transférés au détenteur des droits, à sa demande, ou détruits. Le critère qui permet de distinguer la responsabilité administrative de la responsabilité pénale est, pour l'heure, celui du "dommage important". De plus, les mesures pénales visent les délits les plus graves, qui constituent un danger pour le public.

295. En ce qui concerne le rôle du Ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise, les sanctions applicables sont prévues par la législation antimonopole. Toute entité commerciale dont les droits de propriété intellectuelle ont été violés par une autre entité commerciale peut demander au Ministère d'engager une procédure à l'encontre de l'auteur de l'infraction. Le Ministère peut rendre une décision imposant des amendes, exigeant certaines actions ou interdisant les actes d'infraction. La procédure prend d'ordinaire un à deux mois, et, dans les cas complexes, entre trois et six mois.

- **Mesures à la frontière**

296. L'article 10 du Code douanier inclut la protection de la propriété intellectuelle parmi les responsabilités du Service des douanes. Depuis 1998, le Comité d'État des douanes accepte les demandes présentées par les détenteurs de droits pour que des mesures douanières soient prises. Les documents ci-après doivent être présentés: confirmation des droits de propriété intellectuelle,

procuration (si nécessaire) et renseignements concernant l'infraction (description des marchandises) ainsi que tout renseignement supplémentaire dont dispose le détenteur des droits.

297. A l'heure actuelle, le Code douanier ne permet pas aux douanes d'agir en pleine conformité avec les normes de l'OMC en matière d'ADPIC pour ce qui est de renseigner le détenteur des droits en tant que partie tierce et de lui donner la possibilité d'inspecter les marchandises saisies et d'en prélever des échantillons. Le projet de nouveau Code douanier comprend une nouvelle section traitant de la protection de la propriété intellectuelle, où ces problèmes sont effectivement abordés. Lorsque des marchandises sont saisies, le services des douanes dispose de dix jours ouvrables pour les inspecter en totalité. Une attention particulière est accordée aux marchandises signalées par le détenteur des droits. Ce délai peut être prorogé de 20 jours ouvrables ou 31 jours civils. Pendant cette période, s'il existe des raisons de croire à une atteinte à la propriété intellectuelle, le service des douanes remet le matériel incriminé à la Police et aux plaignants. Le détenteur des droits peut engager une procédure civile auprès du tribunal.

298. S'agissant de la possibilité d'obtenir des renseignements sur l'entreprise qui a commis l'infraction, son histoire, ses activités, etc., de la part des services des douanes, le projet de nouveau Code douanier stipulait que cette information serait disponible en ce qui concerne les importateurs ainsi que les marchandises importées.

- **Mesures correctives et procédure, au civil**

299. Les mesures correctives prévues par le Code civil en matière de propriété intellectuelle sont les suivantes: confirmation des droits, interdiction des actes portant atteinte aux droits, imposition d'amendes, indemnisation du détenteur des droits pour les dommages causés, indemnisation pour les gains perçus par l'auteur de l'infraction et indemnisation réglementaire. Ces deux dernières mesures ne sont prévues que pour le droit d'auteur.

300. En ce qui concerne les plaintes en dommages et intérêts et l'estimation des dommages, le principe général du recouvrement intégral existe en droit civil. Le montant des dommages et intérêts est calculé conformément aux principes généraux du Code civil, sur la base du prix des marchandises authentiques correspondantes, en prenant en compte les dommages effectifs et le manque à gagner du détenteur des droits. Concernant l'indemnisation réglementaire, celle-ci est d'abord définie par le plaignant, qui doit prouver le fait du dommage causé, mais sans en calculer le montant. Le tribunal procède ensuite à une estimation sur la base de la nature de l'infraction, des gains perçus par l'auteur de celle-ci, etc. Enfin, le tribunal décide du montant de l'indemnisation.

301. En ce qui concerne les mesures provisoires au titre de l'article 75 du Code de procédure d'arbitrage, le tribunal peut donner un ordre d'injonction préalable sur requête du plaignant. Ces mesures doivent avoir pour but de garantir son droit. Les mesures provisoires comprennent l'interdiction des actes d'infraction, le gel des avoirs, y compris les comptes en banque, la saisie de documents et autres preuves. Le juge chargé de l'affaire est tenu de rendre une décision le jour qui suit l'introduction de la requête en l'absence des représentants des parties. Selon la législation en vigueur, toute requête de mesures provisoire pouvait être introduite après le début de la procédure civile. Toutefois, le projet de modification du Code de procédure d'arbitrage prévoyait la possibilité d'obtenir des mesures provisoires avant d'introduire la requête.

302. Notant tout ce qui précède, les membres ont demandé à la Russie de s'engager à se conformer à l'Accord sur les ADPIC dès l'accession, y compris aux dispositions relatives aux moyens de faire respecter les droits.

303. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que celle-ci appliquerait pleinement les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), y compris les dispositions relatives aux moyens de faire respecter les droits, sans recourir à aucune période de transition. Il a confirmé que la Fédération de Russie, conformément à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC, assurerait une protection effective contre l'usage commercial déloyal d'essais ou d'autres données non divulguées communiquées à des autorités de la Fédération de Russie, à l'appui de demandes d'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture qui comportent des entités chimiques nouvelles, pour une période d'au moins six ans à compter de la date à laquelle la Fédération de Russie a accordé l'approbation de commercialisation à la personne qui a communiqué ces données. Il a aussi confirmé que la Loi sur les brevets serait modifiée de manière à mieux définir le cadre juridique de la prise de décisions en ce qui concerne la délivrance de licences obligatoires (cette modification mettrait la Loi sur les brevets en conformité avec les prescriptions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC); le projet de loi sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine mettrait la législation de la Russie dans ce domaine en conformité avec les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC (y compris la publication immédiate après l'enregistrement, la protection additionnelle des marques de fabrique ou de commerce notoirement connues contre l'enregistrement de mauvaise foi et l'utilisation sur des produits différents, et la protection additionnelle contre l'enregistrement de marques de fabrique ou de commerce contenant des indications géographiques); le projet de loi modifiant et complétant la Loi fédérale sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés appliquerait toutes les prescriptions de l'Accord sur les ADPIC dans ce domaine et garantirait la protection contre les articles contenant un circuit intégré dont le schéma de configuration aurait été reproduit de façon illicite; le projet de loi fédérale modifiant et complétant

la Loi fédérale sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs et des bases de données établirait clairement la relation de celle-ci, en tant que "*lex specialis*", avec la Loi sur le droit d'auteur, ainsi que le fait que la Fédération de Russie se conformera à toutes les obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC en ce qui concerne les logiciels et les bases de données; le projet de loi fédérale modifiant et complétant la Loi fédérale sur le droit d'auteur et les droits connexes introduirait des modifications qui permettront l'application *in toto* des dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne aux œuvres et phonogrammes étrangers, y compris l'octroi d'une protection rétroactive aux œuvres et phonogrammes étrangers; et les révisions actuelles du Code pénal, du Code de procédure pénale, du Code de procédure civile, du Code de procédure d'arbitrage et du Code douanier permettront la mise en œuvre correcte des articles 41 à 61 de l'Accord sur les ADPIC et le respect par la Fédération de Russie des moyens des droits de propriété intellectuelle.]

## **RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES**

### **Politiques affectant le commerce des services**

304. Le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que le marché russe des services n'avait commencé à se développer que dans la première partie des années 90, suite au processus national de réforme économique et de privatisation, ainsi qu'à la libéralisation de l'ensemble du système des relations économiques de la Fédération de Russie. Le développement du marché des services a conduit à une augmentation substantielle de sa part dans le PNB, qui a atteint environ 55 pour cent en 2000 (28 pour cent en 1991). Même si la part de la Russie dans le commerce mondial des services n'était pas encore très importante, la contribution des services au commerce total du pays n'était pas négligeable (en 2000, la part de la Russie dans le commerce mondial des services était légèrement supérieure à 1 pour cent). La balance du commerce extérieur des services était traditionnellement négative, avec des exportations s'élevant à 9,632 milliards de dollars EU et des importations s'élevant à 17,412 milliards de dollars EU en 2000 (données fondées sur la balance des paiements).

305. La réforme de l'économie russe au cours des dix dernières années a permis la création de nouveaux secteurs de services et contribué au développement des secteurs de services existants. En même temps, qu'ils soient nouveaux ou anciens, les fournisseurs de services, dans certains secteurs, travaillent dans un cadre institutionnel et réglementaire insuffisant et souffrent de la structure instable du marché. En tant qu'industries naissantes, ces secteurs de services sont soumis à des variations économiques et sociales positives ou négatives qui peuvent avoir une incidence grave sur l'économie dans son ensemble. Au cas où les variations négatives l'emporteraient, il est nécessaire à la Fédération de Russie de se réserver la possibilité de recourir à certaines mesures temporaires visant à maintenir un environnement concurrentiel normal, l'équilibre et l'intégrité des marchés, la stabilité

sociale et l'emploi. L'application de ces mesures est limitée dans le temps jusqu'à ce que les facteurs ayant déclenché leur utilisation aient disparu. Si des disciplines multilatérales concernant les questions pertinentes étaient adoptées, la Fédération de Russie serait disposée à mettre ces mesures en conformité avec ces disciplines.

306. L'évolution économique des services est soutenue par le processus législatif. Nombre de lois et réglementations ont été adoptées pour établir un cadre légal concernant la fourniture de services en général (comme le Code civil ou la Loi sur les investissements étrangers) ou dans des secteurs spécifiques. Cependant, le système réglementaire national ne reflète pas encore de façon adéquate le dynamisme du marché des services. Les causes de la crise bancaire russe d'août 1998 ont été liées, en particulier, à l'existence de méthodes inadéquates et d'un manque d'arrangements prudentiels efficaces dans les activités bancaires, en raison de l'extrême dépendance du système financier national du fait de la situation des marchés de capitaux étrangers à court terme. De plus, le développement de systèmes de réglementation dans certains secteurs de services dépendait de l'adoption, sous leur forme finale, de lois de base encore politiquement sensibles sur le statut de la terre au regard de la propriété et des transactions commerciales. Afin de créer un climat favorable à l'économie et aux investissements, y compris dans le domaine des services, la Fédération de Russie a lancé une série de mesures visant à réduire les contraintes de la bureaucratie sur l'économie, ce qui comprend la simplification des procédures d'enregistrement des entreprises, la réduction du nombre des activités soumises à licence et la diminution de la fréquence des inspections dans les entreprises. On peut s'attendre à ce que le cadre réglementaire de la Fédération de Russie régissant le secteur des services soit, en même temps, l'objet de fréquentes mesures d'adaptation et d'amélioration à la lumière de l'expérience et des progrès faits dans le renforcement de la capacité du pays de fournir des services sur une base concurrentielle. Cela n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'AGCS reconnaissant le droit des membres de réglementer et d'introduire de nouvelles réglementations concernant la fourniture de services sur leur territoire afin d'atteindre des objectifs de la politique nationale. À cet égard, le représentant de la Fédération de Russie a indiqué que le cadre juridique existant prévoyait que certains types de services étaient soumis à licence.

307. Il a indiqué aussi que les autorités russes étaient informées des négociations en cours au sein de l'OMC qui visent à développer les nécessaires disciplines multilatérales afin d'éviter les effets des subventions qui faussent les échanges et de voir si les procédures compensatoires sont appropriées. Compte tenu du fait que la Fédération de Russie n'a pas pris part aux négociations en tant que participant à part entière et qu'elle n'a donc pas pu protéger de façon adéquate ses intérêts particuliers à cet égard, elle a dû se réserver le droit, dans l'attente des résultats de ces négociations, de maintenir des mesures de subvention conformément à la législation et à la pratique nationales afin d'ajuster ses engagements spécifiques sur les services d'une manière qui ne soit pas contraire à ces résultats.

308. La Fédération de Russie avait un droit souverain sur son sous-sol et ses ressources minérales et souterraines sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie, ce qui comprend les sous-sols et les ressources minérales qui s'y trouvent, les ressources énergétiques et autres. Le sous-sol ne pouvait faire l'objet d'achat, de vente, de don, d'héritage, de dépôt, de gage ni d'aucune autre forme d'aliénation. À cet égard, la Fédération de Russie était en train de créer un environnement de marché [dans ce domaine] afin d'établir des conditions favorables pour les entreprises, d'encourager l'afflux de capitaux et de technologies et de faciliter l'accès aux ressources naturelles et du sous-sol, notamment sur la base de la conclusion d'accords de partage de la production et de concession.

309. S'agissant des engagements NPF, la Fédération de Russie a conclu un nombre limité d'accords bilatéraux qui se rapportent au règlement de la dette et à des mesures d'assistance technique, à des mesures découlant des accords d'assistance juridique, à des mesures définissant la responsabilité en matière de préservation de la navigabilité des aéronefs (définie par des accords bilatéraux), à des accords sur les conditions régissant les activités de certains établissements bancaires internationaux (Banque d'investissements du Nord, Banque de commerce et de développement de la Mer Noire, Banque inter-États) sur territoire russe, qui contiennent certaines dispositions préférentielles découlant du statut international spécifique de ces établissements dans le cadre des accords. La Fédération de Russie croyait comprendre que les règles de l'OMC ne pouvaient être interprétées comme interdisant à la Russie de mettre en œuvre ces accords bilatéraux pendant leur durée de validité. La liste d'engagements spécifiques de la Fédération de Russie s'appuie sur le fait qu'il est entendu que la Fédération de Russie se réserve le droit de décider de ses engagements concernant l'aide publique fournie sur une base non discriminatoire en fonction de la future définition des services achetés à des fins gouvernementales, et conformément aux règles multilatérales qui seront établies dans le cadre de l'article XIII de l'AGCS.

310. Afin de protéger les intérêts des investisseurs, des déposants et des détenteurs de polices, de protéger la monnaie nationale russe, et aussi d'assurer la stabilité et l'intégrité du système financier, la Fédération de Russie n'exclut pas la possibilité d'appliquer des mesures visant la réglementation et le contrôle des changes ainsi que toute transaction sur des titres liés à la dette intérieure de la Fédération de Russie, et de se procurer des crédits ou des prêts sur les marchés financiers internationaux en émettant et en plaçant des obligations et autres titres à émission hors du territoire national.

311. La Fédération de Russie dispose d'une politique fédérale d'exercice du contrôle de l'État sur les monopoles naturels<sup>8</sup> dans les domaines indiqués par la Loi fédérale n° 147 du 17 août 1995 sur les

---

<sup>8</sup> On entend par monopole naturel une situation de marché dans laquelle la demande est satisfaite plus efficacement en l'absence de concurrence, en raison des caractéristiques techniques de la production (les coûts unitaires de production diminuant substantiellement à mesure que le volume de production s'accroît), tandis que la consommation des services produits par le détenteur du monopole naturel ne peut être remplacée par celle

monopoles naturels, dans le but d'équilibrer les intérêts des consommateurs et ceux des détenteurs de monopole naturel.<sup>9</sup> Les organes de réglementation des monopoles naturels exercent un contrôle sur les actions effectuées avec la participation des détenteurs de monopole naturel qui fournissent des services, ou sur les actions concernant ces détenteurs, ou qui risquent de porter atteinte aux intérêts des consommateurs de services; ce contrôle est régi par ladite Loi fédérale ou en fonction des contraintes imposées par la transition, économiquement justifiée, de ce marché de services d'une situation de monopole naturel à une situation de concurrence. La réglementation par l'État prévoit les méthodes suivantes: réglementation des prix concernant l'activité des détenteurs d'un monopole naturel sur un marché de services par l'établissement (fixation) du niveau maximum des prix (tarifs); identification des consommateurs obligés d'utiliser le service considéré et/ou fixation d'un niveau minimum pour leur approvisionnement; contrôle sur toute transaction suite à laquelle un détenteur de monopole naturel acquiert le droit de propriété sur un capital fixe ou le droit d'utiliser ce capital fixe, non destiné à la fourniture de services, régi conformément à ladite Loi fédérale; contrôle sur les investissements d'un détenteur de monopole naturel dans le domaine de la fourniture de services, qui ne sont pas régis conformément à ladite Loi fédérale; contrôle sur la vente, la location, ou toute autre transaction suite à laquelle un agent économique acquiert le droit de propriété ou de possession et/ou l'usage de la partie du capital fixe du détenteur de monopole naturel destinée à la fourniture de services, régis conformément à ladite Loi fédérale. Les opérations d'acquisition de droits ou de parts de capital de personnes morales qui fournissent des services dans des branches où il existe un monopole naturel, et le transfert entre personnes (ou groupes de personnes) de la propriété d'actifs fixes et d'avoirs incorporels de ces personnes morales, peuvent faire l'objet d'une autorisation.

312. En Fédération de Russie, les services considérés comme des services publics peuvent faire l'objet de monopoles publics ou de droits d'exclusivité accordés à des opérateurs privés. Il existe des services publics dans des secteurs tels que les infrastructures publiques, les services connexes de conseil technique et scientifique, les services obligatoires et indépendants d'essais techniques, les évaluations, examens et analyses, les services environnementaux, les services de santé, les services de transport et les services auxiliaires des différents moyens de transport. Les droits d'exclusivité sur ces services peuvent être accordés à des opérateurs privés, par exemple à des opérateurs disposant de concessions des organes de l'État ou des pouvoirs autonomes locaux, soumis à des obligations spécifiques en matière de services. Ces services ont un caractère universel et sont fournis sur la base d'un contrat public. Ces mesures sont appliquées sur une base non discriminatoire à l'égard des fournisseurs étrangers de services.

---

d'autres services pour lesquels la demande, sur le marché considéré, des services produits par le détenteur du monopole naturel, dépend moins de l'évolution du prix de ces services que de la demande d'autres services.

<sup>9</sup> On entend par détenteur d'un monopole naturel un agent économique (entité juridique) qui fournit des services dans les conditions d'un monopole naturel.

313. La politique de la Fédération de Russie qui est de préserver, développer et diffuser la culture, exige qu'une autorisation peut être demandée en ce qui concerne l'acquisition du contrôle d'une personne morale russe liée à l'héritage culturel de la Russie et/ou constituant une propriété culturelle des peuples de la Fédération de Russie. De même, le nombre des fournisseurs de services et l'étendue de leurs activités peuvent être limités, sur une base non discriminatoire, dans les territoires spécialement protégés.

314. Aux fins de la protection et de la sauvegarde des populations indigènes et des communautés ethniques peu nombreuses, des mesures destinées à la protection et à la préservation de l'habitat traditionnel de ces groupes peuvent être prises, et des préférences leur être accordées, en ce qui concerne leurs activités économiques traditionnelles, sur leur territoire d'habitat traditionnel.

315. Pour des raisons de sécurité nationale, la Russie peut prendre des mesures pour réglementer les activités économiques et celles des entreprises en ce qui concerne le commerce des services, y compris la possession, l'utilisation et l'élimination des ressources foncières, des ressources naturelles et des propriétés immobilières; de même, l'entrée et/ou le séjour permanent des personnes physiques peuvent être limités ou interdits dans les zones frontalières et les zones administratives délimitées. Le but de ces mesures n'est pas la discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers de services. On était en train de donner suite à la demande d'établissement du point d'information prescrit aux fins de l'AGCS.

316. Les membres ont indiqué qu'il leur serait utile d'être mieux informés sur l'état d'avancement des travaux menés par la Fédération de Russie pour établir le point d'information requis et mettre en œuvre d'autres prescriptions de l'AGCS en matière de transparence et de procédure. En outre, ils ont demandé à la Fédération de Russie de confirmer que, dans les secteurs de services soumis à licence, les personnes physiques et morales étrangères ayant besoin d'une licence d'activité pouvaient obtenir celle-ci dans les mêmes conditions que les personnes physiques et morales russes dans les secteurs de services inscrits sur la Liste des engagements spécifiques de la Fédération de Russie; ils ont aussi demandé à la Fédération de Russie de confirmer qu'elle accordait aux services et fournisseurs de services de tous les autres Membres de l'OMC, s'agissant des mesures affectant la fourniture de services, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres services similaires et fournisseurs de services, comme prévu par l'AGCS.

317. Un membre a exprimé sa profonde préoccupation concernant le maintien, par la Fédération de Russie, d'un régime discriminatoire à l'égard de la fourniture de services sur le marché russe des services par les ressortissants de son pays résidant dans différentes régions de son pays, selon le mode de fourniture – "présence commerciale" et "mouvement des personnes physiques". Ce membre a

demandé à la Fédération de Russie d'effectuer les ajustements nécessaires pour éviter le traitement discriminatoire et pour permettre à tous ses ressortissants de fournir des services sur le marché russe, sur un pied d'égalité.

318. Un membre a demandé une confirmation concernant l'intention de la Fédération de Russie d'introduire les normes comptables internationales adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour les banques au 1<sup>er</sup> janvier 2004 et pour toutes les sociétés cotées au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Ce membre a demandé à la Fédération de Russie de confirmer cette information et d'indiquer les mesures au moyen desquelles elle entendait atteindre cet objectif. Il a également demandé à la Fédération de Russie de tenir le Groupe de travail informé de l'application effective des normes comptables internationales par les sociétés russes.

319. Certains membres souhaitaient que la Fédération de Russie s'engage à garantir la transparence des prescriptions et procédures en matière de licences, des prescriptions et procédures en matière de qualification ainsi que de toutes autres prescriptions en matière d'autorisation, en particulier pour ce qui est de l'obtention, de la prolongation, du renouvellement, du refus et de la résiliation des licences et autres approbations nécessaires à la fourniture de services sur le marché russe et des recours concernant ces actions. Les procédures et conditions prévues par la Fédération de Russie en matière de licences ne devraient pas, en elles-mêmes, faire obstacle à l'accès aux marchés ni être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire. La Fédération de Russie devrait publier une liste des autorités chargées d'autoriser, d'approuver et de réglementer les activités dans les secteurs de services pour lesquels elle a pris des engagements spécifiques, ainsi que ses procédures et conditions en matière de licences. Ces membres souhaitaient également que la Fédération de Russie s'engage à garantir, pour les services figurant dans la Liste d'engagements spécifiques de son pays, que les autorités réglementaires compétentes seraient distinctes des fournisseurs de services qu'elles réglementaient et ne relèveraient pas de ces derniers. Ces membres souhaitaient en outre que la Fédération de Russie s'engage à garantir que les fournisseurs étrangers de services restent libres de choisir leurs partenaires.

## **TRANSPARENCE**

### **Publication d'informations sur le commerce**

320. Les membres ont demandé une description du cadre juridique permettant de mettre en œuvre l'article X et d'autres dispositions des Accords de l'OMC relatives à la transparence, ainsi qu'une confirmation du fait que ces dispositions seraient appliquées dès l'accession. Ils ont notamment souhaité avoir plus de détails sur les publications de lois, décrets, résolutions, ordonnances et autres

actes destinés à mettre en application les prescriptions de l'article X et d'autres prescriptions en matière de transparence qui figurent dans les Accords de l'OMC.

321. Le représentant de la Fédération de Russie a cité le texte de l'article 15 de la Constitution: "Les lois doivent être publiées officiellement. Des lois non publiées ne sauraient être invoquées. Aucun texte législatif normatif concernant les droits de l'homme, les prérogatives et les devoirs de l'homme et du citoyen ne peut être invoqué s'il n'est pas publié officiellement pour être porté à la connaissance de tous." Le principe constitutionnel de publication obligatoire des textes législatifs est défini dans la Loi constitutionnelle fédérale n° 2-FKZ du 17 décembre 1997 sur le gouvernement de la Fédération de Russie (modifiée le 31 décembre 1997), dans la Loi fédérale n° 5-FZ du 14 juillet 1994 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des lois constitutionnelles fédérales, lois fédérales et instruments des chambres de l'Assemblée fédérale, et dans le Décret présidentiel n° 763 du 23 mai 1996 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des déclarations du Président de la Fédération de Russie, du gouvernement de la Fédération de Russie et des textes législatifs des organes exécutifs fédéraux. Conformément à ladite législation, seules les lois constitutionnelles fédérales, les lois fédérales et les instruments des chambres de l'Assemblée fédérale, officiellement publiés, sont mis en application sur le territoire de la Fédération de Russie. La "Parlamentskaya Gazeta" (Gazette du Parlement), la "Rossijskaya Gazeta" (Gazette russe) ou la "Sobranie Zakonodatelstva Rossijskoj Federatsii" (législation complète de la Fédération de Russie) sont les organes officiels de publication des lois et textes susmentionnés.

322. Les organes officiels de publication des actes du Président de la Fédération de Russie et du gouvernement de la Fédération de Russie sont la "Rossijskaya Gazeta" et la "Sobranie Zakonodatelstva Rossijskoj Federatsii". Les actes normatifs des organes fédéraux du pouvoir exécutif sont enregistrés auprès du Ministère de la justice de la Fédération de Russie et font l'objet d'une publication officielle dans la "Rossijskaya Gazeta" et dans le "Bulletin des actes normatifs des organes fédéraux".

323. Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé qu'à compter de la date de l'accession, les lois, règlements, décrets, décisions, décisions judiciaires et règles administratives d'application générale concernant le commerce seraient tous publiés d'une manière conforme aux prescriptions de l'OMC, notamment l'article X du GATT de 1994. À compter de la date de l'accession, aucune de ces lois et réglementations concernant le commerce international ne prendrait effet avant d'avoir été ainsi publiée dans un ou plusieurs organes officiels désignés à cet effet. Il a aussi confirmé que la Fédération de Russie respecterait les prescriptions de l'AGCS en matière de transparence, notamment l'article II, à compter de la date de l'accession.]

- **Notifications**

324. Les membres ont souhaité que la Fédération de Russie s'engage à présenter, à compter de la date de l'accession, toutes les notifications initiales prescrites par les Accords de l'OMC, et à ce que les réglementations russes établies ultérieurement pour donner effet aux lois adoptées en application des Accords de l'OMC seraient conformes aux prescriptions de ces accords.

325. [Le représentant de la Fédération de Russie a confirmé que dès l'entrée en vigueur du Protocole d'accession, la Fédération de Russie présenterait toutes les notifications initiales prescrites par les accords faisant partie de l'Accord sur l'OMC. Toute réglementation adoptée ultérieurement par la Fédération de Russie donnant effet aux lois promulguées pour mettre en œuvre un accord faisant partie de l'Accord sur l'OMC serait également conforme aux prescriptions de cet Accord.]

**ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ET D'UNION DOUANIÈRE**

326. Les Membres ont indiqué qu'il était de coutume de fournir une description détaillée de la portée, de la nature et de l'état d'avancement de tous les arrangements préférentiels. Cela était nécessaire pour faire en sorte que la valeur des engagements NPF négociés dans les listes soit connue de toutes les parties. Les membres estimaient que la Fédération de Russie devrait chercher à améliorer les renseignements requis à cet égard.

327. Le représentant de la Fédération de Russie a dit que, conformément aux accords bilatéraux conclus par la Fédération de Russie en matière de libre-échange avec les pays de la CEI et avec la République fédérative de Yougoslavie, les importations de presque toutes les marchandises (y compris les produits agricoles) originaires de ces pays sur le territoire douanier de la Fédération de Russie se faisaient en franchise de droits de douane. Ces préférences sont accordées sur la base d'un certificat d'origine, à condition que l'exportateur soit résident du pays exportateur.

328. Il a dit également qu'un certain nombre d'accords avaient été conclus entre la Fédération de Russie et la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la République du Tadjikistan et la République kirghize. L'objectif de ces accords était de former par étapes une union douanière entre les signataires. Les accords de création d'union douanière mentionnés ci-dessus avaient été transformés en un accord unique instituant la Communauté économique eurasienne, qui est entré en vigueur le 30 mai 2001. Selon l'article 6 de cet accord, un tarif douanier commun pour la Russie, le Bélarus, le Kazakhstan et le Tadjikistan serait créé progressivement sur cinq ans. Cet accord prévoit la possibilité de proroger le délai de création du tarif douanier commun au-delà de la période initiale de cinq ans. Ce processus serait entièrement conforme aux engagements futurs de la Fédération de Russie en tant que Membre de l'OMC, y compris, notamment, les dispositions de l'article XXIV du

GATT de 1994 et de l'article V de l'AGCS. La Fédération de Russie ferait également en sorte que soient respectées les dispositions de ces Accords de l'OMC en matière de notification, de consultation et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions douanières dont la Russie était membre. La Fédération de Russie avait l'intention de maintenir la portée limitée des exemptions NPF, comme prévu à l'Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II de l'AGCS. [La description de chaque mesure, des pays auxquels la mesure est appliquée, de sa durée prévue et des conditions qui rendent l'exemption nécessaire, figurait dans la Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II (NPF) de la Fédération de Russie.]

329. Il a dit que les accords de commerce conclus dans des secteurs spécifiques avec plusieurs Membres de l'OMC entraient dans la définition des "accords de limitation volontaire des exportations" et visaient divers produits, tels que l'acier et les produits en acier, certains engrais, certains textiles et les armes de sport. La Fédération de Russie n'avait pas l'intention de maintenir ces accords qui n'étaient pas en conformité avec ses engagements dans le cadre de l'OMC, et elle envisageait de proposer aux autres parties prenantes, soit de les mettre en conformité avec les règles de l'OMC, soit de les résilier à compter de la date de son accession à l'OMC.

330. Les membres ont souhaité mieux comprendre comment la Fédération de Russie entendait garantir la cohérence entre son processus d'accession à l'OMC et les engagements qu'elle avait pris dans le cadre de l'union douanière, notamment au regard de l'établissement d'un tarif douanier extérieur commun, compte tenu du fait qu'un pays de l'union douanière était déjà Membre de l'OMC.

331. Les Membres ont demandé à la Russie de s'engager à faire en sorte que sa participation à des accords commerciaux soit conforme à l'article XXIV du GATT et à l'article V de l'AGCS et que les dispositions de ces Accords de l'OMC concernant la notification et la consultation ainsi que d'autres prescriptions sur les zones de libre-échange et les unions douanières soient respectées dès l'accession; ils lui ont aussi demandé de s'engager à ce que toute législation ou réglementation adoptée ou modifiée ultérieurement au titre de ces accords resterait conforme aux règles de l'OMC. Plus particulièrement, la Fédération de Russie devrait, dès l'accession, notifier ses zones de libre-échange, son union douanière et ses accords d'union économique, pour que le Comité des accords commerciaux régionaux puisse les examiner.

332. [Le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que son gouvernement respecterait, compter de la date de l'accession, les dispositions de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et l'article V de l'AGCS dans le cadre de sa participation à des accords commerciaux, et qu'il ferait en sorte que soient respectées les dispositions de ces Accords de l'OMC en matière de notification, de consultation et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions

douanières dont la Russie est membre. Il a confirmé que dès l'accession, la Fédération de Russie notifierait au Comité des accords commerciaux régionaux ses accords de zone de libre-échange et d'union douanière et en communiquerait le texte au Comité. Il a également confirmé que toute loi ou réglementation qui devrait être modifiée en vertu des accords commerciaux que son pays avait signés resterait conforme aux dispositions de l'OMC et serait, dans tous les cas, notifiée au Comité des accords commerciaux régionaux au cours de son examen.

### **Conclusions**

333. [à compléter]

## ANNEXE 1

### Liste des lois et réglementations à la disposition du Groupe de travail

1. Constitution de la Fédération de Russie adoptée le 12 décembre 1993;
2. Loi constitutionnelle fédérale n° 1-FKZ du 21 février 1994 sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie (modifiée le 8 février 2001);
3. Loi constitutionnelle fédérale n° 1-FKZ du 28 avril 1995 sur les tribunaux d'arbitrage de la Fédération de Russie;
4. Loi constitutionnelle fédérale n° 1-FKZ du 31 décembre 1996 sur le système judiciaire de la Fédération de Russie;
5. Loi constitutionnelle fédérale n° 2-FKZ du 17 décembre 1997 sur le gouvernement de la Fédération de Russie (modifiée le 31 décembre 1997);
6. Code douanier de la Fédération de Russie, n° 5221-1 du 18 juin 1993 (modifié les 19 juin et 27 décembre 1995, les 21 juillet et 16 novembre 1997, le 10 février 1999);
7. Code civil, Partie 1, n° 51-FZ du 30 novembre 1994, et Partie 2, n° 14-FZ du 26 janvier 1996 (modifié les 20 février et 12 août 1996, le 24 octobre 1998, les 8 juillet et 17 décembre 1999);
8. Code fiscal, Partie 1, n° 146-FZ du 31 juillet 1998 (modifiée les 30 mars et 9 septembre 1999 et le 2 janvier 2000), et Partie 2, n° 117-FZ du 5 août 2000 (modifiée le 29 décembre 2000);
9. Principes fondamentaux de la législation de la Fédération de Russie sur la protection de la santé, n° 5487-1 du 22 juillet 1993 (modifiés le 2 mars 1998, le 20 décembre 1999 et le 2 décembre 2000);
10. Loi fédérale n° 948-1 du 23 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base (modifiée le 24 juin 1992, le 25 mai 1995 et le 2 janvier 2000);
11. Loi fédérale n° 2060-1 du 19 décembre 1991 sur la protection de l'environnement naturel (modifiée le 21 février 1992, le 2 juin 1993 et le 27 décembre 2000);
12. Loi fédérale n° 5351-FZ du 9 juillet 1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes (modifiée le 19 juillet 1995);
13. Loi fédérale n° 3526-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des schémas de configuration des circuits intégrés;
14. Loi fédérale n° 3517-1 du 23 septembre 1992 sur les brevets (modifiée le 27 décembre 2000);
15. Loi fédérale n° 3523-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs et des bases de données;
16. Loi fédérale n° 4979-1 du 14 mai 1993 sur la médecine vétérinaire;

17. Loi fédérale n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le Tarif douanier (modifié les 7 août, 25 novembre et 27 décembre 1995, le 5 février 1997, les 10 février et 4 mai 1999, les 27 mai et 27 décembre 2000);
18. Loi fédérale n° 5151-1 du 10 juin 1993 sur la certification des produits et des services (modifiée le 27 décembre 1995, le 2 mars 1998 et le 31 juillet 1998);
19. Loi fédérale n° 3520 du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine (modifiée le 27 décembre 2000);
20. Loi fédérale n° 5-FZ du 14 juillet 1994 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des lois constitutionnelles fédérales, lois fédérales et instruments des chambres de l'Assemblée fédérale;
21. Loi fédérale n° 53-FZ du 2 décembre 1994 sur les achats et livraisons de produits agricoles, de matières premières et de denrées alimentaires pour les besoins de l'État;
22. Loi fédérale n° 101-FZ du 15 juillet 1995 sur les traités internationaux conclus par la Fédération de Russie;
23. Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur (modifiée le 8 juillet 1997 et le 10 février 1999);
24. Loi fédérale n° 173-FZ du 22 novembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et des ventes d'alcool éthylique, de produits alcooliques et de produits contenant de l'alcool (modifiée le 7 janvier 1999);
25. Loi fédérale n° 2-FZ du 9 janvier 1996 modifiant et complétant la Loi fédérale sur la protection des droits des consommateurs et le Code de la RSFSR sur les infractions administratives (modifiée le 17 décembre 1999);
26. Loi fédérale n° 13-FZ du 22 janvier 1996 sur la zone économique spéciale de la région de Kaliningrad (modifiée le 27 décembre 2000);
27. Loi fédérale n° 123-FZ du 21 juillet 1997 sur la privatisation des biens de l'État et les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie (modifiée le 23 juin 1999 et le 5 août 2000);
28. Loi fédérale n° 225-FZ du 30 décembre 1997 sur les accords de partage de la production (modifiée le 7 janvier 1999);
29. Loi fédérale n° 63-FZ du 14 avril 1998 sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie en matière de commerce extérieur des marchandises;
30. Loi fédérale n° 147-FZ du 31 juillet 1998 sur l'introduction de la Partie 1 du Code fiscal de la Fédération de Russie (modifiée le 9 juillet 1999, le 5 août 2000 et le 24 mars 2001);
31. Loi fédérale n° 4-FZ du 2 décembre 1998 sur la coordination des liens économiques internationaux et extérieurs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie;
32. Loi fédérale n° 39-FZ du 25 février 1999 sur les activités d'investissement dans la Fédération de Russie sous forme de dépenses d'équipement (modifiée le 2 janvier 2000);

33. Loi fédérale n° 97-FZ du 6 mai 1999 sur les appels d'offres pour les marchés de produits, de travaux et de services destinés aux besoins de l'État;
34. Loi fédérale n° 104-FZ du 31 mai 1999 sur la zone économique spéciale de la région de Magadan (modifiée le 31 décembre 1999 et le 27 décembre 2000);
35. Loi fédérale n° 121-FZ du 21 juin 1999 sur l'élection des députés à la Douma de la Fédération de Russie;
36. Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie;
37. Loi fédérale n° 183-FZ du 18 juillet 1999 sur le contrôle des exportations;
38. Loi fédérale n° 117-FZ du 29 décembre 1999 sur la protection de la concurrence sur le marché des services financiers;
39. Loi fédérale n° 118-FZ du 5 août 2000 sur l'introduction de la Partie 2 du Code fiscal de la Fédération de Russie (modifiée le 27 décembre 2000 et le 24 mars 2001);
40. Loi fédérale n° 113-FZ du 5 août 2000 sur l'ordre de formation du Conseil fédéral de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie;
41. Décret présidentiel n° 213 du 15 novembre 1991 sur la libéralisation des activités économiques extérieures sur le territoire de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (modifié le 27 octobre 1992, abrogé par le Décret présidentiel n° 2061 du 23 décembre 2000);
42. Programme national de privatisation des entreprises publiques et municipales de la Fédération de Russie (approuvé par le Décret présidentiel n° 2284 du 24 décembre 1993) (modifié le 14 mars 1996, le 6 octobre 1997, le 15 juillet 1998, le 25 juillet et le 1<sup>er</sup> août 2000);
43. Dispositions fondamentales du Programme national de privatisation des entreprises publiques et municipales de la Fédération de Russie après le 1<sup>er</sup> juillet 1994 (approuvé par le Décret présidentiel n° 1535 du 22 juillet 1994) (modifié le 16 avril 1998 et le 25 janvier 1999);
44. Décret présidentiel n° 1482 du 8 juillet 1994 sur la simplification de l'enregistrement des entreprises et des entrepreneurs sur le territoire de la Fédération de Russie;
45. Décret présidentiel n° 221 du 28 février 1995 sur les mesures visant à simplifier la réglementation des prix (tarifs) par l'État (modifié le 8 juillet 1995);
46. Décret présidentiel n° 763 du 23 mai 1996 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des déclarations du Président de la Fédération de Russie, du gouvernement de la Fédération de Russie et des textes législatifs des organes exécutifs fédéraux;
47. Décret présidentiel n° 740 du 20 juillet 1997 concernant les importations sur le territoire de la Fédération de Russie et les exportations de diamants naturels et de brillants de la Fédération et sur certaines questions de fonctionnement du marché intérieur des diamants naturels bruts;
48. Résolution gouvernementale n° 758 du 1<sup>er</sup> juillet 1994 sur les mesures visant à améliorer la réglementation par l'État des importations et des exportations de produits et de services;

49. Résolution gouvernementale n° 239 du 7 mars 1995 sur les mesures visant à simplifier la réglementation des prix (tarifs) par l'État (modifiée les 8 février, 15 avril et 31 juillet 1996, le 30 juin 1997, les 30 juillet et 28 décembre 1998, le 6 février 2001);
50. Résolution gouvernementale n° 1016 du 13 octobre 1995 sur le Programme complexe d'encouragement des investissements étrangers et nationaux dans l'économie de la Fédération de Russie.
51. Résolution gouvernementale n° 191 du 9 mars 1996 sur le Programme national de démantèlement des monopoles dans l'économie pour le renforcement de la concurrence sur les marchés de la Fédération de Russie (modifiée le 4 septembre 1995 et le 15 mai 1998);
52. Résolution gouvernementale n° 300 du 21 mars 1996 portant abrogation de certaines décisions du gouvernement concernant l'enregistrement des contrats d'exportation de produits de base;
53. Résolution gouvernementale n° 1299 du 31 octobre 1996 sur les règles de conduite concernant les ventes aux enchères et les appels d'offres lors des attributions de contingents en cas d'établissement de restrictions quantitatives et de licences pour des produits, des travaux et des services, exportés et importés (modifiée le 27 janvier 1997, les 2 février, 14 mars et 29 décembre 1998, les 12 octobre et 15 décembre 2000);
54. Résolution gouvernementale n° 1224 du 26 septembre 1997 établissant l'Office fédéral pour la réglementation du marché des produits alimentaires en remplacement de la Société fédérale d'alimentation;
55. Résolution gouvernementale n° 1560 du 27 décembre 1996 sur la nomenclature des marchandises appliquée à l'activité économique étrangère et sur le tarif douanier de la Fédération de Russie (modifiée les 23 avril, 7 novembre et 19 décembre 1997; les 8 janvier, 21 février, 11 et 22 mai, 1<sup>er</sup> juin, 13 et 21 août, 5 septembre, 21 octobre et 30 décembre 1998; les 18 janvier, 13 et 24 février, 16 mars, 28 juin, 8, 20 et 27 août, 3 septembre, 14 novembre, 4 et 9 décembre 1999, le 22 février 2000);
56. Résolution gouvernementale n° 1575 du 27 décembre 1996 sur la procédure à suivre pour que les produits importés dans la Fédération de Russie comportent des étiquettes en langue russe (modifiée le 14 juillet 1997);
57. Résolution gouvernementale du 13 août 1998 sur l'approbation de la liste des produits, travaux et services faisant l'objet d'une certification obligatoire (modifiée le 24 mai 2000);
58. Résolution gouvernementale n° 46 du 19 janvier 1998 sur l'approbation de la réglementation provisoire de l'ordre d'émission des valeurs du Fonds d'État des métaux précieux et pierres gemmes de la Fédération de Russie. Résolution gouvernementale n° 183 du 16 février 1999 sur la détermination d'un dommage important causé par des importations faisant l'objet d'un dumping;
60. Résolution gouvernementale n° 184 du 16 février 1999 sur la détermination d'un dommage important causé à une branche d'activité de l'économie russe par les subventions accordées par un État étranger (ou une union d'États étrangers) aux marchandises importées en Fédération de Russie;
61. Résolution gouvernementale n° 274 du 11 mars 1999 sur les règles de conduite des enquêtes préalables à l'application de mesures spéciales contre le dumping et de mesures de protection;

62. Résolution gouvernementale n° 148 du 22 février 2000 sur le tarif douanier, le Code des taux de droits de douane à l'importation et SH appliqués aux activités économiques extérieures (modifiée les 16 mars, 8 avril, 11 mai, 7 et 28 juillet, 3 août et 27 novembre 2000);
63. Résolution gouvernementale n° 994 du 7 mars 2000 sur les conditions relatives du contrôle antimonopole sur le marché des services financiers et sur l'adoption des principes de détermination des transactions et des limites en matière de services financiers;
64. Résolution gouvernementale n° 1575 du 27 décembre 1996 sur la procédure à suivre pour que les produits importés dans la Fédération de Russie comportent des étiquettes en langue russe (modifiée le 14 juillet 1997);
65. "Prescriptions sanitaires pour écrans vidéo", "Ordinateurs individuels et organisation du travail", "Prescriptions sanitaires pour outils manuels et organisation du travail", "Réglementation sanitaire pour la distribution des produits de la pêche" et "Normes sanitaires des niveaux autorisés de facteurs physiques pendant l'utilisation d'articles domestiques";
66. Ordonnance du Gossanepidnadzor du 20 juillet 1998 sur l'évaluation sanitaire de la production, de la livraison et de la fabrication de produits et de marchandises.
67. [...]

334.

**PROJET DE DÉCISION**  
**ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

*Décision du [...]*

La Conférence ministérielle,

*Eu égard* au paragraphe 2 de l'article XII et au paragraphe 1 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce ("l'Accord sur l'OMC") et aux Procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce convenues par le Conseil général (WT/L/93),

*Prenant acte* de la demande d'accession à l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce datée du 9 décembre 1994 présentée par la Fédération de Russie,

*Prenant note* des résultats des négociations menées en vue de définir les modalités d'accession de la Fédération de Russie à l'Accord sur l'OMC et ayant établi un projet de Protocole d'accession de la Fédération de Russie,

*Décide* ce qui suit:

La Fédération de Russie pourra accéder à l'Accord sur l'OMC selon les modalités et aux conditions énoncées dans le projet de Protocole annexé à la présente décision.

---

## **PROJET DE PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

### Préambule

L'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommée "l'OMC"), eu égard à l'approbation du Conseil général de l'OMC donnée en vertu de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC"), et la Fédération de Russie,

Prenant note du rapport du Groupe de travail de l'accèsion de la Fédération de Russie à l'Accord sur l'OMC qui figure dans le document WT/ACC/RUS ..., daté du ... (ci-après dénommé le "rapport du Groupe de travail"),

Eu égard aux résultats des négociations sur l'accèsion de la Fédération de Russie à l'Accord sur l'OMC,

Convienent de ce qui suit:

### **PARTIE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

1. À compter de la date à laquelle le présent protocole entrera en vigueur conformément au paragraphe 8, la Fédération de Russie accédera à l'Accord sur l'OMC conformément à l'article XII dudit accord et deviendra ainsi Membre de l'OMC.
2. L'Accord sur l'OMC auquel la Fédération de Russie accédera sera l'Accord sur l'OMC, y compris les Notes explicatives de cet accord, tel qu'il aura été rectifié, amendé ou autrement modifié par des instruments juridiques qui seront entrés en vigueur avant la date d'entrée en vigueur du présent protocole. Le présent protocole, qui comprendra les engagements mentionnés au paragraphe ... du rapport du Groupe de travail, fera partie intégrante de l'Accord sur l'OMC.
3. Sauf disposition contraire du paragraphe ... du rapport du Groupe de travail, les obligations découlant des Accords commerciaux multilatéraux annexés à l'Accord sur l'OMC qui doivent être mises en œuvre au cours d'une période commençant au moment de l'entrée en vigueur dudit accord seront mises en œuvre par la Fédération de Russie comme si elle avait accepté cet accord à la date de son entrée en vigueur.
4. La Fédération de Russie peut maintenir une mesure incompatible avec le paragraphe 1 de l'article II de l'AGCS pour autant que cette mesure soit inscrite sur la Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II, qui est annexée au présent protocole, et qu'elle satisfasse aux conditions qui sont indiquées dans l'Annexe de l'AGCS sur les exemptions des obligations énoncées à l'article II.

### **PARTIE II - LISTES**

5. Les Listes reproduites à l'Annexe I du présent protocole deviendront la Liste de concessions et d'engagements annexée à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "GATT de 1994") et la Liste d'engagements spécifiques annexée à l'Accord général sur le commerce des services (ci-après dénommé "l'AGCS") de la Fédération de Russie. Les concessions et les engagements inscrits sur les Listes seront mis en œuvre par étapes ainsi qu'il est spécifié dans les parties pertinentes des Listes.

6. Dans le cas de la référence à la date du GATT de 1994 que contient le paragraphe 6 a) de l'article II dudit accord, la date applicable en ce qui concerne les Listes de concessions et d'engagements annexées au présent protocole sera la date d'entrée en vigueur du présent protocole.

### PARTIE III – DISPOSITIONS FINALES

7. Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation de la Fédération de Russie, par voie de signature ou autrement, jusqu'au ....

8. Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le jour où il aura été accepté par la Fédération de Russie.

9. Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC et à la Fédération de Russie une copie certifiée conforme du présent protocole et une notification d'acceptation dudit protocole par la Fédération de Russie conformément au paragraphe 9.

Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à ..., le ..., en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant foi, si ce n'est qu'une liste ci-annexée peut ne faire foi que dans une seule de ces langues.

---

ANNEXE II

***LISTE – FÉDÉRATION DE RUSSIE***

*Seul le texte ... fait foi.*

Partie I – Marchandises

(Distribuée sous la cote WT/ACC/RUS/[...])

Partie II – Services

(Distribuée sous la cote WT/ACC/RUS/[...])

---